



OCTOBRE
2025

« Glaives de fer » Une analyse militaire de la guerre d'Israël à Gaza

Amélie FÉREY
Pierre NÉRON BANCEL

4^{ifri}
depuis
1979

L’Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d’information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l’Ifri est une fondation reconnue d’utilité publique par décret du 16 novembre 2022. Elle n’est soumise à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L’Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l’échelle internationale.

Les opinions exprimées dans ce texte n’engagent que la responsabilité des auteurs.

ISBN : 979-10-373-1110-8

© Tous droits réservés, Ifri, 2025

Couverture : Enveloppe de Gaza, Israël : 25 octobre : L’artillerie israélienne M109 tire des obus de 155 mm sur la bande de Gaza pour attaquer des cibles du Hamas, aide l’armée sur le terrain dans le cadre de la guerre d’Israël du Hamas. © Gal_Rotem/Shutterstock.com

Comment citer cette publication :

Amélie Férey et Pierre Néron Bancel, « “Glaives de fer”, une analyse militaire de la guerre d’Israël à Gaza », *Focus stratégique*, Ifri, octobre 2025.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : accueil@ifri.org

Site internet : ifri.org

Focus stratégique

Les questions de sécurité exigent une approche intégrée, qui prenne en compte à la fois les aspects régionaux et globaux, les dynamiques technologiques et militaires mais aussi médiatiques et humaines, ou encore la dimension nouvelle acquise par le terrorisme ou la stabilisation post-conflit. Dans cette perspective, le Centre des études de sécurité se propose, par la collection ***Focus stratégique***, d'éclairer par des perspectives renouvelées toutes les problématiques actuelles de la sécurité.

Associant les chercheurs du Centre des études de sécurité de l'Ifri et des experts extérieurs, ***Focus stratégique*** fait alterner travaux généralistes et analyses plus spécialisées, réalisées en particulier par l'équipe du Laboratoire de recherche sur la défense (LRD).

Comité de rédaction

Rédacteur en chef : Élie Tenenbaum

Rédactrice en chef adjointe : Amélie Férey

Assistante d'édition : Madeleine François

Auteurs

Dr. Amélie Férey est chercheuse au sein du Centre des études de sécurité et responsable du Laboratoire de recherche sur la défense (LRD). Ses publications traitent des thèmes suivants : l'éthique et le droit de la guerre, le conflit israélo-palestinien, la légitimation de la force armée.

Son doctorat, soutenu en février 2018 à Sciences Po, a donné lieu à la publication d'un livre intitulé *Assassinats ciblés. Critique du libéralisme armé*, aux éditions CNRS dans la collection « Guerre et Stratégie » de l'Association pour les études sur la guerre et la stratégie (AÉGES). Son second livre, *Les mots, armes d'une nouvelle guerre ?*, publié aux éditions Le Robert en 2023, propose une analyse de la guerre des récits à l'aune du conflit russo-ukrainien. Elle est enseignante à Sciences Po Paris et à Polytechnique.

Le lieutenant-colonel Pierre Néron Bancel est officier de l'armée de Terre inséré au sein du LRD du Centre des études de sécurité de l'Ifri, où ses travaux portent sur les enjeux sécuritaires et stratégiques français et, plus spécifiquement, sur l'étude des nouvelles conflictualités, l'évolution des formes de l'engagement aéroterrestre et les enjeux stratégiques de l'emploi des forces terrestres.

Diplômé de l'École spéciale militaire de Saint-Cyr, il est titulaire d'un master en relations internationales et stratégie et breveté de l'École de guerre ainsi que de l'*Advanced Command and Staff Course* britannique. Officier de Légion cavalerie, il a principalement servi à la 13^e Demi-brigade de Légion étrangère à Djibouti et au 1^{er} Régiment étranger de cavalerie à Carpiagne, au sein duquel il a participé à de nombreuses missions en Afrique et au Proche-Orient, ainsi que sur le territoire national.

Résumé

Le 7 octobre 2023, l'attaque du Hamas baptisée « Déluge d'al-Aqsa » a provoqué un choc majeur et a conduit Israël à déclencher la guerre la plus longue de son histoire. L'opération « Glaives de fer » se distingue par son intensité inédite, tant par l'engagement de forces terrestres massives que par la puissance de feu déployée.

Cette étude adopte une démarche de retour d'expérience (RETEX) qui consiste à analyser sous le prisme militaire les choix stratégiques et tactiques faits par les Forces de défense israéliennes (FDI) et leurs résultats, sans juger de leur légitimité morale ou politique. Cette approche permet de comprendre la rationalité militaire de cette opération tout en éclairant les impasses stratégiques.

Avant l'opération « Déluge d'al-Aqsa », Israël avait développé une stratégie de « bunkerisation » fondée sur le blocus terrestre, aérien et maritime de Gaza. Depuis le retrait de l'enclave en 2005, les opérations israéliennes alternaient frappes aériennes et incursions ponctuelles, sans parvenir à éradiquer le Hamas. La construction débutée en 2014 puis la modernisation en 2021 de la barrière de sécurité entourant la bande de Gaza ont renforcé ce sentiment de sécurité pour les FDI, nourri par leur confiance dans leur supériorité technologique.

La culture stratégique israélienne, marquée par l'idée d'une menace existentielle, privilégiait historiquement une approche offensive prenant la forme d'attaques préventives. Toutefois, elle a glissé vers une posture défensive, misant sur l'utilisation de l'arme aérienne dans des campagnes de bombardement ciblé et non de l'offensive terrestre.

Les FDI, organisées autour d'un noyau professionnel restreint et d'une réserve massive, constituent une armée puissante et innovante mais limitée en endurance. Face à elles, le Hamas a consolidé sa branche armée et s'est imposé comme un acteur hybride, combinant actions militaires et objectifs politiques. L'attaque du 7 octobre a profité d'un contexte politique israélien profondément divisé par la crise de la réforme judiciaire, détournant l'attention de Gaza.

L'opération « Déluge d'al-Aqsa » est un succès tactique du fait de sa vitesse d'exécution. Au matin du 7 octobre 2023, près de 3 800 commandos du Hamas ont percé quasi simultanément la frontière en plus de soixante points, utilisant des moyens aussi divers que rudimentaires tels que des pick-ups, des motos, des parapentes et des embarcations. Ils ont neutralisé capteurs et communications avec des drones et des bulldozers, attaqué des

bases et des localités israéliennes, et capturé 251 Israéliens, détenus comme otages dans la bande de Gaza.

La riposte israélienne sous la forme de l'opération « Glaives de fer » s'est ensuite déployée en plusieurs phases : mobilisation générale, conquête de Gaza-Nord, offensive sur Khan Younès puis prise de Rafah. Cette progression méthodique du nord vers le sud s'est appuyée sur des frappes aériennes massives et des bombardements intenses, causant une létalité et des destructions d'une ampleur sans précédent.

Analysée au prisme des « facteurs de supériorité opérationnelle » de la doctrine française, Israël a montré une grande agilité tactique et une capacité de mobiliser sa population rapidement.

Cependant, ses faiblesses sont apparues dans son absence de compréhension du Hamas, dans son endurance limitée et dans la dégradation de son image à l'international du fait de ses violations répétées du droit international. L'isolement diplomatique et les accusations croissantes de crimes de guerre et de génocide, portées notamment par le Conseil des droits de l'homme des Nations unies à l'été 2025, soulignent le coût stratégique de la campagne.

Summary

On October 7, 2023, the Hamas attack known as “Al-Aqsa Flood” caused a major shock and led Israel to launch the longest war in its history. The operation “Swords of Iron” stood out for its unprecedented intensity, both in the massive deployment of ground forces and in the firepower employed.

This study adopts a lessons-learned (RETEX) approach, which consists in analyzing, through a strictly military lens, the strategic and tactical choices made by the Israel Defense Forces (IDF) and their outcomes, without judging their moral or political legitimacy. This approach makes it possible to understand the military rationale behind the operation, while shedding light on its strategic dead ends.

Prior to the “Al-Aqsa Flood” operation, Israel had developed a “bunkerization” strategy based on the land, air, and naval blockade of Gaza. Since the withdrawal from the enclave in 2005, Israeli operations had alternated between airstrikes and limited incursions, without succeeding in eradicating Hamas. The construction, begun in 2014 and upgraded in 2021, of the security barrier surrounding the Gaza Strip reinforced this sense of safety for the IDF, nourished by their confidence in their technological superiority.

Israeli strategic culture, shaped by the perception of an existential threat, had historically favored an offensive approach in the form of preventive strikes. However, it gradually shifted toward a defensive posture, relying on the air force in targeted bombing campaigns rather than on large-scale ground offensives.

The IDF, organized around a small professional core and a large pool of reservists, constitute a powerful and innovative army but one that remains limited in endurance. Opposite them, Hamas consolidated its armed wing and established itself as a hybrid actor, combining military actions with political objectives. The October 7 attack exploited a deeply divided Israeli political landscape, shaken by the judicial reform crisis, which diverted attention away from Gaza.

The “Al-Aqsa Flood” operation achieved tactical success due to its swift execution. On the morning of October 7, 2023, nearly 3,800 Hamas commandos breached the border almost simultaneously in more than sixty locations, using means as diverse as they were rudimentary, such as pick-up trucks, motorcycles, paragliders, and boats. They neutralized sensors and communications with drones and bulldozers, attacked Israeli bases and towns, and captured 251 Israelis, held as hostages in the Gaza Strip.

The Israeli response, in the form of the “Swords of Iron” operation, unfolded in several phases: general mobilization, the conquest of northern Gaza, the offensive on Khan Younis, and finally the capture of Rafah. This methodical progression from north to south relied on massive airstrikes and intense bombardments, causing unprecedented levels of lethality and destruction.

When analyzed through the lens of the French doctrine of “factors of operational superiority,” Israel demonstrated significant tactical agility and a remarkable capacity to mobilize its population quickly. However, its weaknesses became evident in its failure to understand Hamas, in its limited endurance, and in the deterioration of its international image due to repeated violations of international law. Diplomatic isolation and growing accusations of war crimes and genocide, particularly highlighted by the UN in the summer of 2025, underscore the strategic cost of the campaign.

Table des matières

INTRODUCTION	10
CADRAGE ET MISE EN PERSPECTIVE DE L'OPERATION « GLAIVES DE FER »	14
Gaza avant le 7 octobre : la posture israélienne.....	14
<i>Les interventions militaires d'Israël depuis 2006.....</i>	<i>14</i>
<i>La grammaire stratégique israélienne, héritage des guerres israélo-arabes</i>	<i>20</i>
<i>La culture opérationnelle des FDI</i>	<i>24</i>
<i>Organisation des Forces de défense israéliennes</i>	<i>26</i>
Gaza avant le 7 octobre : la posture du Hamas	29
<i>Les architectes de « Déluge d'al-Aqsa»</i>	<i>31</i>
Le contexte politico-sécuritaire de l'attaque du 7 octobre 2023	32
<i>Une crise politique inédite en Israël</i>	<i>32</i>
<i>Situation sécuritaire et engagements opérationnels en cours à la veille du 7 octobre 2023.....</i>	<i>35</i>
DE L'ATTAQUE DU HAMAS A LA CONQUETE DE LA BANDE DE GAZA : LE DEROULE DE L'OPERATION « GLAIVES DE FER ».....	42
L'attaque du 7 octobre et ses suites immédiates	42
<i>Première phase</i>	<i>42</i>
<i>Deuxième phase</i>	<i>44</i>
<i>Troisième phase.....</i>	<i>44</i>
Les phases tactiques de l'opération « Glaives de fer » du 9 octobre 2023 au 16 octobre 2024.....	46
<i>Phase « 0 » : Montée en puissance.</i>	<i>47</i>
<i>Phase « 1 » : La conquête de Gaza-Nord</i>	<i>47</i>
<i>Phase « 2 » : La conquête de Khan Younès et le nettoyage de Gaza-Nord</i>	<i>48</i>
<i>Phase « 3 » : La conquête de Rafah et le contrôle de la bande de Gaza.....</i>	<i>50</i>

« GLAIVES DE FER » AU PRISME DES FACTEURS DE SUPERIORITE OPERATIONNELLE	53
La performance opérationnelle des FDI à Gaza	53
<i>Masse.....</i>	<i>53</i>
<i>Agilité.....</i>	<i>57</i>
<i>Endurance</i>	<i>63</i>
<i>Coopération</i>	<i>69</i>
Performances stratégiques.....	73
<i>Compréhension</i>	<i>73</i>
<i>Influence</i>	<i>84</i>
<i>Force morale.....</i>	<i>93</i>
<i>Performance du commandement.....</i>	<i>98</i>
CONCLUSION	105

Introduction

Depuis l'opération « Plomb durci » en 2008-2009 jusqu'à l'opération « Glaives de fer » de 2023, la bande de Gaza a été le théâtre de nombreuses interventions militaires israéliennes où se redéfinissent les modalités contemporaines du combat urbain. Le 7 octobre 2023, une attaque surprise d'une ampleur inédite, menée par le Hamas, a déclenché une réaction militaire israélienne massive, marquant le début de l'opération « Glaives de fer ». Celle-ci s'est traduite par un engagement militaire terrestre d'une intensité inédite depuis la deuxième guerre du Liban (2006), mobilisant un important déploiement de troupes au sol et de puissants moyens technologiques engagés dans une manœuvre urbaine intense et prolongée. Au-delà de son déroulement immédiat, cette opération constitue un jalon central pour comprendre les mutations contemporaines de la guerre, en particulier dans les espaces densément peuplés, médiatisés et judiciairisés.

Dans ce contexte, il est essentiel d'adopter une démarche de retour d'expérience (RETEX), entendue comme un processus analytique visant à tirer des enseignements objectifs et opérationnels d'un conflit donné. Loin de toute lecture normative ou idéologique, le RETEX se focalise sur les logiques d'action, les choix stratégiques, les succès et les échecs opérationnels, dans le but d'adapter les savoir-faire militaires mais également d'enrichir la réflexion stratégique. Il s'agit ainsi de produire une grille de lecture fondée sur les faits, les doctrines, les innovations et les ruptures repérables dans l'action militaire.

Trois dimensions majeures font de l'opération « Glaives de fer » un cas d'étude particulier pour l'analyse stratégique. Premièrement, la guerre urbaine y atteint une complexité maximale : densité du bâti, usage systématique du souterrain, non-évacuation de populations civiles, dispersion de l'ennemi et hybridation des modes d'action imposent une manœuvre intégrée. Deuxièmement, l'opération « Glaives de fer » montre la centralité dans l'approche israélienne de la puissance aérienne et du ciblage, en s'appuyant sur l'intelligence artificielle, avec des algorithmes tels que *Habsora*, *Lavender* et *Where's daddy?*¹. Troisièmement, la guerre de l'information, démultipliée par les réseaux sociaux, fait de chaque frappe, chaque mouvement tactique, chaque image, une arme potentielle dans la bataille pour l'opinion publique internationale. L'instrumentalisation du droit, tant par les acteurs militaires que par les groupes armés, s'impose

1. Y. Abraham, « Inside Israel's Mass Assassination Factory », *+972 Magazine*, 30 novembre 2023, disponible sur : <https://www.972mag.com/>.

comme une dimension de l'espace de bataille – le *lawfare* devenant une ligne d'opération à part entière.

Quel bilan tactique et stratégique se dégage de la première année de l'opération « Glaives de fer » ? Entre son déclenchement le 7 octobre 2023 et le 17 septembre 2024, date à laquelle le gouvernement israélien ajoute aux objectifs initiaux, à savoir l'éradication du Hamas et le retour des otages israéliens, celui du retour des habitants au nord d'Israël menacés par le Hezbollah libanais, les objectifs militaires des Forces de défense israéliennes (FDI) concernant le Hamas ont-ils été atteints ?

Circonscrire l'analyse à la première année de l'opération « Glaives de fer » permet à la fois de disposer d'un minimum de recul, l'opération étant toujours en cours, et comporte l'intérêt d'identifier les premiers objectifs poursuivis par les FDI, considérés comme atteints au moment de la décision de se tourner vers le Liban. Ce cadrage temporel permet également de se concentrer sur les débuts du conflit, avant son enlisement, période particulièrement dense en enseignements tactiques.

Cependant, à l'écriture de cette étude, en 2025, soit deux ans après l'attaque du 7 octobre, le niveau de destruction infligé à la bande de Gaza ne peut laisser silencieux. Plusieurs agences de l'ONU ont franchi le pas en déclarant la situation de famine à l'été². Une commission d'enquête du Conseil des droits de l'homme de l'ONU a conclu³ à l'existence d'un génocide en septembre 2025, rejoignant l'analyse⁴ faite par la rapporteuse spéciale sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés en mars 2024 et de plusieurs organisations des droits de l'homme (Amnesty International, Human Right Watch, Médecins sans frontières⁵), dont certaines sont israéliennes (Bt'selem et Physicians for Human Rights Israel⁶). Plusieurs tribunes de juristes et d'universitaires ont également été publiées en 2025, qualifiant l'opération militaire à Gaza de

2. « Famine Confirmed for First Time in Gaza », Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Unicef, Organisation mondiale de la santé (OMS), Programme alimentaire mondial (PAM), 22 août 2025.

3. « Legal Analysis of the Conduct of Israel in Gaza Pursuant to the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide », Human Rights Council, 16 septembre 2025.

4. F. Albanese, « Anatomy of a Genocide – Report of the Special Rapporteur on the situation of human rights in the Palestinian territories occupied since 1967 (advance unedited version, A/HRC/55/73) », Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'Homme (mandat du rapporteur spécial), 25 mars 2024, disponible sur : www.un.org

5. « Gaza Death Trap: MSF Report Exposes Israel's Campaign of Total Destruction », Médecins Sans frontières, 2024, disponible sur : www.doctorswithoutborders.org ; « “You Feel Like You Are Subhuman”: Israel's Genocide against Palestinians in Gaza », Amnesty International, décembre 2024, disponible sur : www.amnesty.org ; « Extermination and Acts of Genocide: Israel Deliberately Depriving Palestinians in Gaza of Life's Basics », Human Rights Watch, 19 décembre 2024, disponible sur : www.hrw.org.

6. « Our genocide », Bt'selem, juillet 2025, disponible sur : www.btselem.org ; « Genocide in Gaza », Physicians for Human Rights, 28 juillet 2025, disponible sur : www.phr.org.il.

génocide⁷. Dans ce contexte, entreprendre une analyse militaire de la première année peut surprendre, voire choquer. Cette approche est toutefois nécessaire pour comprendre plus largement l'articulation entre rationalité militaire et logique génocidaire. C'est bien au nom de la rationalité militaire qu'Israël s'est défendu contre les critiques, en expliquant que ses intentions étaient purement d'ordre tactique, et ce alors que l'intentionnalité, concept crucial dans l'évaluation du génocide, est difficile à établir. Or, lorsqu'au terme de la première année de « Glaives de fer » Israël effectue sa bascule d'effort vers le Hezbollah libanais, le Hamas est un acteur militaire aux capacités sérieusement endommagées, mais qui se maintient sur le plan politique du fait qu'il détient toujours un nombre important d'otages.

Il ne s'agira donc pas ici de porter un jugement de valeur sur la légitimité ou les conséquences humanitaires de cette opération⁸, mais bien de comprendre, sous l'angle militaire, comment les FDI ont conduit cette campagne et quels arbitrages doctrinaux ont été opérés. À travers cette analyse, les défis contemporains du combat urbain, les limites du tout-technologique, l'impact des dynamiques politico-stratégiques internes et les formes renouvelées de l'affrontement asymétrique sont mis en lumière.

L'opération « Glaives de fer » se singularise par son ampleur par rapport aux nombreuses opérations militaires israéliennes conduites dans la bande de Gaza depuis le retrait d'Israël de l'enclave en 2005 et la prise du pouvoir du Hamas en 2006. Elle intervient dans un moment de crise politique, pour le gouvernement israélien mais aussi pour le Hamas, qui voit la cause palestinienne de plus en plus marginalisée dans le monde arabe. (I)

L'attaque du 7 octobre 2023 frappe par sa célérité, qui plonge les FDI dans un état de sidération, ce qui explique sa réussite tactique. À l'inverse, l'opération « Glaives de fer » s'est caractérisée par une montée en puissance puis une prise de contrôle méthodique de la bande de Gaza dans un mouvement du nord au sud. (II)

7. Collectif de professeurs francophones de droit international, « Violations du droit international : plus de 150 juristes d'accord pour nommer ce qu'il se passe à Gaza », *Libération*, 7 août 2025 ; Collectif de 300 écrivains, « Nous ne pouvons plus nous contenter du mot "horreur", il faut aujourd'hui nommer le "génocide" à Gaza », *Libération*, 26 mai 2025. L'association internationale des chercheurs sur le génocide a également adopté une résolution en ce sens en septembre 2025. Voir également O. Bartov, « I'm a genocide Scholar. I know it when I see it », *The New York Times*, 15 juillet 2025 ; « Leading Israeli Author David Grossman Calls Gaza War a genocide », *Haaretz*, 1^{er} août 2025. D'autres voix s'expriment pour marquer leur désaccord : S. Cohen, « Pour l'armée israélienne, épargner des civils ne fait plus partie des options. », *Le Monde*, 29 septembre 2025, disponible sur : www.lemonde.fr.

8. Sur ce plan, voir l'abondante littérature : K. Khan, « Statement on the Issuance of Arrest Warrants in the Situation in the State of Palestine », Cour pénale internationale, 20 mai 2024, disponible sur : www.icc-cpi.int ; « Ordonnance du 24 mai 2024 », Cour internationale de justice, 2024, disponible sur : www.icj-cij.org.

Enfin, passée au crible des « facteurs de supériorité opérationnelle » identifiés par la doctrine militaire française, l'opération « Glaives de fer » démontre une grande maîtrise tactique des FDI mais une performance stratégique obérée par les conséquences humanitaires et les condamnations morales. (III)

Cadrage et mise en perspective de l'opération « Glaives de fer »

L'analyse par le prisme militaire de la première année de l'opération israélienne « Glaives de fer » requiert un double niveau d'analyse : elle doit être située dans la trajectoire de la posture israélienne – capacités, doctrines et contraintes politico-juridiques – ainsi que comprise à la lumière des dynamiques palestiniennes, et en particulier de la structuration du Hamas et des logiques ayant présidé à l'opération « Déluge d'al-Aqsa ». La combinaison de ces deux perspectives permet de comprendre non seulement les choix tactiques adoptés, mais aussi les logiques stratégiques et politiques fournissant le cadre de l'examen opérationnel qui suit.

Gaza avant le 7 octobre : la posture israélienne

Avant le 7 octobre, la posture israélienne vis-à-vis de Gaza reposait sur le triptyque opérationnel suivant : le contrôle d'accès et l'isolement (barrière intelligente, blocus maritime et terrestre), la supériorité technologique (capacités ISR avancées et système de défense antiaérienne pour traiter les roquettes) et le recours préférentiel aux frappes aériennes à distance. Cette configuration – que l'on peut qualifier de « bunkerisation » – privilégiait la gestion des menaces à distance, mais creusait parallèlement un fossé entre surveillance/neutralisation et volonté d'engagement terrestre. Ce déséquilibre a conditionné les choix tactiques, les calculs de dissuasion et la marge de manœuvre opérationnelle à la veille de l'attaque du 7 octobre.

Les interventions militaires d'Israël depuis 2006

Pour comprendre les enjeux militaires de l'opération « Glaives de fer », il est nécessaire de mettre en perspective cette opération avec l'histoire des FDI. Depuis la création de l'État d'Israël, *Tsahal* est une armée en opération permanente. Déployées sur l'ensemble du territoire, les FDI maintiennent une posture de défense territoriale continue face aux différents « fronts » mais sont régulièrement amenées à conduire des interventions ciblées ou des opérations de plus grande envergure en réaction à un pic de menace. De 2006 à 2023, les FDI ont ainsi réalisé une dizaine d'opérations majeures dans les territoires occupés et au Liban, sans compter les campagnes de

bombardement ciblé quasi permanentes en Syrie visant à contenir les milices iraniennes présentes et à préparer les conditions des futurs engagements (concept MABAM, « la campagne entre les guerres »)⁹.

Tableau n° 1 : Opérations des Forces de défense israéliennes de 2006 à 2023

Date	Opération (appellations israéliennes)	Théâtre
2006	2 ^e Guerre du Liban	Sud-Liban
2006	Pluies d'été	Gaza
2008	Hiver chaud	Gaza
2009	Plomb durci	Gaza
2012	Pilier de défense	Gaza
2014	Bordure protectrice	Gaza
2018	Bouclier du Nord	Front Nord
2019	Ceinture Noire	Gaza
2021	Gardien des Murailles	Gaza
2022	Aube naissante	Gaza
2023	Bouclier et Flèche	Gaza

© Pierre Néron Bancel.

La plus dimensionnante d'entre elles jusqu'à l'opération « Glaives de fer » demeure la guerre des « 33 jours » – appelée « deuxième guerre du Liban » par les Israéliens –, dont l'échec a marqué durablement Israël et ses forces armées. Alors que *Tsahal* s'attendait à démanteler en profondeur la capacité de frappe du Hezbollah avec une campagne aérienne intense (près de 20 000 bombes, 2 000 missiles et plus de 120 000 tirs d'artillerie¹⁰), l'absence de résultats décisifs la contraint à

9. C. Freilich, *Israeli National Security: A New Strategy for an Era of Change*, Oxford, Oxford University Press, 2018, p. 225.

10. P. Razoux, « Après l'échec. Les réorientations de *Tsahal* depuis la deuxième guerre du Liban », *Focus stratégique*, Ifri, octobre 2007.

lancer une offensive terrestre avec quatre divisions. Celles-ci se retrouvent rapidement engagées dans une bataille de haute intensité face à une milice puissamment armée, défendant dans la profondeur un terrain aménagé et complexe. Après trente-trois jours d'opérations dont trois jours de combats particulièrement violents, les Israéliens comptent 120 tués et environ 1 000 blessés sans qu'aucun des objectifs terrestres fixés n'ait pu être atteint. Par sa résistance et sa seule survie, le Hezbollah inflige une défaite stratégique cinglante à Israël. De nombreuses leçons sont tirées de cette guerre, dont les enseignements éclairent à leur tour l'engagement contemporain face au Hamas à Gaza :

Les FDI ont péché par méconnaissance de leur adversaire, sous-estimant gravement les capacités tactiques du Hezbollah et sa mue en « techno-guérilla » disposant d'un arsenal élaboré et d'un niveau tactique éprouvé. La mise en échec des forces terrestres engagées a ainsi eu l'ampleur d'une surprise stratégique aux effets durables.

Une confiance excessive dans les effets de la puissance aérienne a conduit à surestimer les effets décisifs des frappes à distance (*standoff*), tout en sous-investissant la modernisation de la composante terrestre¹¹.

L'offensive terrestre a été conduite sous contrainte de temps, avec une préparation insuffisante et un manque de clarté dans les objectifs à atteindre. La composante terrestre de l'opération a principalement manqué de préparation ainsi que d'une bonne articulation avec la composante aérienne. Surtout, les forces terrestres n'ont été engagées que par défaut de résultat de la campagne aérienne, et avec une profonde réticence¹².

Malgré un retour au calme sur le front nord après l'accord de cessez-le-feu, l'échec dans l'atteinte des objectifs et le maintien du Hezbollah au Sud-Liban pose déjà la question de l'efficacité de la stratégie de dissuasion israélienne face à des adversaires asymétriques.

À Gaza même, face aux groupes armés palestiniens, dont le Hamas en tête de file, les FDI ont conduit neuf interventions entre leur retrait de la bande de Gaza à l'été 2005 et l'opération « Glaives de fer » à partir du mois d'octobre 2023, dont trois opérations d'envergure avec engagements de troupes au sol et dans la durée : « Plomb Durci » en 2008-2009, « Pilier de défense » en 2012 et « Bordure protectrice » en 2014. Systématiquement articulées à partir d'une campagne de frappes principalement aériennes, ces opérations ont le plus souvent été décidées

11. D. Johnson, « Hard Fighting: Israel in Lebanon and Gaza », RAND Corporation, 2011.

12. L. Berman, « Un ancien général de l'armée israélienne préconise une réforme urgente de *Tsahal* », *The Times of Israel*, 17 février 2023.

en réaction à un incident de sécurité ou à une augmentation significative des tirs de roquettes depuis ce territoire. Elles visaient des objectifs tactiques limités, qu'il s'agisse de l'élimination ciblée d'un cadre d'un groupe armé, de la neutralisation des capacités de frappes indirectes ou de la destruction d'infrastructures de combat présentes dans la bande de Gaza.

Ayant pour but de contenir la menace posée par les groupes armés palestiniens à un niveau acceptable tout en reconnaissant qu'elle ne peut être éradiquée, leur régularité a conduit à surnommer ironiquement cette stratégie « tondre le gazon¹³ » (« *mowing the grass* », ou « לכסה את ») » שדד¹⁴. Elles présentent toutes plus ou moins la même dynamique : montée des tensions – évènement déclencheur – campagne de frappes aériennes massives sur des cibles préprogrammées – tirs de roquettes vers Israël – le cas échéant mobilisation et concentration de troupes autour de Gaza – intervention terrestre en dernier recours – négociations et arrêt des hostilités, à l'issue de quoi chaque partie se déclare vainqueur, dans une situation de « stratégie asymétrique¹⁵ ».

Plusieurs constantes se dégagent de cet ensemble d'opérations de volume et de durée variables, mais de nature similaire. La première est la mise en œuvre systématique par Israël d'une riposte massive et violente sans proportion avec l'ampleur de l'évènement déclencheur, et au détriment des populations civiles. Cette tendance est incarnée par la doctrine *Dahiya*, élaborée par le général Gadi Eisenkot en 2008 au sujet de la banlieue sud de Beyrouth, bastion du Hezbollah. Celui-ci avait alors déclaré au journal *Yedioth Ahonot* : « Ce qui est arrivé à Dahiya [...] arrivera à tous les villages qui servent de base à des tirs contre Israël. Nous ferons un usage disproportionné de la force. Ce n'est pas une suggestion mais un plan qui a été validé.¹⁶ » Gadi Eisenkott, qui occupe la fonction de chef d'état-major des armées de 2015 à 2019, puis qui siège en tant que ministre sans portefeuille au cabinet de guerre à partir du 12 octobre 2023, prône ici un principe où la disproportion est assumée pour faire plier la volonté de l'adversaire en n'épargnant pas la population civile¹⁷.

13. J. Henroten, « Opération "Gardien des murailles" : quelles leçons ? », *Areion24News*, 10 octobre 2023.

14. L'expression est utilisée dès 2014 dans des think tanks israéliens de droite. Voir : E. Inbar et E. Shamir « Mowing the Grass in Gaza », BESA, 20 juillet 2014, disponible sur : <https://besacenter.org>. On la retrouve à partir de 2023, populaire au point d'apparaître comme slogan sur des éclairs au chocolat : J. Glausiusz, « Let the IDF Mow Them Down! In Israel, Violence Saturates Everyday Life. », *Haaretz*, 6 mai 2025, disponible sur : www.haaretz.com.

15. C. Freilich, *Israeli National Security, A New Strategy for an Era of Change*, op.cit., p. 168.

16. « Israel Warns Hizbullah War Would Invite Destruction », *Ynetnews*, 10 mars 2008, disponible sur : www.ynetnews.com.

17. A. Harel, « Analysis: IDF Plans to Use Disproportionate Force in Next War », *Haaretz*, 5 octobre 2008, disponible sur : www.haaretz.com.

Ensuite, *Tsahal* est confronté à un dilemme opérationnel permanent entre la neutralisation à distance pour limiter les pertes et la nécessité d'engager des troupes au sol en contrôle du terrain afin d'obtenir des résultats efficaces et durables. Le souvenir des pertes subies lors des opérations terrestres au Sud-Liban de 2006 est palpable dans la réticence à engager des soldats dans Gaza depuis 2005.

Avec le recul des engagements successifs, les effets tactiques des opérations demeurent limités malgré des bilans chiffrés en faveur des FDI (bilan humain, destruction d'infrastructures, saisies de caches d'armes...) et les effets stratégiques semblent quasi nuls (selon la durée de paix relative qui suit l'intervention), soulignant surtout à chaque *round* l'impossibilité d'éradiquer la menace par la voie militaire.

Surtout, il est frappant de constater le durcissement progressif des capacités de combat du Hamas, l'amélioration de son arsenal de frappes (en quantité comme en qualité des munitions) mais aussi de ses savoir-faire tactiques et de ses infrastructures de combat, notamment souterraines. Et ce, malgré le ciblage et la destruction réitérés par les FDI de kilomètres de tunnels, de caches d'armes et de cadres de la branche armée.

Tableau n° 2 : Opérations des FDI à Gaza de 2006 à 2023

Opération <i>*appellations israéliennes</i>	Date détaillée	Durée	Format d'opération	Volume de forces engagées	Pertes FDI <i>* soldats uniquement</i>	Bilan estimé chez l'adversaire <i>*Combattants et civils</i>	Puissance de feu	
Pluies d'été	28 juin 2006 - 26 novembre 2006	152 jours	Campagne de frappes aériennes et artillerie Incursions terrestres	env. 3 000 soldats	6 morts et 30 blessés	Env. 400 morts et 1 000 blessés dont 2/3 de combattants		Env. 5 400 bombes larguées
Hiver chaud	27 février 2008 - 19 juin 2008	112 jours	Campagne de frappes aériennes et artillerie Incursions terrestres	env. 1 brigade (2 000 hommes)	2 morts	Plus de 70 Palestiniens tués		
Plomb durci	27 décembre 2008 - 21 janvier 2009	25 jours	Campagne aérienne Offensive terrestre de grande ampleur	2 850 sorties aériennes 8 brigades Mobilisation de 30 000 réservistes	10 morts	env. 1 400 Palestiniens tués dont 500 à 700 combattants	820 roquettes et mortiers	3 400 frappes 20 000 obus d'artillerie

Pilier de défense	14 novembre 2012 - 21 novembre 2012	7 jours	Campagne aérienne Mobilisation sans engagement au sol	1 500 raids aériens Mobilisation de 57 000 réservistes	2 morts et 20 blessés	60 à 120 combattants tués 68 à 105 civils tués et 900 blessés	1 600 roquettes	5 226 frappes réalisées
Bordure protectrice	08 juillet 2014 - 26 août 2014	49 jours	Campagne aérienne Offensive terrestre de grande ampleur	Mobilisation de 86 000 réservistes 3 divisions (7 brigades, 2 brigades d'artillerie, 2 brigades territoriales)	66 morts et 725 blessés	Env. 800 combattants et 1 500 civils tués	3 400 roquettes et 1 600 obus de mortier	5 226 frappes aériennes dont 1 700 frappes durant la phase 1 de campagne aérienne (9 jours)
Ceinture Noire	12 novembre - 14 novembre 2019	2 jours	Campagne de frappes aériennes	-	-	25 morts estimés		env. 100 frappes
Gardien des Murailles	10 mai 2021 - 21 mai 2021	11 jours	Campagne de frappes aériennes et artillerie	Mobilisation de 7 000 réservistes	1 mort et 3 blessés	225 combattants tués au moins 125 civils tués	env. 4 400 roquettes de divers types et obus de mortier	1 500 frappes IDF
Aube naissante	05 août 2022 - 07 août 2022	3 jours	Campagne de frappes aériennes	-	-	12 combattants tués plusieurs dizaines de civils tués	Environ 1 100 roquettes	Entre 140 et 170 frappes
Bouclier et Flèche	09 mai 2023 - 13 mai 2023	4 jours	Campagne de frappes aériennes	-	-	Environ 35 morts dont 3 cadres du Djihad islamique	1 468 roquettes tirées	700 cibles neutralisées

© Pierre Néron Bancel.

La grammaire stratégique israélienne, héritage des guerres israélo-arabes

La sécurité est profondément ancrée dans l'héritage historique, culturel et religieux de l'État d'Israël. Confronté à la question existentielle de sa survie dès sa création, ce pays a développé une culture stratégique fondée sur deux postulats : ses ennemis sont engagés dans une lutte existentielle visant à son éradication, des pays arabes jusqu'à l'Iran contemporain et ses relais d'influence ; et la paix est impossible à atteindre par les armes, tout au plus Israël peut-elle préserver ou restaurer le *statu quo* pour garantir sa sécurité¹⁸.

La culture sécuritaire d'Israël est donc défensive dans ses objectifs. Elle est en revanche offensive dans ses modes d'action¹⁹. L'absence de profondeur stratégique, couplée à la nature multidirectionnelle de la menace, ont conduit les militaires israéliens à rechercher l'offensive pour porter la guerre sur le terrain de l'adversaire et obtenir la victoire la plus décisive et rapide possible²⁰. La stratégie israélienne s'est donc traduite dès les années 1950 par une logique préventive d'attaque, au sein de laquelle l'initiative et la surprise occupent une place prépondérante²¹.

L'ancien Premier ministre et père fondateur du pays David Ben Gourion est à l'origine des trois piliers de la posture stratégique d'Israël : dissuasion, détection avancée, engagement militaire décisif sur le champ de bataille²². Chacun de ces piliers renforce les autres : la détection permet d'engager à temps l'offensive, voire de lancer une guerre préventive, et l'accumulation de victoires à chaque *round* renforce la dissuasion par un effet cumulatif. Quant à la période d'accalmie que permet la dissuasion, elle est exploitée pour préparer et optimiser le prochain engagement. La victoire militaire doit être acquise le plus rapidement et le plus nettement, avec le moins de pertes possibles. Surtout, Israël prend conscience très tôt que cette victoire sur le terrain ne doit pas être éclipsée par une défaite politique sur la scène internationale. Israël doit donc éviter de se retrouver isolé sur la scène internationale et s'assurer du soutien d'un maximum de puissances.

L'avant-dernière édition du programme stratégique pluriannuel des FDI initiée en 2019, le plan « Momentum » (« תנופה »), représentait une vision modernisée de ces principes stratégiques. Il ambitionnait d'apporter à *Tsahal* les moyens d'un engagement décisif et rapide par l'augmentation de sa puissance de feu, de la précision et de la masse des effets. Il promettait d'exploiter la supériorité technologique israélienne

18. C. Freilich, *Israeli National Security, A New Strategy for an Era of Change*, op. cit., p. 21.

19. *Ibid.*, p. 204.

20. A. Levite, *Offenses and Defense in Israel Military Doctrine*, New York, Routledge, 2018, p.42.

21. *Ibid.*, p.36.

22.C. Freilich, *Israeli National Security, A New Strategy for an Era of Change*, op. cit., p. 23.

pour décupler les boucles renseignement-feu des FDI jusqu'au niveau tactique *via* une mise en réseau inédite de ses forces, accélérée par l'IA²³.

Malgré la prééminence de l'offensive dans la pensée stratégique israélienne, un quatrième pilier « défensif » s'est progressivement imposé avec l'évolution du contexte stratégique régional. La stratégie des FDI, rendue publique pour la première fois en 2015 par Gadi Eisenkot, mentionne ainsi la défense comme l'un des quatre principes du concept national stratégique (« *National Security concept* »), avec la détection, la dissuasion et la défaite de l'ennemi²⁴. Bien que contre-intuitif pour une majorité des militaires israéliens²⁵, la relative marginalisation du seul principe offensif s'est progressivement imposée par plusieurs facteurs : la complexification de l'engagement militaire, la frilosité marquée à la perspective du déploiement à grande échelle de forces terrestres, le renoncement à la conquête de territoires, le manque de légitimité internationale et l'isolement diplomatique d'Israël, et enfin la fragilité de la situation politique intérieure. Le fort tropisme technologique des FDI et la conviction de leur supériorité dans ce domaine les convainc également des nouvelles opportunités technologiques pour les opérations défensives.

La défense territoriale, le renseignement, les obstacles et les fortifications permettaient ainsi de recréer une « profondeur stratégique artificielle²⁶ ». Si elle n'était pas suffisante à elle seule, elle devait permettre de donner le délai suffisant pour mobiliser les moyens d'un engagement militaire. Le pilier défense visait ainsi à garantir la sanctuarisation du territoire, mais il reposait sur une stratégie d'emmurement susceptible de conduire à un « enfermement géographique et mental »²⁷.

La construction de la « barrière de sécurité » en Cisjordanie dès 2003 et l'isolement physique de la bande de Gaza à partir de 2007 (par un blocus maritime et une barrière sur les 65 km du pourtour de la bande de Gaza, modernisée en 2021²⁸) est l'expression de cette « bunkerisation » du territoire israélien. Le dispositif de défense antimissile/antiroquette, protection multicouche qui a prouvé son efficacité depuis le déploiement du « Dôme de fer » à partir de 2011, constitue le prolongement aérien du mur terrestre et du blocus maritime. Enfin, Israël a investi massivement dans des dispositifs de veille et d'alerte sur ses différents fronts, avec là encore un fort tropisme technologique. Le « mur de Gaza » était ainsi

23. Y. Laapin, « The IDF's Momentum Plan Aims to Create a New Type of War Machine », Begin-Saadat Center, 22 mars 2020.

24. « IDF Strategy », Israel Defense Forces, 2015.

25. C. Freilich, *Israeli National Security, A New Strategy for an Era of Change*, op. cit., p. 183.

26. A. Levite, *Offense and Defense in Israel Military Doctrine*, op. cit., p. 44.

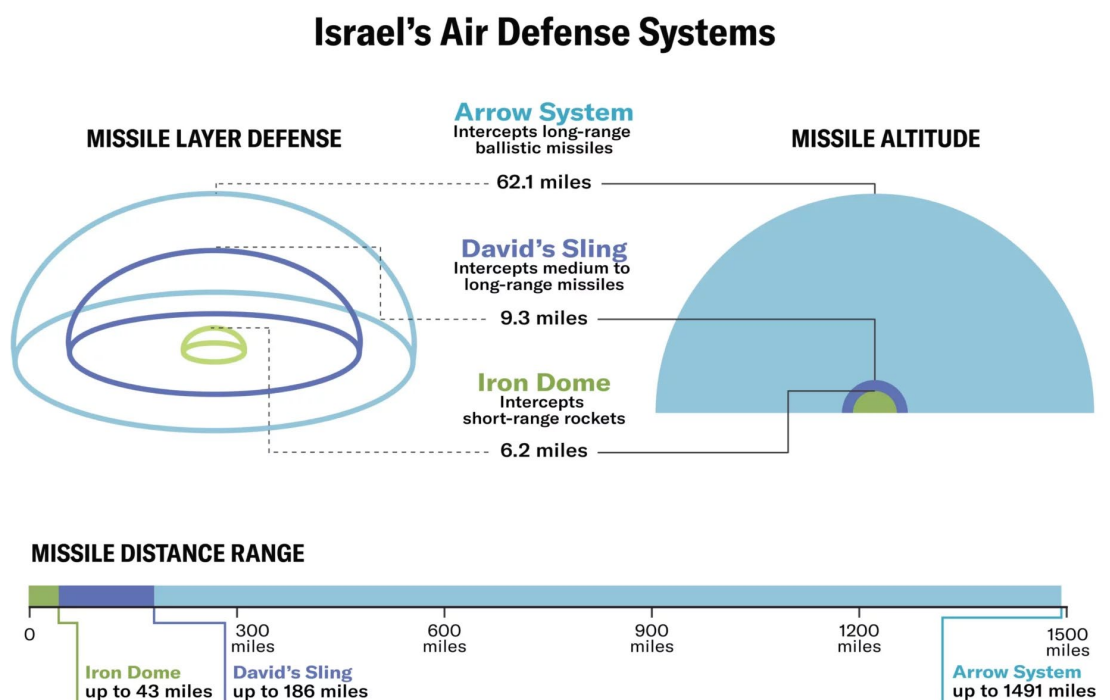
27. S. Boussois, *Israël entre quatre murs, la politique sécuritaire dans l'impasse*, Gien, GRIP Éditions, 2014.

28. O. Passot, « Une barrière trop intelligente ? Comment le Hamas s'est joué d'un système de protection très élaboré », *Brève Stratégique*, n° 67, IRSEM, 8 novembre 2023.

considéré avant le 7 octobre comme la frontière la plus infranchissable et la plus surveillée du monde.

Durant la dernière décennie, plusieurs voix se sont élevées parmi les officiers de *Tsahal* pour déplorer ce virage de la posture stratégique israélienne. Le renoncement à l'emploi de la force terrestre, le recours systématique à la frappe limitée en réaction à une montée ponctuelle des tensions et la posture strictement défensive encouragée par l'efficacité du « Dôme de fer » et la barrière de Gaza ont fait l'objet de critiques sévères. Les détracteurs de ce glissement stratégique vers la défensive reprochaient l'illusion dangereuse générée par cette nouvelle « ligne Maginot », tout en soulignant la perte graduelle d'efficacité des campagnes de frappes stratégiques²⁹.

Schéma n° 1 : Les systèmes de la défense antimissile israélienne



Source : M. Brest, « Arrow 2 and 3, Iron Dome, and David's Sling: Israel's air defense systems explained », *The Washington explainer*, 2 octobre 2024, disponible sur : www.washingtonexaminer.com.

29. L. Berman, « L'utilisation ciblée des forces terrestres de *Tsahal* pourrait enfin offrir une issue », *The Times of Israel*, 23 mai 2023.

Schéma n° 2 : Blocus maritime et terrestre de la bande de Gaza



Source : « Gaza Strip: Access and Movement – September 2023 », Bureau de la coordination des affaires humanitaires, disponible sur : <https://www.ochaopt.org>.

La culture opérationnelle des FDI

Sans viser l'exhaustivité, les forces de défense israéliennes sont caractérisées par trois traits majeurs qui façonnent leur culture opérationnelle : leur relation unique avec la société qu'elles défendent, leur rapport à la manœuvre et leur sens de l'adaptation et de l'innovation.

La centralité des enjeux de sécurité et de la guerre dans la politique israélienne place les forces armées au cœur de la société israélienne. Véritable « nation en armes³⁰ », Israël entretient un lien profond avec son armée. Non seulement celle-ci est garante de la protection de la population et d'une certaine normalité de la vie sociale, mais elle est également perçue comme le creuset de l'identité nationale. Le modèle d'armée israélien est organisé à partir d'un corps permanent de professionnels et de conscrits (les forces terrestres comptent 26 000 soldats professionnels pour 100 000 conscrits³¹), qui constitue une force de frappe d'élite polyvalente et réactive, mais limitée en effectifs et donc en endurance. C'est par la conscription et la mobilisation de la population, à travers un dispositif de réserve générale éprouvé, que les FDI garantissent l'efficacité de leur modèle³² : « Le recours à la conscription universelle et au service de réserve obligatoire a permis à un pays relativement petit, aux ressources limitées, de se doter d'une capacité militaire largement disproportionnée pour un coût budgétaire annuel remarquablement faible.³³ »

Le noyau permanent des FDI entretient la capacité à intégrer et entraîner les forces de réserve issues de la mobilisation, permettant une montée en puissance très rapide de la capacité de combat. Cette articulation avec une société civile très militarisée confère aux FDI une culture marquée de l'alerte et une forte réactivité, avec pour corollaire une forte sensibilité aux pertes. Tout d'abord, les FDI accordent une considération importante à la vie de leurs soldats³⁴. De plus, le lien fort entretenu avec la société civile par la conscription et la réserve impose aux armées une forme de contrat social autour de la protection des enfants qu'elle lui confie. Le système de mobilisation pèse en outre très lourdement sur le fonctionnement de la société israélienne et s'accorde mal avec une guerre d'attrition de longue durée. Le risque d'usure en cas de prolongation de l'engagement armé est

30. A. Dieckhoff, « Quelle nation en armes », in « Israël et son armée, société et stratégie à l'heure des ruptures », *Études de l'IRSEM*, n° 3, IRSEM, mai 2010.

31. « The Military Balance 2025 », International Institute for Strategic Studies, 2025.

32. A. Levite, *Offense and Defense in Israel Military Doctrine*, op. cit., p. 34.

33. K. Brower, « The Israel Defence Forces 1948-2017 », The Begin Sadat Center for Strategic Studies, 28 mai 2018, p. 5.

34. F. Encel, « L'armée israélienne et ses spécificités géopolitiques », *Hérodote*, n° 116(1), 2005, p. 138-149.

donc une fragilité politique, économique et sociale majeure³⁵, qui incite à privilégier la vitesse et la recherche de la décision.

Ce facteur, associé au rapport d'Israël à la guerre préventive comme meilleur moyen d'assurer sa défense, contribue à faire de la manœuvre offensive une caractéristique saillante de *Tsahal*³⁶. Pour autant, la puissance de feu est un trait marquant des FDI, qu'il s'agisse de la puissance aérienne ou de l'artillerie terrestre. En effet, combinaison du mouvement, du choc et du feu, la manœuvre doit être puissante pour être décisive. L'initiative apparaît comme le principe d'articulation des composantes de la manœuvre : saisie au plus tôt de la supériorité aérienne, frappes préemptives sur les nœuds critiques adverses, recherche de la supériorité informationnelle, ciblage systématique et permanent de toutes les capacités adverses, tout doit concourir à bousculer l'adversaire et à ne pas lui laisser l'occasion d'exprimer sa propre puissance militaire. Les évolutions doctrinales des deux dernières décennies ont cependant déplacé le centre de gravité de la manœuvre vers la frappe de précision et l'action ciblée, au détriment de la masse des forces terrestres conventionnelles et de la conquête des objectifs au sol³⁷.

Enfin, les FDI se caractérisent par leur « remarquable aptitude à l'innovation rapide »³⁸, à l'image d'Israël, qui se présente comme la « *start-up nation* ». L'armée israélienne opère comme un véritable creuset d'innovation pour toute la société. D'une part, elle exprime de nombreux besoins militaires, pour lesquels elle développe des solutions techniques en liaison avec sa base industrielle et technologique de défense (Dôme de fer, système de protection active *Trophy*, drones, intégration d'algorithmes dans les boucles de ciblage...). D'autre part, son modèle de conscription et de réserve unique lui garantit un brassage de compétences civiles qui entretient cette culture de l'innovation et irrigue la société civile en retour. Cette aptitude à « l'adaptation permanente » qui caractérise *Tsahal* est cependant autant une qualité qu'une fragilité, car elle a pu conduire à un manque de structuration doctrinale³⁹.

Cette caractéristique significative est à rapprocher du rapport que l'armée israélienne entretient avec la technologie. Dans le rapport de force numériquement défavorable qui l'a opposé historiquement à ses adversaires, *Tsahal* a misé entre autres sur la supériorité technologique

35. G. Allison et R. Piliero, « Lessons from Israel's Forever Wars », Reports and Papers, Belfer Center for Science and International Affairs, Harvard Kennedy School, janvier 2024.

36 F. Encel, « L'armée israélienne et ses spécificités géopolitiques », *op. cit.*

37. M. Finkel, « Le miracle de la manœuvre d'octobre-novembre 2023 » (trad.), Jerusalem Institute for Strategy and Security, 19 août 2024, disponible sur : <https://jiss.org.il>.

38. E. Luttwak et E. Shamir, *The Art of Military Innovation. Lessons from the Israel Defense Forces*, Cambridge, Harvard University Press, 2023, p. 40.

39. B. Binnendijk et C. du Plessix, « Un regard sur l'armée israélienne », in « Israël et son armée, société et stratégie à l'heure des ruptures », *Études de l'IRSEM*, n° 3, IRSEM, mai 2010.

pour compenser ses effectifs limités⁴⁰. Bien que le rapport de force ne se calcule plus selon les mêmes abaques face aux adversaires asymétriques actuels, la prise d'ascendant par la supériorité technologique demeure au cœur de la culture militaire israélienne, et c'est sur ce pilier que le plan « Momentum » s'appuie pour décupler la performance opérationnelle des forces armées. À ce titre, Israël dispose d'une des architectures C5ISR (*Command, Control, Communications, Computers, Cyber, Intelligence, Surveillance and Reconnaissance*) les plus abouties au monde, reposant sur un système de 11 satellites de renseignement et de communication⁴¹, des capacités aériennes de détection avancées, des systèmes de drones moyenne et longue endurance, une architecture de communication « multi-domaines » (système *Torch-X* d'Elbit) et une intégration croissante de l'IA dans les processus de renseignement et de ciblage.

Organisation des forces de défense israéliennes

Fortes de 169 500 militaires d'active, les FDI sont organisées en trois armées de taille inégale. Les forces terrestres représentent la large majorité des effectifs avec 126 000 hommes et femmes d'active, dont 100 000 conscrits ayant entre 18 et 21 ans. Sur les 460 000 réservistes mobilisables, jusqu'à 400 000 servent dans les forces terrestres. Elles sont organisées en 3 divisions d'active, 5 divisions territoriales et 3 de réserve, réparties sur tout le territoire sous la coupe de 3 commandements régionaux : Nord, Centre et Sud. Les divisions sont rattachées organiquement à ces commandements, mais peuvent être amenées à tourner sur d'autres fronts ou à détacher certaines de leurs unités selon les besoins opérationnels.

Tableau n° 3 : Répartition des unités des forces terrestres de Tsahal

	Active	Territoriale	Réserve	Total
Divisions	3	5	3	11
Brigade	14	15	27	56

© Pierre Néron-Bancel

Les forces terrestres actives comptent donc au total une trentaine de brigades de combat (14 brigades d'active et 15 brigades territoriales), dont 5 brigades d'infanterie mécanisée, 4 brigades blindées, 4 brigades d'artillerie et 1 brigade commando, la brigade Oz qui regroupe les trois unités de forces spéciales des forces terrestres (*Maglan, Duvdevan* et

40. C. Freilich, *Israeli National Security, A New Strategy for an Era of Change*, op. cit., p. 24.

41. « Atlas stratégique de la Méditerranée et du Moyen-Orient », Fondation méditerranéenne d'études stratégiques, 2022.

Egoz). Les brigades territoriales, toutes à dominante infanterie, sont exclusivement affectées à la sécurisation du territoire israélien⁴². En complément, l'état-major des forces terrestres (*Mazi*) dispose également sous ses ordres d'unités spécialisées, telles que le bataillon de forces spéciales du génie *Yahalom* qui détient entre autres l'expertise du combat souterrain, ainsi que les écoles d'armes qui arment pour certaines des brigades parmi les forces d'active.

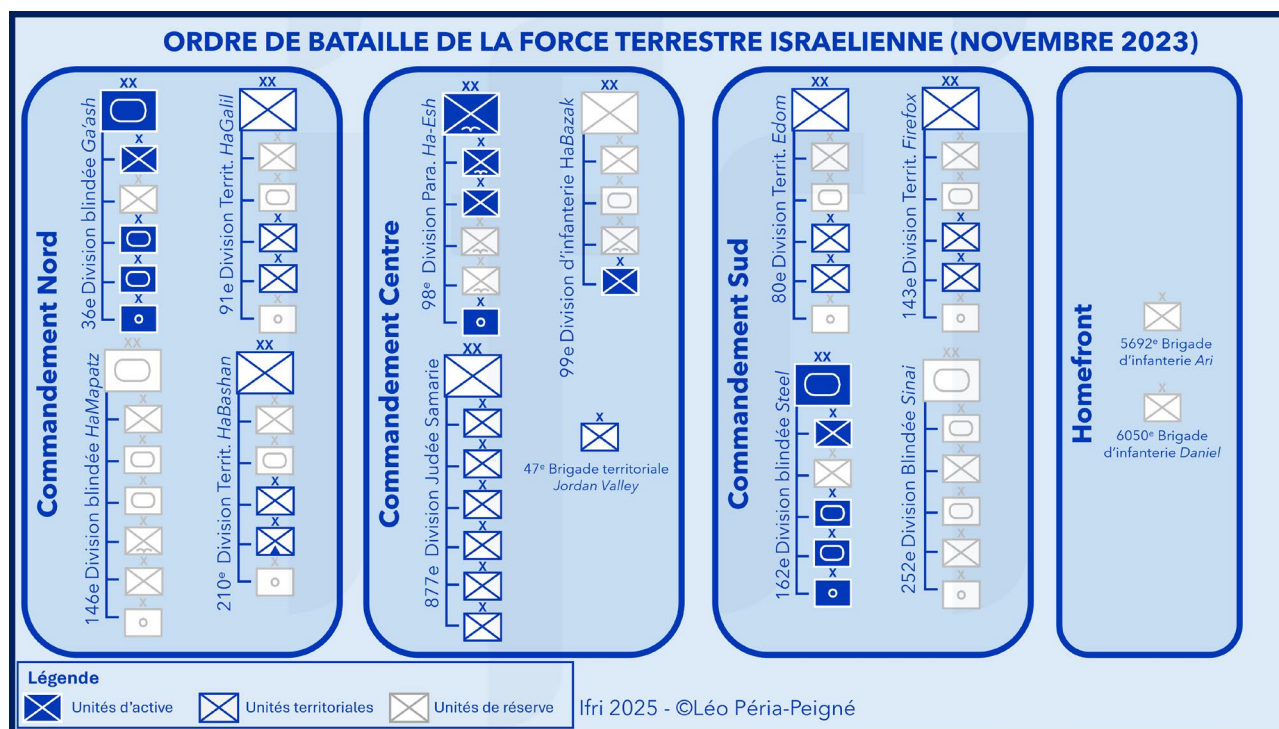
Le commandement Sud est responsable prioritairement du dispositif de contrôle de la bande de Gaza (ainsi que de la défense face au Sinaï). Il dispose pour cela de :

deux divisions territoriales, la 80^e Division territoriale *Edom* et la 143^e Division territoriale *Firefox* en charge de la bande de Gaza avec 2 brigades (la 6 643^e brigade territoriale *Katif* – Gaza-Sud, et la 7 643^e brigade territoriale *HaGefen* – Gaza-Nord) ;

une division d'active, la 162^e Division blindée *Steel*, à 4 brigades ;

une division de réserve à 5 brigades.

Schéma n° 3 : Ordre de bataille des forces terrestres de

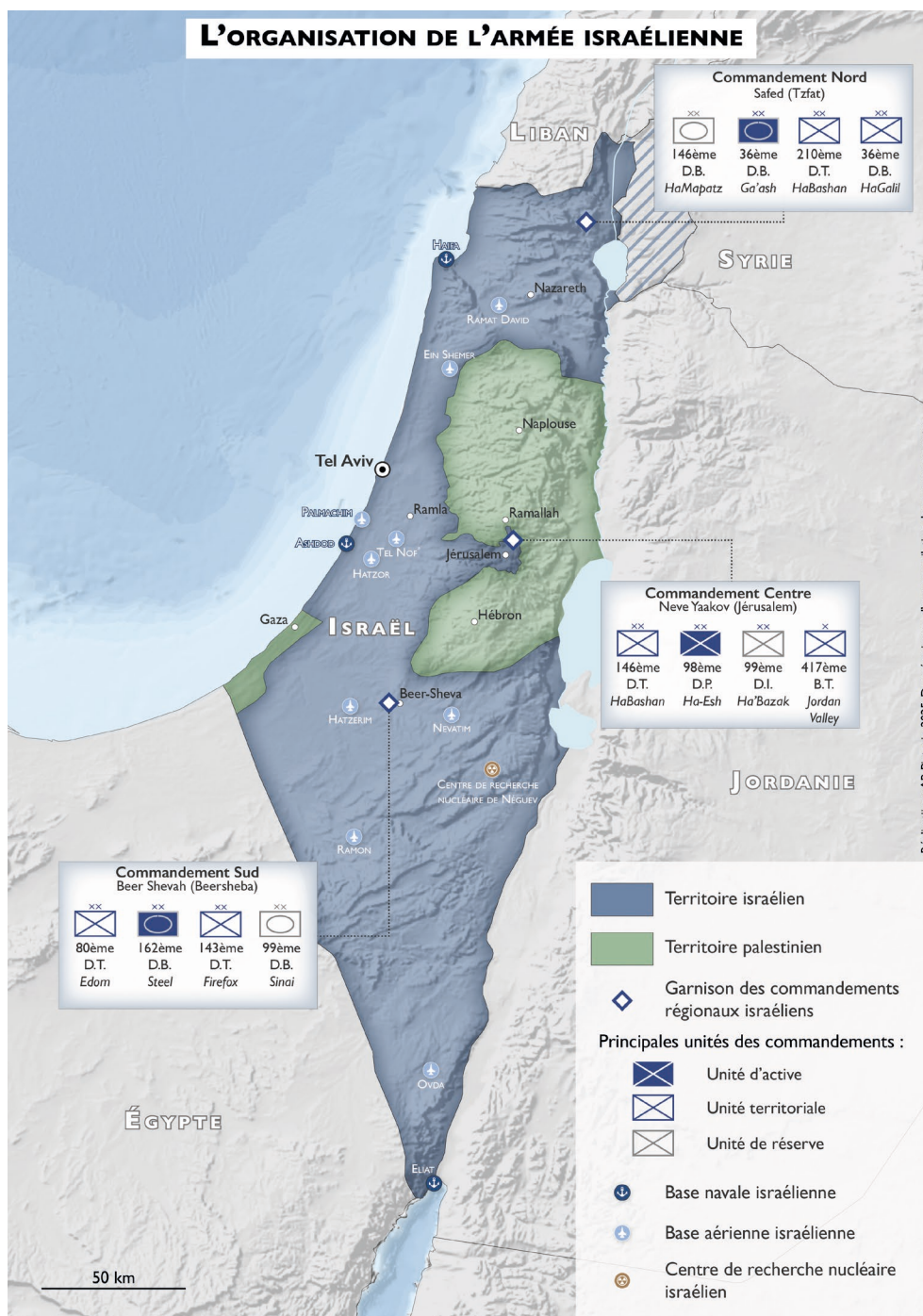


Tsahal

© Léo Péria-Peigné.

42. A. Jager, « The Transformation of the Israel Defense Forces », *Naval War College Review*, vol. 74-2, 2021.

Carte n° 1 : L'organisation de l'armée israélienne



AB Pictoris.

La force aérienne de *Tsahal* (*Israeli Air and Space Force* – IASF) est considérée comme la première armée de l'air de la région, avec une force de frappe considérable d'environ 310 avions de combat répartis en 14 escadrons de chasse⁴³. Un peu plus de la moitié de la flotte est équipée de chasseurs de premier rang (163 au total, dont 25 F15I, 97 F16I et 39 F35I). Il était estimé en 2017 que l'IASF était capable d'assurer une moyenne de

43. « The Military Balance 2025 », *op. cit.*

2 000 sorties aériennes par jour en temps de paix et qu'elle pouvait délivrer jusqu'à 5 000 munitions à guidage de précision de 500 kg à 1 000 kg par jour lorsqu'elle a activé toutes ses capacités⁴⁴. Israël dispose ainsi d'une capacité de frappe conventionnelle très importante, y compris dans la grande profondeur. L'IASF dispose également de 46 hélicoptères de combat AH-64 *Apache Tsahal*. Une flotte croissante de drones complète les capacités aériennes de *Tsahal* (drones ISR *Hermes* 450 et 900, *Heron*, IAI *Etan* et *Orbiter4*, munitions rôdeuses *Harop* et *Harpy*). Ces systèmes garantissent aux FDI des capacités de renseignement multi-spectre (renseignement électro-magnétique et image), d'acquisition de cible pour les frappes aériennes et les tirs d'artillerie, de guerre électronique et de relais de communication, mais aussi de frappe directe en complément des autres capacités aériennes. La défense antimissile est également sous la responsabilité de l'IASF, qui met en œuvre les systèmes de défense multi-couches *Arrow*, *David's Sling* et *Iron Dome* avec 15 batteries dédiées.

La marine israélienne est le parent pauvre des FDI, avec 9 500 hommes seulement. Elle est surtout particulièrement absente de la pensée stratégique israélienne et davantage conçue comme une force d'appui des composantes aériennes et terrestres. Elle dispose principalement de 5 sous-marins de type *Dolphin* et de 7 corvettes lance-missiles *Sa'ar*, dont 4 *Sa'ar* 6 de nouvelle génération. Sa principale contribution opérationnelle relève du déni d'accès. La marine assure en effet le blocus maritime de Gaza depuis sa mise en place en 2007 et contribue à la défense antimissile avec le programme de défense courte portée *C-Dome* (version maritime du système *Iron Dome*)⁴⁵. Les nouvelles capacités des corvettes *Sa'ar* 6 leur permettent également de protéger la zone économique exclusive d'Israël et les champs gaziers en mer. Cependant, la marine contribue régulièrement à l'appui-feu des engagements de *Tsahal* avec une part non négligeable de tirs depuis la mer (3 500 tirs lors de l'opération « Bordure protectrice » en 2014 par exemple⁴⁶).

Gaza avant le 7 octobre : la posture du Hamas

Le Hamas est une organisation créée par le Cheikh Ahmed Yassine en 1987, dans le contexte de la Première intifada (1987-1993). Son but, tel qu'il apparaît dans sa charte fondatrice de 1988 puis dans les principes généraux de 2017, est la libération de la Palestine par la lutte armée en s'appuyant sur des principes islamistes, dans la sillage des Frères musulmans en Égypte.

44. K. Brower, « The Israel Defence Forces 1948-2017 », *op. cit.*, p. 42.

45. J.-L. Saaman, « La marine israélienne : l'émergence d'une puissance navale en Méditerranée ? », Fondation méditerranéenne d'études stratégiques, 21 février 2022

46. A. Sheldon-Duplaix, « Les métamorphoses de la marine israélienne », *Areion24 News*, 8 décembre 2023.

Alors que le mouvement reste longtemps marginal sur la scène politique palestinienne, l'échec des accords d'Oslo de 1993 et l'éclatement de la Seconde intifada en 2002 le positionnent comme une alternative à un Fatah en bout de course. Alors que l'échec de ce processus est aussi celui des dirigeants palestiniens partisans de la conciliation avec Israël, le Hamas a quant à lui toujours refusé d'abandonner la lutte armée et a dénoncé ces accords. Son succès aux élections législatives de 2006, organisées après le retrait par Israël de la bande de Gaza décidé par le Premier ministre israélien d'alors Ariel Sharon en 2005, mettant fin à une occupation militaire de 38 ans de l'enclave, le propulse sur le devant de la scène. En 2007, le mouvement fait un coup d'État et s'empare du pouvoir, purgeant les membres du Fatah dans la bande. En représailles, Israël débute un blocus militaire aérien, maritime et terrestre de la bande de Gaza.

Pour comprendre la surprise générée par l'attaque du 7 octobre 2023 et la faillite d'Israël à la prévenir, il faut revenir à la gouvernance du Hamas et au renversement progressif des rapports entre la branche politique en exil et les instances du mouvement à Gaza. Le mouvement comporte quatre centres de gravité : Gaza, où le mouvement contrôle le territoire ; la direction politique en exil, d'abord installée à Amman, puis à Damas jusqu'en 2012 et enfin au Qatar, dont le rôle est essentiellement diplomatique ; la Cisjordanie avec une présence semi-clandestine du fait de son opposition avec le Fatah ; et enfin les prisons israéliennes dans lesquelles sont détenues nombre de ses membres. Sa branche politique est gérée depuis le Qatar par Ismaël Haniyeh, qui sera tué par une frappe israélienne à Téhéran en janvier 2024 et auquel succède Meshal – qui a lui-même survécu à une tentative d'empoisonnement orchestrée par Israël⁴⁷. Cette branche politique est visée, sans succès, par les frappes israéliennes à Doha le 9 septembre 2025⁴⁸.

Jusqu'en 2006, le Hamas est critiqué pour son choix de recourir à des attentats-suicides, mode opératoire utilisé dès 1994 pour dénoncer les accords d'Oslo⁴⁹. Le mouvement renonce par la suite à ces pratiques pour se concentrer d'une part sur le lancement de roquettes et de missiles afin de saturer le système de défense antiaérien israélien et d'autre part sur la prise d'otages. En 2011, l'échange du soldat franco-israélien Gilat Shalit, détenu cinq ans dans la bande de Gaza, contre 1 027 prisonniers palestiniens, dont Yayah Sinwar, est emblématique de cette stratégie. C'est déjà la figure d'Abu Obeida, porte-parole de la branche armée du Hamas, les brigades Izz

47. A. Bar Shalom, « Comment Israël a résolu la crise après l'assassinat raté de Khaled Meshal en 1997 », *The Times of Israel*, 8 septembre 2022, disponible sur : <https://fr.timesofisrael.com>.

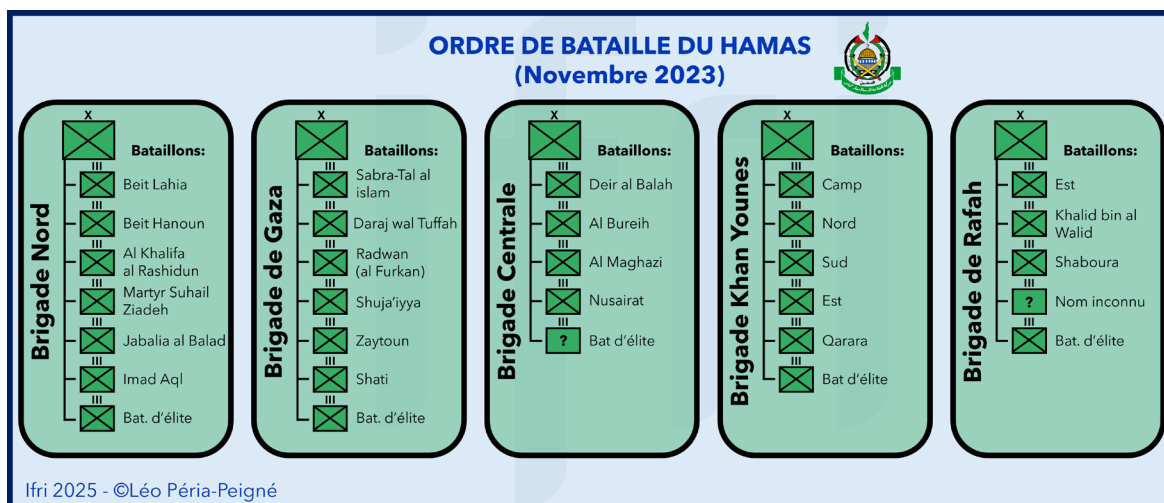
48 « Israel Reportedly Struck Doha With Ballistic Missiles Launched From Jets Over Red Sea », *Haaretz*, 13 septembre 2025, disponible sur : www.haaretz.com.

49. L. Bucaille, « L'impossible stratégie palestinienne du martyr Victimation et attentat suicide », *Critique internationale*, n° 20(3), 2003, p. 117-134.

al-Din al-Qassam, qui annonce sa capture, faisant de lui une personnalité cruciale du mouvement à Gaza.

Créées en 1991 dans la clandestinité, les brigades *Izz al-Din al-Qassam* se rapprochent du fonctionnement plus classique d'armées lors de la prise du pouvoir du Hamas en 2007. Les estimations de leurs membres varient entre 20 000 et 40 000 personnes. Elles portent le nom d'*Izz al-Din al-Qassam*, l'une des figures de proue de l'opposition à la colonisation britannique et au projet sioniste en Palestine durant la première partie du ^{xx}e siècle⁵⁰. Elles regroupent 5 brigades constituées d'une trentaine de bataillons et réparties en zone géographique : la brigade Nord, la brigade de Gaza, la brigade centrale et la brigade de Khan Yunès. Un bataillon de la force d'élite *Nukhba* est intégré à chaque brigade.

Schéma n° 4 : Ordre de bataille du Hamas en décembre 2023



Les architectes de « Déluge d'al-Aqsa »

La génération qui a pensé l'attaque du 7 octobre émerge lors de la Première intifada (1987-1993). Yayah Sinwar, surnommé par les forces israéliennes « le boucher de Khan Yunès », fait carrière dans la branche de renseignement du Hamas, spécialisée dans la lutte contre les « collaborateurs » avec Israël, avant d'être arrêté en 1989. Après 22 ans dans les prisons israéliennes, il est relâché dans le cadre de l'accord de libération du soldat franco-israélien Gilat Shalit mentionné plus haut et prend la tête du Hamas dans la bande de Gaza en 2017.

Dès lors, il n'a de cesse de conquérir une autonomie vis-à-vis de la direction politique en exil, qu'il considère comme trop conciliante vis-à-vis d'Israël. Ses efforts se concentrent sur le recentrage du mouvement sur Gaza et sur l'amélioration de la branche militaire⁵¹. Il est actif dans la

50. K. Hroub, *Le Hamas*, Paris, Demopolis, 2008.

51. L. Seurat, « Le Hamas, du territoire à l'autorité », *Le Monde diplomatique*, janvier 2024, disponible sur : www.monde-diplomatique.fr.

« Marche du retour » en 2018, une combinaison de manifestations plus ou moins spontanées à l'intérieur de la bande de Gaza commémorant la *Nakba* et d'autres actions militaires. Au cours de ces manifestations, près de 195 Gazaouis sont tués. Le territoire obtient de fait des concessions israéliennes telles que l'ouverture de postes-frontières et des transferts plus importants de fonds qataris. C'est également Sinwar qui, en 2021, décide du lancement de milliers de roquettes vers plusieurs villes israéliennes lors de la crise de Cheikh Jarrah, avec pour objectif de positionner le Hamas comme le protecteur de la mosquée d'al-Aqsa à Jérusalem et d'affirmer sa centralité dans la scène politique palestinienne.

Dans ce contexte, l'opération « Déluge d'al-Aqsa » est pensée comme ayant un triple objectif : prendre des otages pour les échanger avec les prisonniers palestiniens, dont la libération est l'un des fondements même de la légitimité du Hamas ; revendiquer le leadership de la cause palestinienne par rapport au Fatah ; imposer à Israël un cessez-le-feu et un arrêt du blocus. Dans le document diffusé en anglais et en arabe par le mouvement fin janvier 2024, intitulé « Notre récit », les objectifs de l'opération sont présentés comme tels : « L'opération "Déluge d'al-Aqsa" du 7 octobre visait des sites militaires israéliens et avait pour but d'arrêter des soldats de l'armée israélienne pour faire pression sur les autorités israéliennes afin qu'elles libèrent les milliers de Palestiniens détenus dans les prisons israéliennes, dans le cadre d'un accord d'échange de prisonniers.⁵² »

Le nom de l'opération fait référence à la mosquée al-Aqsa, troisième lieu de l'islam, située sur le Dôme du rocher à Jérusalem⁵³. Cette mosquée est le cœur d'un combat politique entre les Palestiniens, qui la considèrent comme centrale pour leur identité – le tombeau de Yasser Arafat, à Ramallah, est ainsi pointé sur al-Aqsa –, et une frange des colons israéliens qui souhaitent sa destruction pour y reconstruire le temple, qui se trouve historiquement sur le même site, le mur des Lamentations étant situé en contrebas de la mosquée.

Le contexte politico-sécuritaire de l'attaque du 7 octobre 2023

Une crise politique inédite en Israël

Du fait de sa pluralité, la société israélienne est historiquement marquée par une culture aigüe du débat politique. Toutefois, à la veille du 7 octobre

52. « Opération Déluge al-Aqsa: notre récit », Bureau politique du Hamas, 21 janvier 2024, disponible sur : www.palestinechronicle.com.

53. Dans la théologie musulmane, c'est sur ce rocher qu'Al-Bourak, le cheval ailé conduit par l'ange Gabriel et amenant Mahomet aux Cieux, a posé le pied lors de son vol nocturne.

2023, la polarisation de la société israélienne atteint des sommets. Le gouvernement israélien est englué dans une crise politique sans précédent, ce qui a pour conséquence de fragiliser le pays sur le plan sécuritaire.

Cette montée aux extrêmes s'explique par une série de tensions structurelles. Premièrement, l'échec du processus de paix initié en 1993 par les accords d'Oslo et l'absence de solution politique à la volonté d'indépendance des Palestiniens alimentent une crise permanente. Les progrès massifs de la colonisation éloignent la perspective d'une résolution du conflit. Parallèlement, la proportion de colons dans la population israélienne double entre 2005 et 2020, donnant une importance accrue aux partis adoptant un agenda politique pro-colonisation. Alors que les colons représentaient 0,05 % de la population israélienne en 1972, ils dépassent aujourd'hui les 5 %, soit plus de 700 000 en Cisjordanie⁵⁴.

Deuxièmement, la structure institutionnelle même d'Israël, avec son scrutin proportionnel, encourage une volatilité électorale et donne une large place aux formations politiques extrêmes, et ce bien que le seuil de représentation ait été relevé à 3,25 % en 2014.

À cela s'ajoutent enfin des facteurs démographiques. Les Palestiniens d'Israël, qui représentent 20 % de la population du pays, ont un poids électoral important (16 % du corps électoral). La Liste arabe unie est en 2020 la troisième force électorale, bloquant de fait le système parlementaire israélien car aucun parti sioniste ne souhaite former une coalition avec ces députés, en raison de désaccords trop importants sur un possible État palestinien⁵⁵.

Ces facteurs de fragilité structurels sont aggravés par une crise conjoncturelle, suscitée par le projet de réforme judiciaire mené par le Premier ministre israélien.

Pour la comprendre, il faut revenir à 2018, lorsque des révélations concernant quatre affaires de corruption impliquant le Premier ministre Benjamin Netanyahu éclatent. Des manifestations régulières se tiennent, ralliant ses opposants sous le slogan de « *Prime minister=Crime minister* ». En 2019, Avigdor Liberman, chef du parti de droite *Israel Beytenou*, refuse de soutenir Benjamin Netanyahu qu'il estime inféodé aux ultra-orthodoxes, l'empêchant par là d'avoir dans sa coalition suffisamment de membres pour emporter la majorité. Après deux ans d'errance politique durant lesquels aucune coalition n'émerge, en dépit de quatre élections, un gouvernement d'alternance est formé par le centriste Yair Lapid et l'entrepreneur de droite Naftali Bennet. Ils mettent un terme à douze

54. P. Breteau, « Cinquante ans d'occupation illégale en Cisjordanie : comment la colonisation n'a cessé de s'étendre », *Le Monde*, 31 juillet 2023.

55. A. Férey, « Les Arabes israéliens, véritables gagnants des élections en Israël », *The Conversation*, 5 mars 2020, disponible sur : <https://theconversation.com>.

années au pouvoir pour le Likoud. Cette alternance sera toutefois de courte durée puisque le gouvernement tombe au bout d'un an seulement.

Pour se hisser à nouveau au sommet de l'État, Netanyahu forme le 21 décembre 2022 une alliance avec des partis à l'agenda ouvertement antidémocratique et suprémaciste : *Otzma Yehudit* (Force juive), mené par Itamar ben Gvir, et *HaTzionut HaDatit* (Sionisme religieux), dirigé par Bezalel Smotrich⁵⁶. Cette coalition, la plus à droite de l'histoire du pays, affirme sa volonté de mettre au pas la Cour suprême, qui fait obstacle au projet du Grand Israël mais représente aussi une menace personnelle pour Netanyahu⁵⁷.

La réforme judiciaire prônée par ce gouvernement déclenche à travers le pays un vaste mouvement de contestation civique qui va toucher jusqu'aux rangs de l'armée. Dès janvier 2023, des centaines de milliers d'Israéliens manifestent chaque semaine, dénonçant un basculement illibéral de l'État – et viennent gonfler les rangs des manifestations déjà récurrentes depuis 2018 contre Netanyahu. Les bastions les plus prestigieux de l'appareil sécuritaire israélien, de l'unité 8 200 jusqu'aux pilotes de chasse en passant par le Mossad, osent manifester publiquement leur opposition à cette réforme, par le biais de lettres ouvertes ou en refusant purement et simplement de se rendre dans leurs unités⁵⁸. Cet effritement de la cohésion nationale, inédit à cette échelle, affaiblit l'autorité politique et le lien de confiance entre les citoyens, l'armée et le gouvernement. Le sentiment d'un gouvernement détourné de l'intérêt général, le refus d'un dialogue inclusif impliquant les différentes composantes de la société israélienne (ashkénazes, *mizrahim*, laïcs et religieux, druzes et Palestiniens d'Israël) et la radicalisation du pouvoir aggravent ces dissensions.

Cette crise politique a pour effet de détourner l'attention des dirigeants israéliens des menaces sécuritaires classiques, à commencer par Gaza. Conscient de cet écueil, le ministre de la Défense Yoav Gallant alerte dès mars 2023 sur les risques sécuritaires que présente une telle polarisation de la société. Jugé trop critique vis-à-vis de la réforme constitutionnelle et du gouvernement, il est limogé par le Premier ministre le 26 mars 2023. La nuit de l'annonce de son départ du gouvernement, des manifestations spontanées éclatent dans plusieurs grandes villes israéliennes, contraignant Netanyahu à revenir sur sa décision et à le maintenir au pouvoir⁵⁹.

56. J. Sesquin et N. Perelman, « Israël : les ministres du chaos », Yuzu-Arte, 2024, disponible sur : www.arte.tv.

57. « Israël : les quatre affaires qui menacent Benjamin Netanyahu », *Le Figaro*, 14 février 2018.

58. « Israël : des pilotes réservistes de *Tsahal* refusent de s'entraîner pour protester contre la réforme judiciaire », *i24NEWS*, 5 mars 2023 ; « IDF Admits Protesting Reservists have Caused Some Harm to its Readiness », *The Times of Israel*, 9 août 2023, disponible sur : www.timesofisrael.com.

59. « Israël : des milliers de personnes manifestent après le limogeage du ministre de la Défense », *Ouest France*, 27 mars 2023, disponible sur : www.ouest-france.fr.

Ainsi, à la veille du 7 octobre, la coalition au pouvoir est mobilisée par la mise en œuvre d'un programme politique radical – l'accélération de la colonisation en Cisjordanie et la subordination des institutions judiciaires à l'exécutif. Sans prêter attention aux signaux faibles suggérant une possibilité d'attaque imminente, l'*establishment* sécuritaire israélien ne réexamine pas sa perception d'un Hamas affaibli, voire dissuadé.

Situation sécuritaire et engagements opérationnels en cours à la veille du 7 octobre 2023

À la veille du 7 octobre, l'armée israélienne est confrontée à une série de questionnements internes qui découlent de la crise politique que traverse Israël.

L'armée au prisme des tensions institutionnelles

Le général Herzi Halevi est nommé chef d'état-major (CEMA) par Benny Gantz, ancien chef d'état-major et ancien ministre de la Défense dans la coalition Benett/Lapid en 2022, avec une prise de fonction effective en janvier 2023. Il succède à Aviv Kochavi, qui était parvenu au terme de son mandat.

Le retour au pouvoir du chef du Likoud, Benjamin Netanyahu, fragilise le CEMA israélien pour plusieurs raisons. D'une part, sa nomination est contestée par le Premier ministre au motif que le précédent gouvernement ne pouvait procéder à de telles décisions impliquant la sécurité du pays. La procureure générale, Gali Baharav Miara, opposante déclarée au nouveau gouvernement, décide cependant de confirmer Halevi à son poste. Avant même sa prise de fonction, le CEMA est donc d'emblée placé dans un conflit politique entre partisans et opposants du Premier ministre.

Deuxièmement, Herzi Halevi se trouve confronté à un défi majeur : la réorganisation institutionnelle sur laquelle est fondé le gouvernement empiète sur les prérogatives de *Tsahal*. La mise en œuvre de l'agenda pro-colons de la nouvelle coalition au pouvoir entraîne en effet des changements majeurs. Un ministère indépendant, confié à Bezalel Smotrich, chef du parti sioniste religieux (qui n'a pas effectué son service militaire), est créé à l'intérieur même du ministère de la Défense. Ce dernier vise à ôter à l'armée, perçue comme trop conciliante vis-à-vis des Palestiniens, certaines compétences sur l'administration de la Cisjordanie, au profit des colons. Bezalel Smotrich entend par exemple renforcer l'interdiction faite aux Palestiniens de construire en zone C de la

Cisjordanie⁶⁰, tout en œuvrant à la régularisation de centaines de colonies édifiées sans autorisation officielle. Il cherche à abolir la distinction juridique, déjà progressivement affaiblie, entre le territoire israélien et les territoires occupés, afin de restreindre les Palestiniens à des enclaves densément peuplées et de les priver de leurs terres agricoles. Parallèlement, il appelle ouvertement à l'effondrement de l'Autorité palestinienne, qu'il qualifie d'« entité terroriste ». Ce nouveau ministère détient un pouvoir de nomination sur les commandants responsables de la coordination des activités gouvernementales dans la région, perturbant la chaîne de commandement militaire. Par exemple, certaines démolitions ordonnées par Bezalel Smotrich n'ont pas été exécutées faute d'autorisation du ministre de la Défense Yoav Gallant, plaçant le CEMA dans une position délicate entre les deux ministres. Par ailleurs, Itamar Ben Gvir, qui se voit confier un ministère de la Sécurité nationale, et qui lui non plus n'a pas fait son service militaire, obtient le contrôle de la police des frontières, qui opère normalement sous l'autorité du commandement central de *Tsahal* en zone C, ce qui érode un peu plus la cohérence opérationnelle des FDI.

Les débats sur le format d'armée

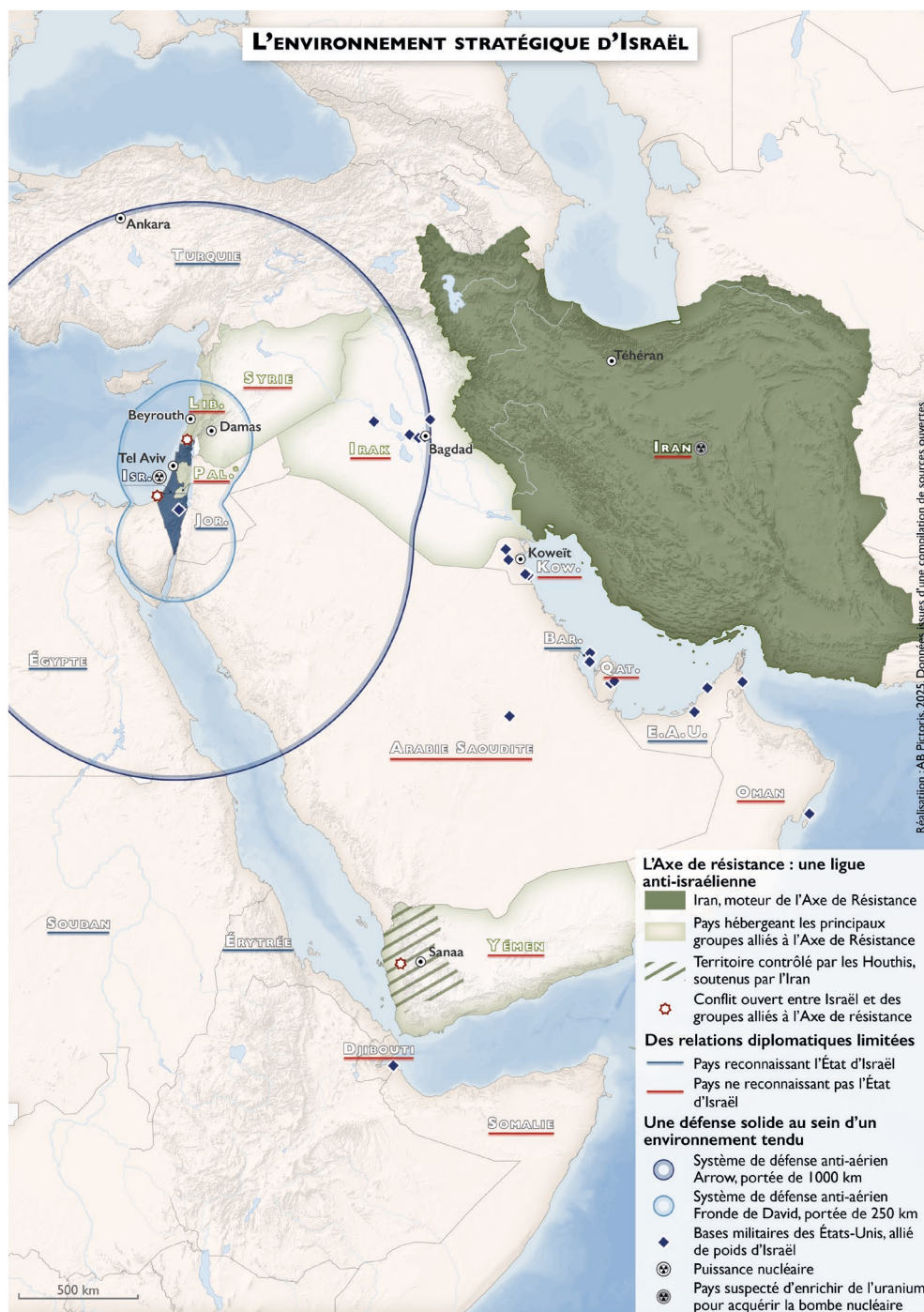
En plus de ce contexte de tensions institutionnelles, plusieurs débats structurants traversent l'armée sur son format adéquat dans un contexte de restrictions budgétaires. L'héritage de l'ancien CEMA Aviv Kochavi, articulé autour du plan « Momentum » déjà évoqué, visait à transformer *Tsahal* en une armée de haute technologie reposant sur la maîtrise des réseaux et des outils numériques pour accélérer la détection et la destruction des menaces⁶¹.

Herzi Halevi, quant à lui, est confronté à la complexité d'une potentielle guerre sur de multiples fronts contre l'Iran, avec une armée de terre fragilisée par des décennies de sous-investissements. La majorité des unités opérationnelles sont mobilisées en Cisjordanie pour des missions éloignées des scénarios de guerre conventionnelle. La doctrine opérationnelle dominante – basée sur des actions préemptives à distance et évitant l'engagement terrestre – tend à prolonger les conflits et se révèle inadaptée dans un scénario de guerre sur plusieurs fronts. En outre, cette guerre multi-fronts est envisagée se doublant d'affrontements avec des groupes armés en Cisjordanie et des émeutes inter-ethniques sur le territoire même d'Israël, sur le modèle de 2021.

60. La zone C désigne selon les accords d'Oslo la partie de la Cisjordanie placée sous contrôle civil et militaire exclusif d'Israël ; elle représente environ 60 % du territoire et englobe la quasi-totalité des colonies israéliennes ainsi que de vastes terres agricoles palestiniennes.

61. Voir : <https://besacenter.org/idf-momentum-plan/>.

Carte n° 2 : L'environnement stratégique d'Israël



AB Pictoris

En parallèle, la campagne entre les guerres (MABAM) en Syrie déjà évoquée plus haut mobilise d'importantes ressources en termes de renseignement et de forces aériennes. Entre 2018 et 2022, 145 frappes aériennes ont été attribuées à Israël, avec une nette augmentation depuis 2020 (en moyenne 3 par mois contre 1,5 auparavant), ce qui reflète

l'importance stratégique croissante de cette campagne⁶². Elle rencontre un important succès, à la fois sur le plan politique (coopération avec les forces russes présentes sur place) et opérationnel, ce qui complique la tâche de défendre un réinvestissement dans les forces terrestres. Toute volonté d'améliorer ce segment se heurte donc à un débat interne car les succès de MABAM renforcent le tropisme politique et militaire d'une approche exclusivement aérienne des opérations – un modèle que certains souhaitent maintenir, y compris dans la perspective d'un affrontement avec l'Iran.

Contenir l'Iran, en Iran, en Syrie et au Liban

En octobre 2023, la principale menace identifiée par l'état-major israélien est celle posée par l'Iran et ses relais d'influence dans la région, au premier rang desquels se trouve le Hezbollah, dont l'arsenal évalué à plus de 150 000 roquettes peut atteindre l'ensemble du territoire israélien⁶³. L'organisation libanaise dispose aussi de systèmes de défense antiaérienne⁶⁴ et entraîne ses commandos de la force *Radwan* à une possible incursion souterraine en territoire israélien. C'est précisément ce scénario, redouté et anticipé par *Tsahal*, qui se matérialise le 7 octobre, mais sur le front sud, autour de Gaza. De possibles frappes sur les installations nucléaires iraniennes sont envisagées avec la prise en compte que la menace posée par Téhéran concerne les installations nucléaires, son programme de missiles balistiques mais également sa production de drones et de munitions telles que les *Shahed*, qui sont utilisés avec un certain succès par la Russie en Ukraine⁶⁵.

Ces deux objectifs consomment un nombre considérable de ressources en termes de renseignement et occupent une part importante de l'attention des généraux israéliens. Cette focalisation sur l'Iran s'accroît avec l'intensification des frappes israéliennes en Syrie contre des positions iraniennes les mois précédant le 7 octobre 2023. En octobre 2022 puis en janvier 2023, Israël frappe l'aéroport international de Damas, faisant la démonstration de ses capacités en territoire syrien⁶⁶.

62. S. Feldman, « The War Between the Wars: Israel vs Iran in Syria », *Strategic Assessment*, vol. 22, n° 1, avril 2019, disponible sur : <https://www.inss.org.il/>.

63. « Hezbollah Leader Threatens Escalation in Fighting with Israel », *The Guardian*, 3 novembre 2023.

64. W. Taleb, « Hezbollah's First-Ever Targeting of Israeli Jets and What it Means for the War », *L'Orient today*, 10 juin 2024.

65. U. Rubin, « Russia's Iranian-Made UAVs: A Technical Profile », Royal United Services Institute, 13 janvier 2023.

66. « Syrie : quatre morts dans un raid israélien près de Damas », *Le Figaro*, 27 octobre 2022 ; « Syrie : l'aéroport de Damas hors service après des frappes israéliennes, quatre morts », *Le Figaro*, 2 janvier 2023.

Sécuriser la Cisjordanie

Sur le plan opérationnel, la Cisjordanie consomme elle aussi d'importantes ressources. Depuis les émeutes intercommunautaires de mai 2021 lors de l'opération « Gardien des Murailles » déclenchée à Gaza après les tensions à Cheikh Jarrah, un quartier palestinien de Jérusalem-Est, la situation sécuritaire s'est fortement dégradée – et ce d'autant que la colonisation s'accélère. De nouveaux groupes armés émergent, plus souples, qui communiquent et s'encouragent *via* les réseaux sociaux. Ils revendiquent leur indépendance vis-à-vis des factions traditionnelles. En 2022, les FDI lancent une vaste opération intitulée « Briser la vague », dont le but est de « prévenir de futures attaques et appréhender ceux impliqués dans des activités terroristes auprès de civils israéliens⁶⁷ ». En août 2022, un groupe armé palestinien appelé la Fosse aux lions, en référence à l'assassinat d'un militant surnommé le « lion de Naplouse » par les forces israéliennes, émerge⁶⁸. Il est rapidement neutralisé par les FDI mais marque les esprits par la nouveauté des modes d'action, le contournement des groupes armés palestiniens historiques et la détermination à cibler directement les militaires israéliens, malgré leur puissance de feu.

Des heurts touchent l'ensemble de la Cisjordanie. À Jénine, l'armée israélienne conduit les 3 et 4 juillet 2023 une opération de deux jours intitulée « Maison et jardin », pour enrayer la détérioration sécuritaire liée à la perte de contrôle de l'Autorité palestinienne dans cette ville⁶⁹. Le 5 octobre 2023, à Tulkarem, un attentat blesse cinq officiers de la police des frontières. Deux Palestiniens sont tués⁷⁰. La sécurisation des colons en Cisjordanie mobilise des troupes additionnelles, dont deux compagnies qui y sont dépêchées depuis la bordure de Gaza quelques jours seulement avant le 7 octobre⁷¹. Cette détérioration sécuritaire nourrit des critiques à l'égard de la politique israélienne vis-à-vis de la Cisjordanie, qui pointent les faiblesses de son mode opératoire. Face à la multiplication des groupes armés, à leur audace de s'attaquer directement aux FDI sans être dissuadés par leur puissance de feu, l'état-major israélien est partagé entre les tenants d'opérations chirurgicales impliquant des commandos et ceux prônant une opération terrestre d'une plus grande ampleur⁷².

67. « One Year Since Operation Break the Wave », Israel Defense Forces, 31 mars 2023, disponible sur : www.idf.il.

68. « New Palestinian Militia, Lions' Den, behind Attacks on Soldiers, Settlers », *Jerusalem Post*, 27 septembre 2022.

69. E. Heller, « Les objectifs du raid de Jénine étaient clairs, mais son impact reste à voir », *The Times of Israel*, 6 juillet 2023.

70. « Les troupes israéliennes tuent deux Palestiniens lors d'un affrontement en Cisjordanie », *Le Figaro*, 5 octobre 2023.

71. « 2 Commando Companies Said Diverted from Gaza Border to West Bank Days before Oct. 7 », *The Times of Israel*, 5 décembre 2023, disponible sur : www.timesofisrael.com.

72. M. Kobi, « The Events in Jenin: Lebanonization is Already Here », Institute for National Security Studies, 21 juin 2023.

À Gaza, la manœuvre de déception du Hamas

En 2023, le Hamas est perçu par l'état-major israélien comme relativement contenu grâce à la coûteuse « barrière intelligente » (coût estimé à près d'un milliard de dollars) encerclant l'enclave palestinienne. L'opération « Bouclier et Flèche » conduite entre le 9 et le 13 mai 2023⁷³ vise principalement le Djihad islamique, dans la continuité des opérations « Aube naissante » (2022)⁷⁴ et « Ceinture noire » (2019)⁷⁵. Le Hamas se tient relativement à l'écart, laissant le Djihad islamique seul face aux FDI. Certains dans l'état-major envisagent alors une trêve (*hudna*) avec le Hamas, qui semble concentré sur l'administration de la bande de Gaza. Un plan a même été discuté⁷⁶ en ce sens entre l'Égypte, le Hamas et le Djihad islamique au Caire en 2023.

Cette atmosphère de « détente » explique également le volte-face israélien sur les éliminations de deux figures clés du mouvement, Yahya Sinwar et Mohamed Deif, respectivement chef du Hamas à Gaza et commandant des brigades *Izz al-Din al-Qassam*. En mai 2022, le gouvernement de Naftali Bennett avait donné son feu vert à Ronen Bar, directeur du *Shin Beth*, pour les éliminer. Cependant, à la suite de l'alternance politique du 19 janvier 2023, ce plan est laissé de côté faute d'approbation par le nouveau Premier ministre, dissuadé par la peur d'une escalade régionale, alors que Netanyahu tente de normaliser les relations d'Israël avec l'Arabie saoudite⁷⁷.

Front international

En effet, l'année 2023 est aussi marquée par une campagne diplomatique israélienne axée sur une volonté de multiplier les alliances à l'international destinées à briser son isolement.

Dès 2022, la diplomatie israélienne doit composer avec le retour de la compétition entre grandes puissances, qui relègue le Moyen-Orient à un second plan derrière l'Ukraine, sans compter les enjeux d'une confrontation à Taïwan qui préoccupe en premier lieu les États-Unis. L'allié américain réfléchit à une réarticulation de son dispositif militaire pour s'adapter à une potentielle montée des tensions. Quelque 300 000 munitions faisant partie du *War Reserve Stock for Allies* des États-Unis, entreposées en Israël, sont

73. « Résumé de l'opération Bouclier et flèches », Israel Defense Forces, 2023, disponible sur : www.idf.il.

74. « Opération "Aube" », Israel Defense Forces, 5 août 2022, disponible sur : www.idf.il.

75. « Un an depuis l'opération "Ceinture noire" », Israel Defence Forces, 7 janvier 2022, disponible sur : www.idf.il.

76. U. Dekel et O. Perlov, « The Egyptian Hudna Initiative: Bypassing Israel », *INSS Insight*, n° 1740, Institute for National Security Studies, 21 juin 2023, disponible sur : www.inss.org.il.

77. M. Hauser Tov, « Shin Bet Sought to Assassinate Hamas Leader Sinwar Before Oct. 7, but Netanyahu Declined », *Haaretz*, 28 mars 2025.

ainsi acheminées vers l'Ukraine en janvier 2023⁷⁸, donc avant le retour au pouvoir de Netanyahu. Ces stocks avaient déjà été au cœur de tensions entre la Maison-Blanche et Israël, lorsqu'une partie fut utilisée dans la guerre de Gaza de 2014 sans que Barack Obama ait donné son accord⁷⁹.

Pour Netanyahu, qui a besoin des États-Unis mais qui entretient des relations avec la Russie dans le cadre de sa campagne MABAM en Syrie, tout en accueillant des investissements chinois dans les ports d'Ashdod et de Haïfa, il s'agit de tenir une ligne d'équilibre entre ces différents pays. Il lui faut continuer de s'appuyer sur les États-Unis mais aussi approfondir ses relations avec d'autres puissances. Il entend ainsi prolonger l'atmosphère de détente qui règne dans la région en élargissant les accords d'Abraham et en marginalisant de fait la cause palestinienne. Ces accords, signés en 2020 sous l'égide des États-Unis lors du premier mandat de Donald Trump, constituent une série de traités de normalisation entre Israël, les Émirats arabes unis, Bahreïn, puis le Maroc et le Soudan. Ils marquent un tournant diplomatique en entérinant des relations politiques, économiques et sécuritaires ouvertes entre Israël et plusieurs États arabes, sans règlement préalable de la question palestinienne. Les progrès vers une normalisation avec l'Arabie saoudite ont pu pousser le Hamas à agir, afin de remettre la cause palestinienne sur le devant de la scène⁸⁰.

78. E. Schmitt, A. Entous, R. Bergman, J. Ismay et T. Gibbons-Neff, « U.S. Sends Israel-Stored Weapons to Ukraine », *The New York Times*, 17 janvier 2023, disponible sur : www.nytimes.com.

79. « Quand Washington puise dans ses stocks d'armement en Israël pour aider l'Ukraine », *France 24*, 18 janvier 2023.

80. A. Kurtz et Y. Guzansky, « Normalization Between Israel and Saudi Arabia: Interests, Challenges, and Prospects for Realization », Institute for National Security Studies, juillet 2025, disponible sur : www.inss.org.il ; « Hamas Document Shows Oct. 7 Attack Aimed at Derailing Saudi Normalization – Report », *The Times of Israel*, 9 mai 2025, disponible sur : www.timesofisrael.com.

De l'attaque du Hamas à la conquête de la bande de Gaza : le déroulé de l'opération « Glaives de fer »

La réussite tactique de l'opération « Déluge d'al-Aqsa » et l'effondrement du dispositif de défense israélien ont d'abord provoqué une sidération opérationnelle. Cette phase d'onde de choc a été rapidement convertie en une montée en puissance soutenue : l'opération « Glaives de fer » a engagé la plupart des forces de réserve israéliennes et s'est traduite par une progression méthodique du nord vers le sud visant à conquérir et contrôler la bande de Gaza.

L'attaque du 7 octobre et ses suites immédiates

Première phase

L'attaque du 7 octobre 2023 est constituée de trois vagues successives⁸¹. La première s'est déroulée au petit matin du 7 octobre et a été menée par près de 3 800 membres commandos de la force *Nukhba*⁸², les forces d'élite du Hamas, chargés de neutraliser le dispositif de défense israélien. Appuyés par le plus large barrage de roquettes mené dans l'histoire du conflit (plus de 5 000 roquettes sont tirées), qui a pour finalité de cantonner les forces israéliennes dans les abris, les commandos de la force *Nukhba* ont pénétré en territoire israélien dans les trois milieux, au moyen d'embarcations et de plongeurs, de parapentes et de véhicules (pick-up et motos). La frontière a été pénétrée en plus de 60 points⁸³, parfois à l'aide de bulldozers. Certains éléments armés ont rampé jusqu'à la barrière, en veillant à rester dans le « bruit de fond » permanent qui fait réagir les capteurs et auxquels les opérateurs ne prêtent plus attention (mouvement de petits animaux, poussière charriée par le vent, végétation effleurant les capteurs).

En opérant des drones porteurs de charges explosives, les commandos du Hamas ont également neutralisé les systèmes de la barrière destinés à

81. Toute cette partie se base sur une analyse détaillée du travail fait par le quotidien israélien *Haaretz*, reprenant heure par heure le déroulé de l'attaque. Il peut être consulté ici : www.haaretz.com.

82. D'après les estimations publiées par Israël, le Hamas n'ayant pas communiqué sur ce point. Voir : <https://www.mako.co.il>.

83. « Israel's Army Admits Failures on Oct. 7. Its Probe of the Attack Could Put Pressure on Netanyahu », *AP News*, 28 février 2025.

identifier les menaces. Les armes téléopérées installées sur de petites tours en béton, que les soldats israéliens étaient censés pouvoir actionner à distance depuis leurs postes de surveillance, ont été majoritairement détruites à l'aide de grenades lancées depuis des drones. Les militaires israéliens se sont retrouvés aveuglés et désorientés par la neutralisation de leurs capteurs. La destruction des systèmes de communication les a également empêchés de communiquer entre eux et de donner l'alerte. Sur les 40 antennes relais du réseau de commandement du dispositif de sécurisation du pourtour de Gaza, 37 ont été détruites, au moyen de drones commerciaux transformés en munitions téléopérées. Il faudra plus d'un mois à *Tsahal* pour recouvrer sa connectivité⁸⁴.

Anticipant un faible niveau de défense israélien (trois bataillons d'infanterie et un bataillon blindé pour couvrir toute la frontière), dû à l'absence de nombreux soldats en permission du fait des fêtes juives, les commandos du Hamas choisissent d'attaquer les postes de combat des FDI au lieu de les esquiver, de manière à neutraliser d'emblée les capacités de combat. Leur vitesse d'exécution explique la sidération côté israélien : l'attaque démarre à 6h30 et, avant 7h, les bases de Nahal Oz (6h46), l'avant-poste de Paga (6h47), la base de Erez au nord (6h51), les *kibbutzim* de Kissufim et Zikim, ainsi que le quartier général de la division de Gaza (143^e division *Firefox*) à Re'im sont attaqués. En moins d'une heure, ils ont donc atteint six postes situés à quelques kilomètres dans la profondeur, parmi lesquels l'état-major de la division. Ils parviennent ainsi à s'assurer une liberté d'action pour la phase suivante, ce qui leur a permis de perpétrer leurs crimes et de revenir dans la bande de Gaza avec leurs otages. À 7h04, le massacre du festival Nova débute, moins de 40 minutes après les premiers assauts. Les enquêtes de la police et des services israéliens publiées dans la presse concluent que l'attaque contre le festival Nova n'était pas un objectif planifié à l'avance par le Hamas. Elle résulte d'un ciblage par des unités qui ont repéré le rassemblement pendant l'incursion (notamment *via* les parapentes) et l'ont exploité. Plusieurs médias israéliens et internationaux rapportent qu'un examen des cartes, des plans saisis et des déclarations des membres du Hamas arrêtés par les forces israéliennes le 7 octobre 2023 montre que le festival n'apparaît pas dans les planifications initiales et que l'événement avait été étendu à la journée du 7 octobre la veille, ce qui réduit la probabilité d'un ciblage préalable⁸⁵.

84. Entretien mené avec un général de l'IDF, Tel Aviv, avril 2025.

85. J. Breiner, « Israeli Security Establishment: Hamas Likely Didn't have Prior Knowledge of Nova Festival », *Haaretz*, 18 novembre 2023, disponible sur : www.haaretz.com ; « Hamas had Not Planned to Attack Music Festival, Israeli Report Says », *Al Jazeera*, 18 novembre 2023, disponible sur : www.aljazeera.com ; « How the Hamas Attack on the Supernova Festival in Israel Unfolded », *The Guardian*, 9 octobre 2023, disponible sur : www.theguardian.com.

Deuxième phase

La deuxième vague de l'attaque s'étend de 7 heures à 9 heures. Le Hamas conduit des tirs de roquettes sur des postes de police et de l'armée situés à quelques kilomètres dans la profondeur. Pris sous les tirs, les personnels en faction dans ces postes ont appliqué la procédure habituelle qui commande de gagner les abris bétonnés pour se protéger. Ainsi, le Hamas a réussi à fixer le deuxième échelon, composé d'équipes susceptibles d'intervenir au plus vite en cas d'alerte, tout en compliquant l'arrivée des renforts.

Après avoir réalisé leur premier objectif de neutralisation du dispositif militaire israélien, les commandos de la force *Nukhba* du Hamas étendent leurs actions à la prise d'otages et au meurtre dans les communautés civiles vivant à proximité, notamment dans les *kibboutzim* aux alentours, pris pour cible de manière synchronisée. Les enlèvements sont alors massifs, à l'instar de la famille Bibas, à Nir Oz, dont la prise en otage est médiatisée en direct sur les réseaux sociaux. Les villes de Sderot et d'Ofakim sont également attaquées, avec pour objectif tactique la neutralisation des défenses locales – le poste de police de Sderot est ainsi pris par le Hamas. À 8h04, Tsahal déclare l'état de guerre.

Troisième phase

La troisième vague d'assaut, de 9h00 à la fin de l'après-midi, est constituée de groupes armés secondaires (les brigades al-Quds du Djihad islamique, qui a aussi pris part au barrage de roquettes tiré depuis Gaza)⁸⁶ et de civils palestiniens qui se livrent à des pillages et à des actes de violence, ainsi qu'à des prises d'otages. Elle est marquée également par les premières réactions des FDI qui cherchent à stopper les prises d'otages, à porter secours à la population, à regagner le contrôle des bases militaires et des villes et à sécuriser la zone. L'armée israélienne doit pour cela agir en sous-effectifs, reprenant base par base, maison par maison, avec des combats urbains très intenses. La confusion qui règne occasionne des erreurs tragiques, comme lorsqu'à Be'eri un char tire et tue 13 otages israéliens retranchés dans une maison⁸⁷.

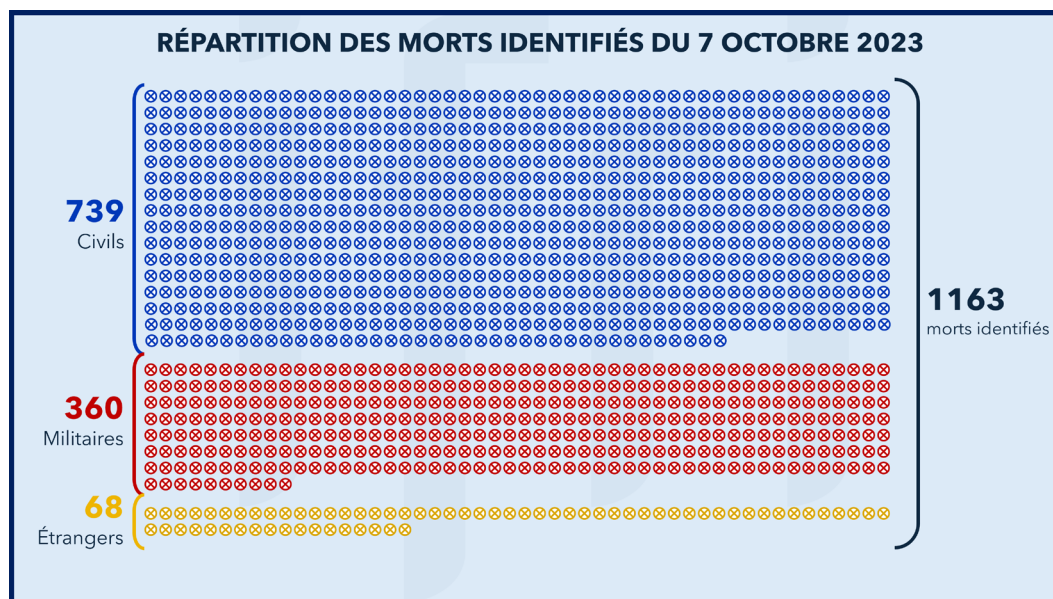
À 10h30, les premières grandes unités sont déployées dans le Sud. À 11h35, une déclaration officielle de Benjamin Netanyahu entérine l'état de guerre et mobilise la réserve. La base d'Erez n'est reprise qu'à 17h04. Certains combats dureront encore dans les derniers *kibbutzim*, dont Kissufim, qui n'est repris que le matin suivant.

86. « What is Islamic Jihad? The Hamas Ally at War with Israel », Reuters, 18 octobre 2023, disponible sur : www.reuters.com.

87. Y. Kubavich, « Israeli Army Probing Death of 12 Hostages in Kibbutz Be'eri House Shelled on Orders of Senior Officer », *Haaretz*, 6 février 2024, disponible sur : www.haaretz.com.

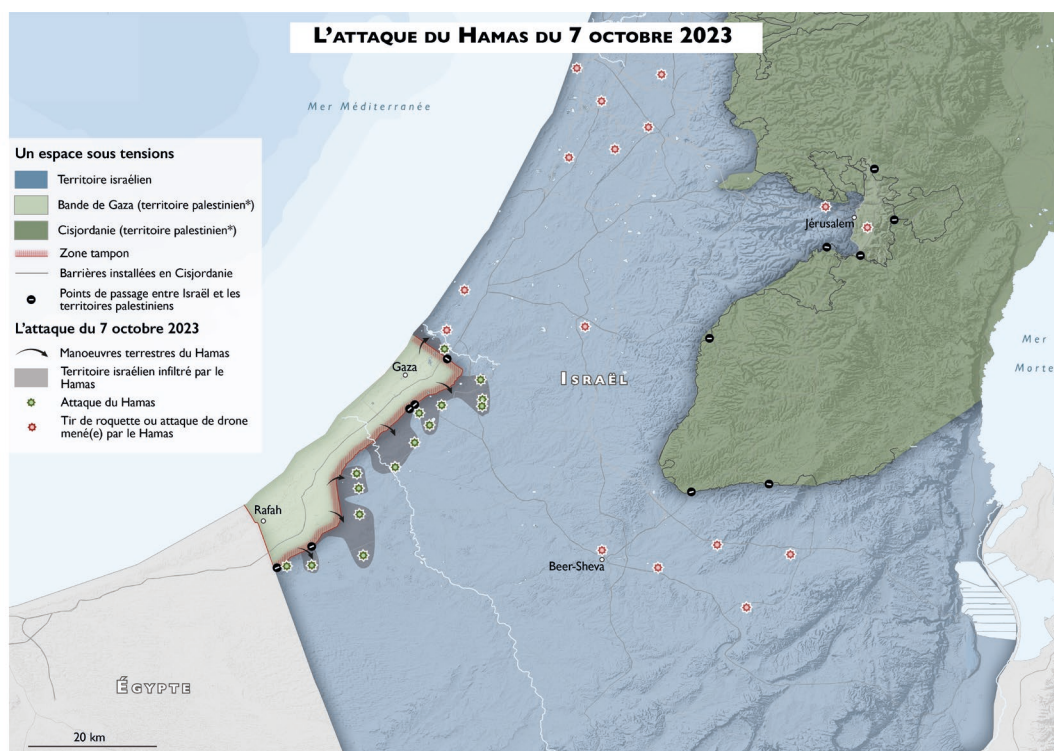
Au total, cette opération aura coûté la vie à plus de 1 100 Israéliens et étrangers, dont plus de 90 % de civils. 253 otages sont enlevés à Gaza, parmi lesquels se trouvent des enfants et des personnes âgées⁸⁸.

Schéma n° 5 : Infographie présentant la segmentation des victimes israéliennes le 7 octobre 2023



Source : [INSS](#).

Carte n° 3 : L'attaque du Hamas du 7 octobre 2023

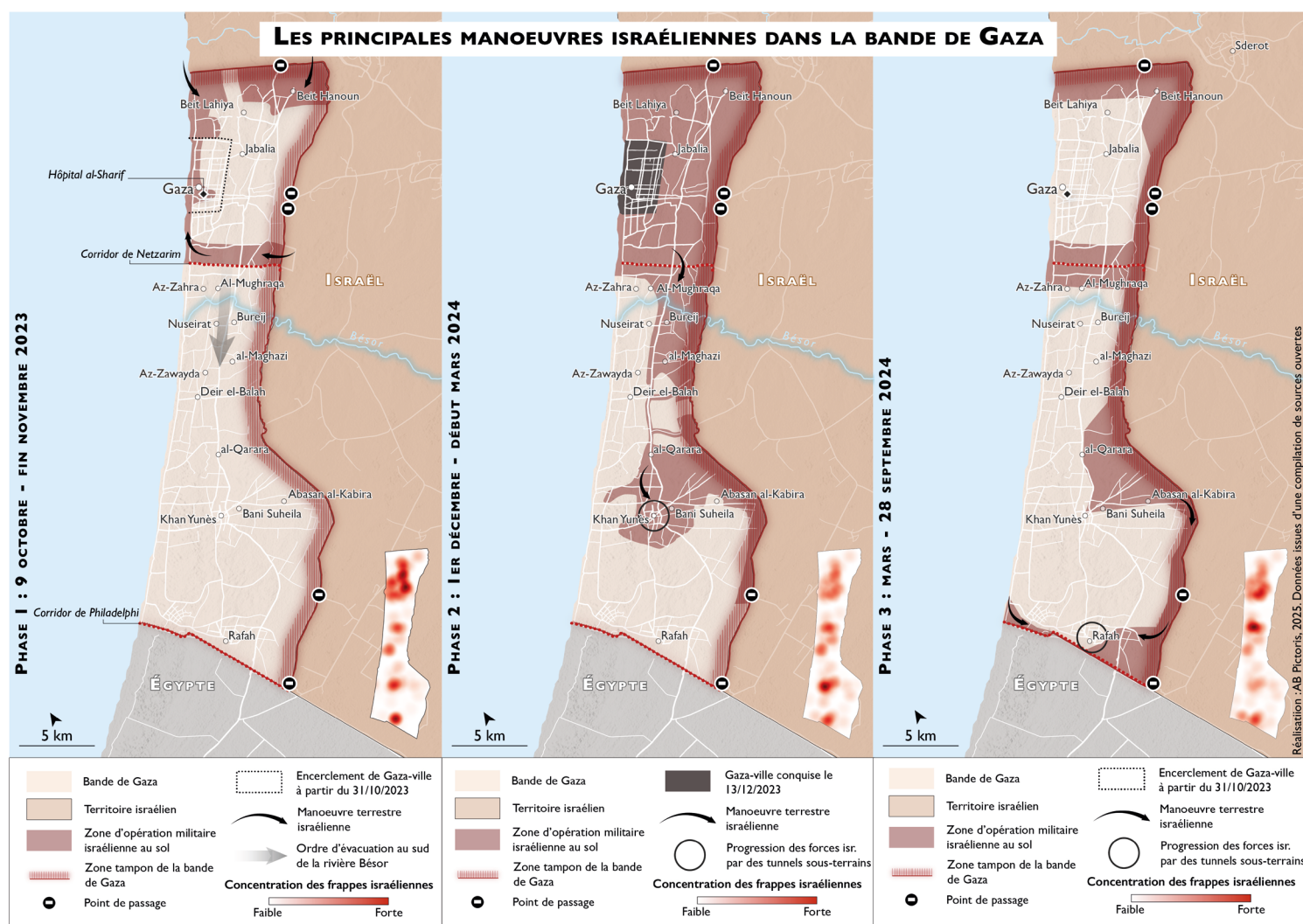


Carte AB Pictoris.

Les phases tactiques de l'opération « Glaives de fer » du 9 octobre 2023 au 16 octobre 2024

Quelques heures à peine après le lancement de l'attaque du Hamas, le gouvernement israélien annonce officiellement le début de l'opération « Glaives de fer ». Le Premier ministre Benjamin Netanyahu fixe trois objectifs principaux aux FDI : détruire militairement le Hamas pour qu'il ne représente plus une menace pour Israël ; lui interdire toute capacité de remontée en puissance à l'avenir ; et libérer les otages détenus dans la bande de Gaza⁸⁹.

**Carte n° 4 : Les principales manœuvres israéliennes
dans la bande de Gaza**



AB Pictoris

89. J. Watling et N. Reynolds, « Tactical Lessons from Israel Defense Forces Operations in Gaza, 2023 », *Occasional Papers*, Royal United Services Institute, juillet 2024

Phase « 0 » : Montée en puissance

Dès le 9 octobre 2023, 100 000 réservistes ont déjà été mobilisés. Le 11 octobre, la cible des 300 000 réservistes mobilisés est atteinte et le gouvernement annonce une rallonge de 60 000 hommes. La montée en puissance du volet terrestre de l'opération est achevée le 25 octobre : les troupes sont équipées, formées, assemblées dans la zone de déploiement initial. Elles sont également rapidement entraînées sur ce qui sera leur mission : la conquête, le contrôle et le « nettoyage » de la bande de Gaza⁹⁰. Le pourtour de celle-ci est défendu par la 143^e division territoriale. Trois divisions sont au cœur de la manœuvre dans Gaza (36^e division blindée *Storm*, 162^e division blindée *Steel* et 252^e division de réserve). Elles disposent d'appuis conséquents : outre leur brigade d'artillerie organique, elles sont renforcées ou appuyées par un large volant d'unités de génie et d'appui spécialisé, dont le bataillon du génie *Yahalom*, l'unité cynotechnique *Oketz* mais aussi des unités des forces spéciales, intégrées dans les brigades de combat pour la première fois de l'histoire de *Tsahal*⁹¹.

Phase « 1 » : La conquête de Gaza Nord

Du 25 au 27 octobre, une série de raids d'ampleur limitée est conduite dans le coin nord-est de la bande de Gaza, dans la région de Beit Hanoun, avec pour objectif de reconnaître des points clés pour la suite des opérations mais également de tromper l'adversaire sur l'axe réel d'effort de l'offensive. Cette déception est renforcée par l'engagement d'une première division, la 252^e division d'infanterie (réserve), sur le même axe dans la nuit du 27 au 28 octobre. Successivement, deux autres divisions sont lancées dans l'offensive : la 36^e division blindée au sud de Gaza-ville a pour objectif de couper la bande de Gaza en deux en s'emparant du corridor de Netzarim jusqu'à la mer, isolant de fait le tiers nord du reste de l'enclave, considéré comme le centre de gravité de la défense du Hamas. La 162^e division blindée porte l'effort principal et s'engage dans l'étroite bande littorale du nord-ouest au sud, afin de prendre à revers le dispositif de défense du Hamas tourné prioritairement vers l'est et Beit Hanoun. Longeant la côte, les chars ont littéralement « leurs chenilles droites dans l'eau »⁹².

Le 31 octobre, les divisions atteignent les faubourgs de Gaza-ville. À ce stade, les FDI ne subissent presque pas le feu ennemi, le Hamas ayant été surpris par l'angle d'attaque et n'ayant pas su réarticuler sa défense⁹³. Le 2 novembre, la 36^e et la 162^e divisions se rejoignent sur le front de mer à

90. Y. Amidror, « Swords of Iron – An Interim Assessment of the Gaza War », The Jerusalem Institute for Strategy and Security, 11 août 2024.

91. Entretien de recherche avec un officier des FDI, Tel-Aviv, 2024.

92. *Ibid.*

93. J. Watling et N. Reynolds, « Tactical Lessons from Israel Defense Forces Operations in Gaza, 2023 », *op. cit.*, p. 16.

hauteur de l'hôpital al-Shifa : Gaza-ville est encerclée. Après quelques raids dans la ville pour tester les défenses du Hamas tout en resserrant le dispositif de contrôle autour de la zone, les FDI entrent progressivement en ratissant méthodiquement les quartiers d'ouest vers l'est. Les combats sont féroces, et les unités israéliennes doivent faire face sur leurs arrières à des raids du Hamas qui surgissent de tunnels depuis les zones fraîchement conquises. En même temps, les FDI poursuivent les opérations d'évacuation de la population de Gaza-Nord vers le sud de la bande, à travers un check-point unique sur le corridor de Netzarim. Jusqu'au 23 novembre, les combats se poursuivent dans la zone Nord. Les FDI font effort sur le contrôle de la partie ouest de la région nord. Elles mènent des incursions ciblées régulières dans le centre et l'est de Gaza-ville, mais sans tenir le terrain. Le 15 novembre, une opération spéciale est conduite pour s'emparer de l'hôpital al-Shifa, sous lequel le Hamas disposerait d'un vaste réseau de commandement et de stockage.

Le 24 novembre, un cessez-le-feu provisoire est signé entre les deux parties et une trêve s'installe. Gaza-ville est conquise, mais la partie est, la plus défendue, est encore loin d'être sous contrôle. *Tsahal* déplore la perte de 63 soldats. Les FDI estiment avoir tué 4 000 combattants du Hamas⁹⁴, sur les deux brigades qui défendraient la région nord de Gaza. 400 entrées de tunnels ont été découvertes et neutralisées par explosif. Durant cette période, le Hamas aura tiré près de 7 000 roquettes, sans compter les 5 000 tirées lors du seul 7 octobre.

Phase « 2 » : La conquête de Khan Younès et le « nettoyage » de Gaza-Nord

Dès le 28 novembre, le Hamas conduit une série de raids contre les FDI dans Gaza-ville, mais le cessez-le-feu prend fin officiellement le 1^{er} décembre 2023. *Tsahal* entame immédiatement la conquête des faubourgs est de Gaza-ville. En parallèle, elle engage une cinquième division, la 98^e division, en deux axes d'attaque face à Khan Younès dans la partie sud de la bande de Gaza. Après avoir bousculé les défenses du Hamas par une offensive blindée, l'infanterie mécanisée encercle rapidement la ville jusqu'au 6 décembre. À partir du 13 décembre, la bascule d'effort s'opère du nord au sud : la conquête de l'est de Gaza-ville est achevée et celle de Khan Younès par le nord-ouest débute. Là encore, l'angle d'attaque semble surprendre le Hamas, même s'il oppose une résistance vigoureuse. Progressivement, l'intensité des combats dans Gaza-ville diminue. Le mode d'action du Hamas tient désormais davantage du harcèlement que de la défense organisée, tandis que les engagements de Khan Younès se durcissent fortement.

94. M. Goya, *L'embrasement. Comprendre les enjeux de la guerre Israël-Hamas*, Paris, Robert Laffont, 2024.

À compter du 25 décembre 2023, cinq brigades sont désengagées de Gaza-Nord, et la 36^e division d'active est relevée par la 99^e division d'infanterie (réserve). Les opérations de contrôle de Khan Younès se poursuivent, avec une progression des FDI au sol mais aussi par les souterrains, ce qui n'avait pas été le cas pour Gaza-ville⁹⁵. Progressivement, les FDI élargissent leur contrôle de la ville vers l'ouest. Au cours des mois de janvier et de février, de nouvelles campagnes de frappes, mais également des raids, sont conduits par les FDI dans Gaza-ville, réinvesti par des groupes de combattants du Hamas. Malgré l'isolement dans lequel est maintenue Gaza-Nord par le contrôle du corridor de Netzarim, le Hamas a employé des tunnels faisant la jonction entre le sud et le nord pour reprendre pied dans la ville.

Au cours de cette phase qui court de décembre 2023 à mars 2024, les FDI ont eu 186 tués, soit un bilan de 249, attestant de la violence des combats. Les FDI affirment avoir tué 13 000 combattants du Hamas et blessé autant, tandis que le Hamas reconnaît 6 000 pertes⁹⁶. Le nombre de roquettes tirées par le Hamas a fortement décru au cours de la période, tombant sous les 10 roquettes par jour.

Cependant, ces chiffres sont à prendre avec prudence. D'une part, les estimations officielles israéliennes sur le nombre de combattants du Hamas tués ont fluctué ; d'autre part, les agences de renseignement israéliennes elles-mêmes divergent dans leurs évaluations, le *Shin Bet* ayant notamment reproché au commandement sud un manque de rigueur. La méthodologie de comptage soulève également des interrogations : le nombre de combattants du Hamas tués est déclaré directement par les commandants de brigades, sans procédure systématique de vérification, dans un contexte où les directives données par l'échelon militaire étaient à l'application massive des feux. Par exemple, Yossi Sariel, chef de l'unité 8 200, aurait donné comme objectif de tuer « au moins 50 combattants du Hamas pour chaque victime du 7 octobre ». Ces données relèvent davantage d'une logique quantitative déclarative que d'une connaissance précise du nombre de militants effectivement tués, les FDI travaillant à partir d'estimations parfois difficilement vérifiables du fait de la confusion régnant sur le champ de bataille⁹⁷.

95. E. Hecht, « Gaza Terror Offensive – 18 January – 3 February », Begin-Sadat Center for Strategic Studies, 3 février 2024.

96. E. Hecht, « Gaza Terror Offensive – 4 February – 8 March », Begin-Sadat Center for Strategic Studies, 8 mars 2024.

97. Y. Abraham, « L'offensive à Gaza à fait au moins 83 % de morts civils, selon les chiffres de l'armée israélienne », *Mediapart*, 22 août 2025, disponible sur : www.mediapart.fr.

Phase « 3 » : La conquête de Rafah et le contrôle de la bande de Gaza

Au cours du mois de mars 2024, les FDI procèdent au désengagement de l'ensemble de leurs troupes des zones conquises, ne conservant le contrôle que du corridor de Netzarim et du pourtour de la bande de Gaza. À partir de cette date, tout en continuant de neutraliser les infrastructures de combat du Hamas, les FDI procèdent à des séries de raids ciblés sur des points de résurgence du Hamas. Parfaite illustration de ce mode d'action, *Tsahal* lance le 18 mars 2024 une intervention d'ampleur contre l'hôpital al Shifa, sur une base de renseignement faisant état du regroupement d'environ 600 combattants palestiniens dans le secteur du principal hôpital de Gaza, qui accueille à ce moment 3 500 civils. Après 15 jours de combats, les FDI annoncent le 1^{er} avril 2024 avoir tué plus de 200 combattants et fait plus de 500 prisonniers⁹⁸. Jusqu'à mi-mai 2024, les FDI conduisent quatre autres raids du même style dans Gaza-Nord depuis la zone tampon et la périphérie nord de la bande de Gaza.

Le 6 mai 2024, *Tsahal* s'engage dans la conquête du bastion de Rafah, déployant la 162^e division face à la brigade de Rafah, soit environ 5 000 combattants. Jusqu'au 30 mai, l'opération s'oriente vers la prise de contrôle du « corridor de Philadelphie », la mince bande de territoire de 14 km de long qui borde la frontière avec l'Égypte et constitue une zone clé d'approvisionnement du Hamas. Plus de 150 tunnels y sont découverts et détruits⁹⁹, dont un certain nombre reliant la bande de Gaza à l'Égypte et pouvant laisser le passage à des véhicules. Progressivement, à compter du mois de juin, la 162^e division élargit sa zone de contrôle et débute le ratissage de Rafah, là encore en progressant au sol et par les souterrains. À la fin du mois d'août, *Tsahal* estime avoir détruit le noyau de défense du Hamas dans Rafah¹⁰⁰. En parallèle, les FDI ont poursuivi leur action de nettoyage, avec un raid important sur Khan Younès en juillet 2024, avant un retour progressif de la population dans la ville. En septembre, de nouveaux raids sont conduits dans la partie nord de Gaza, tandis que *Tsahal* consolide son contrôle des deux corridors (Netzarim et Philadelphie).

À l'issue de cette troisième phase de l'opération, les FDI ont neutralisé environ 22 des 24 bataillons que compterait la branche armée du Hamas. Les deux derniers bataillons seraient situés dans les camps de réfugiés du centre de la bande de Gaza (Al Buraij et Al Nuseirat) et ont fait l'objet de raids ciblés depuis le mois de janvier 2024. Après plus d'un an

98. « Press Briefing by IDF Spokesperson, Rear Admiral Daniel Hagari, April A, 2024 », Israel Defense Forces, 1^{er} avril 2024, disponible sur : <https://www.idf.il>.

99. E. Fabian, « Gallant affirme que 150 tunnels ont été détruits le long de la frontière entre l'Égypte et Gaza », *The Times of Israel*, 21 août 2024, disponible sur : <https://fr.timesofisrael.com>.

100. *Ibid.*

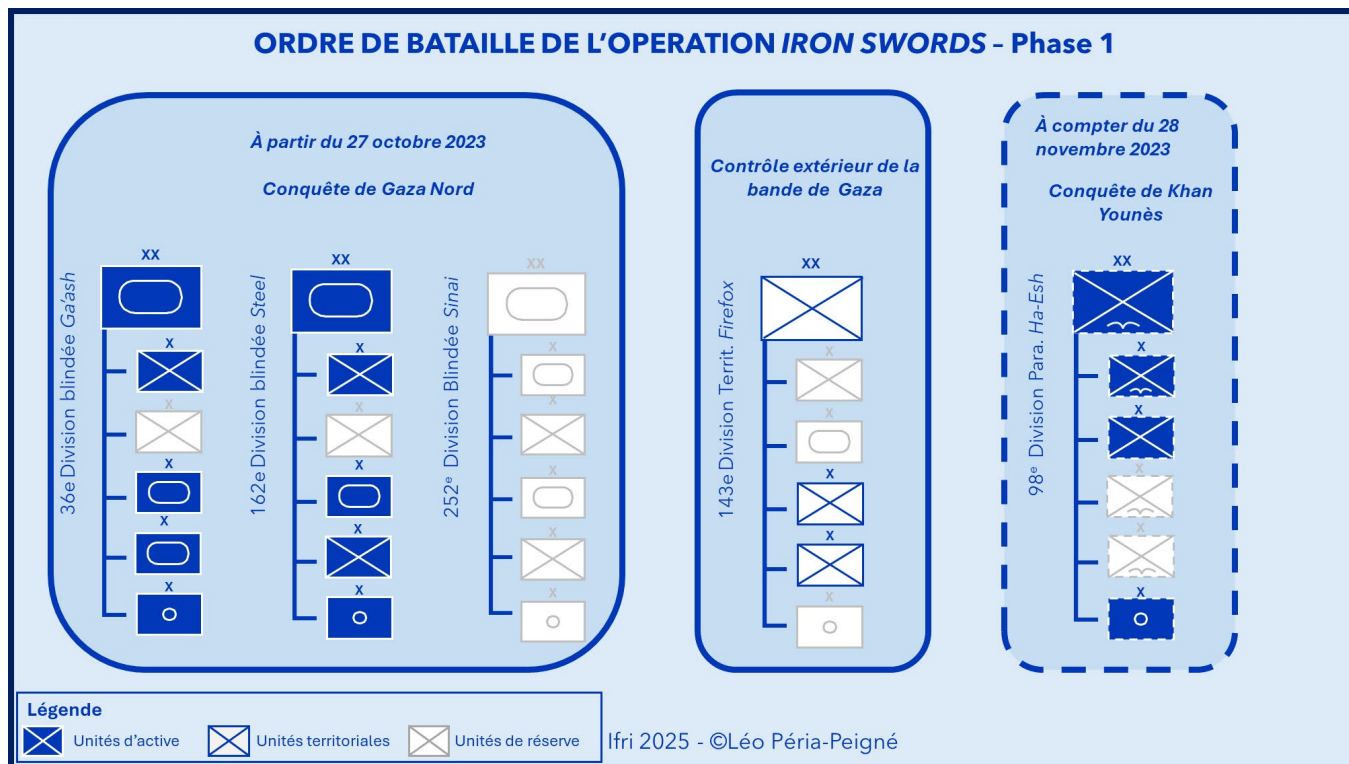
d'engagement dans Gaza, les FDI comptent 312 soldats tués, soit 53 morts supplémentaires du 1^{er} mars au 16 octobre 2024.

Le 28 septembre 2024, la bascule d'effort entre Gaza et le front Nord face au Hezbollah est actée, avec le début de l'offensive au sol au Sud-Liban. Cependant, la fin symbolique du premier acte de l'opération « Glaives de fer » à Gaza peut également être fixée au 16 octobre 2024, date à laquelle *Tsahal* parvient à trouver et tuer Yahya Sinwar, chef du Hamas à Gaza et cerveau de l'attaque du 7 octobre 2023, qui avait pris la direction politique du parti palestinien après la mort d'Ismaël Haniyeh le 6 août 2024, assassiné à Téhéran.

Tableau n° 4 : Phases de l'opération « Glaives de fer » à Gaza

Dates	Phase	Actions principales
Du 07 octobre au 25 octobre 2023	Phase « 0 »	Sidération, riposte, reconquête, montée en puissance et campagne aérienne
Du 25 octobre au 24 novembre 2023	Phase « 1 »	Conquête, isolement et contrôle de Gaza-Nord Cessez-le-feu temporaire
Du 24 novembre 2023 au 9 mars 2024	Phase « 2 »	<u>Phase 2.1</u> Conquête progressive de la partie Est de Gaza-Nord Conquête, encerclement et nettoyage de Khan Younès
		<u>Phase 2.2</u> Conquête temporaire de la région Gaza-Centre (Al Buraij) Isolement et contrôle de Gaza-Nord avec raids périodiques
Du 9 mars au 16 octobre 2024	Phase « 3 »	Réarticulation et désengagement de Gaza-Ville et de Khan Younes Contrôle du corridor de Netzarim Raids ponctuels ciblés Conquête du corridor de Philadelphie et conquête de Rafah puis nettoyage.

Schéma n° 6 : Ordre de bataille de l'opération « Glaives de fer » - Phase 1



© Léo Péria Peigné.

« Glaives de fer » au prisme des facteurs de supériorité opérationnelle

En 2016, l'armée de Terre française a introduit le concept de facteur de supériorité opérationnelle (FSO), défini comme une « capacité opérationnelle ou qualité dont la possession est de nature à conférer à nos forces l'ascendant sur l'adversaire¹⁰¹ ». Les huit FSO retenus sont les suivants : compréhension, coopération, agilité, masse, endurance, forces morales, influence et performance du commandement. Sans résumer l'équation tactique, ils offrent une grille de lecture efficace pour analyser la performance opérationnelle de *Tsahal* durant la première année de « Glaives de fer » sur les plans opératif et stratégique.

La performance opérationnelle des FDI à Gaza

Masse

« Capacité à générer et entretenir les volumes de forces suffisants pour produire des effets de décision stratégique dans la durée.¹⁰² »

Alors que les FDI étaient dans une dynamique de réduction de leurs forces terrestres et de massification de leur complexe renseignement-frappe avec un fort tropisme technologique, la conduite de l'opération « Glaives de fer » a démontré le besoin d'un modèle de force plus équilibrée et a réhabilité le besoin de masse terrestre que la technologie la plus avancée ne peut pas compenser indéfiniment¹⁰³.

La conquête de Gaza à l'aune des principes de la guerre

Après le 7 octobre, les FDI ont réalisé qu'elles allaient devoir conquérir une zone urbanisée densément peuplée et fortement défendue par un ennemi déterminé, une manœuvre d'envergure qu'elles n'avaient plus connue

101. « Action terrestre future », Armée de Terre, 2016.

102. « Action Terrestre Future », Armée de Terre, 2016, p. 37.

103. E. Hecht et E. Shamir, « Does Israel Need a Large Army If It Has Advanced Technology? », The Begin Sadat Center for Strategic Studies, 29 mai 2024, disponible sur : <https://besacenter.org>.

depuis 2006¹⁰⁴. Même en 2014, lors de l'opération « Bordure protectrice », l'action des troupes au sol ne visait pas à conquérir et occuper le terrain mais uniquement à détruire les infrastructures et capacités offensives du Hamas par des raids ciblés¹⁰⁵. La manœuvre devait répondre à une application équilibrée des trois principes de la guerre conceptualisés par Foch : la concentration des efforts, l'économie des forces et la liberté d'action.

Le choix de concentrer d'abord l'effort sur la partie nord de la bande de Gaza, sans isoler d'emblée le Hamas des flux d'approvisionnements vers l'Égypte par une saisie immédiate du corridor de Philadelphie, a par exemple été critiqué pendant la première année de la conduite de la guerre¹⁰⁶. C'est probablement la volonté de ne pas disperser les efforts qui a prévalu dans le choix de concentrer l'action terrestre dans la partie nord de la bande de Gaza. De même, alors que la culture opérationnelle israélienne encourage plutôt la vitesse dans le déploiement et la conquête des objectifs au sol, il faut souligner le choix assumé d'une manœuvre méthodique et très progressive, donnant la priorité aux appuis feux¹⁰⁷. La protection de la force, mais également la prise en compte de la population civile qui n'a pas encore évacué la zone, et bien entendu des otages détenus par le Hamas, peuvent expliquer ce rythme mesuré. La prise en compte des tunnels et de la maîtrise des réseaux en sous-sol est aussi une raison de cette lenteur apparente du rythme de la manœuvre.

La force terrestre a été organisée à partir d'une masse blindée puissante, engageant ses chars en zone urbaine pour conquérir et boucler les zones d'objectifs. Les FDI ne s'étaient plus engagées en ville de cette manière depuis de nombreuses années. En contrepartie de ce choix de la masse, l'agilité a été préservée. L'isolement rapide du centre clé de la défense du Hamas dans la partie nord, grâce à la manœuvre de la 36^e division le long du corridor de Netzarim, a permis de préserver la liberté d'action des FDI. La manœuvre de prise à revers de la zone de défense du Hamas par la conquête de la bande côtière, appuyée par la déception dans le secteur de Beit Hanoun au nord-est, illustre bien l'équilibre trouvé entre concentration des efforts (jonction des deux masses blindées dans le secteur de Shifah) et liberté d'action. Durant les trois phases de l'opération, *Tsahal* a été systématiquement à l'initiative dans ses engagements et ses réarticulations, conservant en permanence la liberté d'augmenter, relever et diminuer ses forces dans la bande de Gaza. Cela a été rendu possible en partie grâce à la pression permanente entretenue sur le Hamas pour l'empêcher de reprendre l'initiative et conserver l'ascendant acquis avec l'entrée au sol dans Gaza.

104. Entretien avec un officier général israélien du 5 mai 2025.

105. Entretien avec un officier général israélien du 5 mai 2025.

106. Y. Amidror, « Swords of Iron – An Interim Assessment of the Gaza War », *op. cit.*

107. *Ibid.*

Mobilisation et montée en puissance

La mobilisation de la réserve par *Tsahal* au lendemain du 7 octobre a été extrêmement efficace. Le 9 octobre 2023, alors que les réductions de résistance isolées ne sont pas encore achevées, 100 000 réservistes ont déjà été mobilisés. La cible des 300 000 réservistes mobilisés est atteinte le 11 octobre et le gouvernement annonce une rallonge de 60 000 hommes. Cependant, le défi ne s'avère pas tant la mise en œuvre d'un système de réserve que l'on savait déjà performant que la mise au niveau des unités au regard de la tâche qui les attend. L'engagement de réservistes peu entraînés et non formés au style de mission qui les attend dans Gaza est un défi de taille : les planificateurs prévoient des pertes élevées, et la complexité de l'environnement et des paramètres d'engagement impose de préparer les unités en amont. Or, en trois semaines, *Tsahal* parvient à réaliser un « miracle¹⁰⁸ », celui de former une force cohérente, entraînée et disposant d'un capital de confiance élevé. La qualité de la préparation technique, procédurale et opérationnelle consentie en amont de l'engagement des troupes et en parallèle de la planification des opérations et de la puissance de feu appliquée s'est traduite par un nombre de pertes largement en dessous de ce qui était prévisible, et par l'augmentation progressive du niveau d'exécution tactique des unités, même si le niveau disparate des réservistes a pu poser des difficultés tactiques de mise en œuvre¹⁰⁹.

Après la mobilisation des réserves, allant jusqu'à la mise sur pied d'une division complète de réserve (252^e division d'infanterie) et la réarticulation des divisions d'active sur le territoire (mouvement de la 36^e division du front Nord vers Gaza), la montée en puissance a inclus un important volet logistique (préparation des stocks, acheminement et modernisation des véhicules, préparation des zones de regroupement et d'attente). En parallèle, le volet d'entraînement conduit sur la base d'entraînement de Tse'elim, du niveau individuel au niveau bataillon, a été orienté sur la maîtrise des missions offensives, en grande partie sous forme de combat cadre¹¹⁰. Enfin, *Tsahal* a mis à profit une série de raids limités dans les jours précédant l'offensive pour rôder les unités à l'emploi de leurs matériels sur des objectifs simples, de nuit, afin d'augmenter leur confiance en elles et leur donner l'expérience dont elles pouvaient manquer. Ce procédé assez peu conformiste, contribuant également à l'effet de déception pour la manœuvre d'ensemble, a largement porté ses fruits en aguerrissant les unités et en donnant à la haute hiérarchie militaire confiance dans l'outil qu'ils venaient de mettre sur pied¹¹¹.

108. M. Finkel, « Le miracle de la manœuvre d'octobre-novembre 2023 » (trad.), *op.cit.*

109. J. Watling et N. Reynolds, « Tactical Lessons from Israel Defense Forces Operations in Gaza, 2023 », *op. cit.*, p. 14.

110. M. Finkel, « Le miracle de la manœuvre d'octobre-novembre 2023 » (trad.), *op. cit.*

111. Entretien avec un officier général israélien, 5 mai 2025.

Alors que la fenêtre temporelle d'un engagement au sol était contrainte par la continuation des tirs indirects du Hamas, d'une part, et par l'érosion probable du soutien international envers le bon droit d'Israël¹¹², les FDI n'ont pas commis l'erreur de 2006 en engageant précipitamment leurs forces terrestres sans planification ni entraînement conjoint. Au contraire, le temps consenti pour la montée en puissance de la force, optimisé pour s'adapter à la mesure de la menace, de l'environnement et de la mission, a contribué à transformer la masse brute de la mobilisation en puissance effective de combat.

La masse des feux indirects : l'emploi de la puissance aérienne à Gaza

L'opération « Glaives de fer » s'est articulée autour de l'emploi débridé de la puissance aérienne, avec trois caractéristiques uniques dont il faut tenir compte pour comprendre comment l'IASF a pu déchaîner une telle puissance sur Gaza dans la durée.

Tout d'abord, les FDI disposent d'une suprématie aérienne totale, sans aucune contrainte tactique posée à l'emploi de la force aérienne au-dessus de Gaza. Les forces aériennes opèrent donc dans un confort opératif unique, conduisant sans entrave des frappes par avion comme par hélicoptère ou drones. Elles assurent également une couverture ISR permanente et multicouches de la bande de Gaza, facilitant d'autant la mise en œuvre de la puissance aérienne.

Ensuite, la taille particulièrement réduite de la zone d'opérations et des elongations de vol permet une réactivité et un tempo de sorties aériennes extrêmement élevés. Une sortie aérienne au-dessus de Gaza se comptant en minutes, il est possible de multiplier les frappes sans contrainte de temps de vol et de remise en condition des pilotes, ou même de ravitaillement en vol. Cette proximité garantit également des délais très courts en termes d'appui feu pour les troupes au sol (*CAS – close air support*), dont la moyenne durant l'opération « Glaives de fer » était d'environ 12 minutes¹¹³.

Enfin, ces deux facteurs ont rendu possible la troisième caractéristique du volet aérien de « Glaives de fer » que constitue l'immédiateté des effets de la puissance aérienne. La disponibilité des forces aériennes et leur réactivité ont permis d'initier une riposte puissante et ciblée contre le Hamas à peine 4 heures après le début de son incursion sur le territoire israélien. Après 2 heures de frappes, 16 tonnes de bombes avaient été délivrées sur des cibles dans Gaza, et l'IASF a annoncé 24 heures après le début des opérations aériennes avoir frappé 1 200 cibles et tué

112. J. Watling et N. Reynolds, « Tactical Lessons from Israel Defense Forces Operations in Gaza, 2023 », *op. cit.*

113. Y. Amidror, « Swords of Iron – An Interim Assessment of the Gaza War », *op. cit.*

400 combattants du Hamas¹¹⁴. Disposant d'un catalogue de cibles élaboré de longue date et actualisé par une couverture renseignement permanente, les FDI ont pu rentabiliser à fond la puissance aérienne disponible. Cette effectivité de la puissance aérienne a permis à Israël de réagir militairement face au Hamas, tout en donnant le temps nécessaire à la montée en puissance du volet terrestre de l'opération. Elle a également permis d'obtenir des résultats visibles et quantifiables, tout en facilitant les conditions tactiques de l'offensive terrestre, au prix assumé d'une destruction considérable des infrastructures urbaines de la bande de Gaza et de pertes civiles élevées.

Au fur et à mesure que l'opération « Glaives de fer » s'est déroulée, les frappes aériennes ont permis simultanément :

de détruire la majorité des capacités de combat humaines et matérielles du Hamas ;

de préparer les futures zones d'engagement des forces terrestres, comme à Khan Younes et Rafah pendant la phase 1 de l'opération ;

d'appuyer la progression au sol des divisions lors des phases de conquête ;

de cibler les résurgences du Hamas dans les zones contrôlées, comme à Gaza-Nord après le désengagement de la Gaza City par *Tsahal* à compter de début 2024 ;

de contribuer à la destruction des tunnels localisés, avec des frappes spécifiques.

Elles ont ainsi agi à la fois comme démultiplicateur de l'action armée, avec des effets décisifs sur l'organisation armée du Hamas, tout en minimisant l'exposition des forces terrestres dans un environnement particulièrement abrasif¹¹⁵.

Agilité

« Capacité permanente des forces à répondre à l'évolutivité d'un environnement caractérisé par la variété, la turbulence et l'incertitude.¹¹⁶ »

Le combat souterrain, un défi de taille à l'agilité

Les tunnels du Hamas ont représenté le principal défi tactique à la manœuvre de *Tsahal* dans Gaza. Malgré leur grande familiarité avec les tunnels depuis au moins 2014 et l'opération « Bordure protectrice », les

114 « Emploi de la puissance aérienne au cours des 72 heures après l'assaut du Hamas, *Les Notes du CESA*, Centre d'études stratégiques aérospatiales, novembre 2023, disponible sur : www.calameo.com.

115. S. Bruchmann *et al.*, « The Israel–Hamas War One Year On », International Institute for Strategic Studies, 7 octobre 2024.

116. « Action terrestre future », Armée de Terre, 2016, p. 33.

FDI avaient sous-estimé la complexité et la sophistication du réseau souterrain du Hamas¹¹⁷. L'ensemble du « métro de Gaza » représente jusqu'à 600 km de galeries¹¹⁸, répartis en environ 1 500 segments et plus de 5 000 puits d'accès¹¹⁹, le tout organisé sur trois niveaux dont le plus profond peut aller jusqu'à 70 mètres. Il ne s'agit pas d'un seul réseau homogène, mais d'une juxtaposition de réseaux de différentes tailles et d'emplois très variés, interconnectés entre eux. Les plus longs atteignent la dizaine de kilomètres. Les entrées et sorties de tunnels, camouflées ou abritées dans les caves des bâtiments, sont difficiles à déceler et systématiquement piégées¹²⁰. Comme les FDI l'ont appris à leurs dépens, il ne suffit pas de contrôler l'accès au tunnel et la surface, il est nécessaire d'acquérir une maîtrise totale de l'espace suburbain, sans quoi l'adversaire peut contourner par-dessous le dispositif de défense et frapper les arrières des forces depuis les zones supposément conquises¹²¹. Cette maîtrise de l'espace suburbain se décompose en quatre défis de taille dont chacun a exigé un énorme effort d'adaptation de la part de *Tsahal* :

Un défi de renseignement : trouver, caractériser, cartographier les tunnels, localiser les postes de commandement du réseau souterrain et comprendre sa logique d'organisation et sa nature opérationnelle, l'enjeu étant de « comprendre ce que l'on combat¹²² ». Pour cela, de nombreuses solutions techniques de cartographie ont été mises en œuvre : radars à pénétration de sol, drones équipés de système LIDAR ou de caméras thermiques, outils de navigation inertielle, chiens équipés de caméras, robots « jetables », unités d'investigation spécialisées en milieu confiné¹²³... Partout où elles ont été engagées, les unités tactiques ont priorisé le « combat pour le renseignement », cherchant à localiser en priorité les postes de commandement du Hamas pour collecter le maximum de données exploitables sur le dispositif défensif de leur zone d'action, y compris le réseau de tunnels¹²⁴. Au fur et à mesure de l'opération, les unités ont appris à repérer les signes et marquages des puits d'accès¹²⁵.

117. Entretien avec un officier général israélien du 5 mai 2025.

118. Entretien avec un officier français expert des forces de défense israéliennes du 28 avril 2025.

119. J. Spencer, « Israel's New Approach to Tunnels: A Paradigm Shift in Underground Warfare », Modern War Institute, 2 décembre 2024, disponible sur : <https://mwi.westpoint.edu>.

120. B. Dunoyer, « Gaza et ses tunnels, quand la technologie appuie la manœuvre », in *Revue Militaire Générale*, n° 59, « Le combat en zone urbaine », Commandement du combat futur, juin 2024.

121. E. Hecht, « Gaza Terror Offensive, 29th October – 2nd November », The Begin Sadat Center for Strategic Studies, 2 novembre 2023.

122. Entretien avec un officier général israélien du 5 mai 2025.

123. M. Abdumamer, « Gaza's Subterranean Warfare: Palestinian Resistance Tunnels vs. Israel's Military Strategy », in *Studies in Conflict & Terrorism*, New York, Routledge, 2024, p. 12 à 14.

124. Entretien avec un officier général israélien du 5 mai 2025.

125. J. Spencer, « Israel's New Approach to Tunnels: A Paradigm Shift in Underground Warfare », *op. cit.*

**Tableau n° 5 : Typologie des tunnels du Hamas
dans la bande de Gaza**

Nature	Emploi	Configuration
Tunnel offensif	Infiltration de troupes légères en territoire israélien pour mener des opérations de type raid, embuscade ou enlèvement	Tunnels profonds et longs débouchant à proximité des objectifs ciblés, sorties multiples
Tunnel défensif	Dispositif de défense de la bande de Gaza pour faire face à une invasion israélienne et conduire des opérations derrière les lignes ennemies	Systèmes interconnectés à sorties multiples
Tunnel de mise en œuvre d'armes à tir indirect	Faciliter la mise en œuvre des lance-roquettes, mortiers et missiles en discrétion	Position enterrée reliée au système de tunnel principal pour approvisionner la pièce et faciliter les communications
Tunnel logistique (interne à Gaza)	Acheminer et stocker les moyens logistiques au profit des combattants	Système connecté au réseau défensif, nombreux accès dans les habitations
Tunnel d'approvisionnement extérieur	Permettre la contrebande d'armes, de munitions, de véhicules et de fournitures de tout type depuis l'étranger	Tunnels de grande dimension entre Rafah et l'Égypte permettant le passage de véhicules
Infrastructure de commandement	Protéger les centres de commandement et les personnes recherchés, cacher les otages	Systèmes de tunnels les plus profonds, avec de grandes chambres disposant de moyens informatiques et de communications et des pièces de vie
Tunnel de mobilité	Se déplacer entre les zones de combat à l'abri des vues et des coups	Petits tunnels indépendants ou reliés à des systèmes plus vastes

Source : M. Abduamer, « Gaza's Subterranean Warfare: Palestinian Resistance Tunnels vs. Israel's Military Strategy », *Studies in Conflict & Terrorism*, Routledge, 2024, p. 10.

Un défi de sécurisation, requérant systématiquement l'appui du génie pour dépiéger et neutraliser les engins explosifs improvisés (IED) disséminés aux abords des entrées de tunnels, mais également une surveillance prolongée pour prévenir toute infiltration ultérieure¹²⁶.

Un défi de combat souterrain : même s'il semble que les tunnels aient peu été utilisés par le Hamas pour y combattre, leur investigation a nécessité de disposer de forces formées et entraînées pour reconnaître ce milieu dangereux et contraint, et y combattre si nécessaire. Ce combat en milieu confiné a été conduit exclusivement par les forces spéciales, appuyées par les unités de la brigade du génie *Yahalom*, par les chiens de l'unité cynotechnique *Oketz* et de nombreuses solutions techniques : drones, robots terrestres... Durant la première phase de conquête de Gaza-ville, les divisions ne sont pas descendues dans les souterrains. C'est la 98^e brigade qui a proposé d'inclure une progression par les sous-sols dans sa manœuvre de conquête de Khan Younes¹²⁷, et la même tactique a été reconduite à Rafah. Un enjeu essentiel a été la coordination de la manœuvre au sol avec celle du sous-sol, très lente et pas toujours alignée avec l'axe de progression en surface contraint par les bâtiments et les rues. Pour une journée passée à contrôler un espace en surface, il a fallu compter 4 à 5 jours pour contrôler l'espace souterrain afférent¹²⁸. Les pertes de liaison ont été une contrainte tactique supplémentaire, que les FDI ont cherché à pallier par des solutions techniques variées : relais radios, drones relais...

Un défi de neutralisation par leur destruction. Pour cela, de nombreuses solutions ont été testées et employées : injection d'eau de mer, coulage de béton, injection de mousse expansive, infiltration d'explosif liquide et mise à feu, bombes à fort effet de pénétration « *buster bunker* »... Aucune solution ne s'est révélée optimale à elle seule et les FDI ont continuellement testé et mis en œuvre ce qui leur paraissait le plus approprié selon la zone ou encore la nature des sols.

126. Entretien avec un officier français expert des forces de défense israéliennes du 4 février 2025.

127. J. Spencer, « Israel's New Approach to Tunnels: A Paradigm Shift in Underground Warfare », *op. cit.*

128. D. Rodriguez *et al.*, « The October 7 War: Observations, October 2023 – May 2024 », The Jewish Institute for National Security of America, 30 mai 2024, p. 19.

**Tableau n° 6 : Panel des techniques de neutralisation
des tunnels employées à Gaza**

Techniques de destruction	Limites d'emploi
Bombes « <i>Bunker Busters</i> »	Inefficace au-delà de 30 m de profondeur Destruction ponctuelle du tunnel, mais le reste de l'infrastructure reste opérationnel
Bombes thermobariques	Contrainte éthique d'emploi en zone urbaine Inadapté en zone littorale (eau) efficacité limitée selon les conditions d'emploi
Bombes classiques	Efficacité limitée à grande profondeur et complexité d'emploi Création importante de débris qui complique la recherche de tunnels supplémentaires
Explosifs liquides à émulsion	Requiert des volumes d'explosifs importants Délais de mise en œuvre et contraintes sur la manœuvre au sol
Inondation	Inefficace face aux tunnels en béton les plus évolués Requiert des volumes d'eau importants Délais de mise en œuvre importants
Mousse expansive « <i>sponge bombs</i> »	Pas de destruction du tunnel en lui-même Peu efficace dans le cas de tunnels complexes à sorties multiples Risques élevés dans la mise en œuvre

Source : M. Abduamer, « Gaza's Subterranean Warfare: Palestinian Resistance Tunnels vs. Israel's Military Strategy », *Studies in Conflict & Terrorism*, Routledge, 2024, p. 16.

Alors que les FDI sont reconnues comme l'armée la mieux préparée au défi du combat souterrain, elles-mêmes reconnaissent avoir été dépassées par l'ampleur et la complexité de la prise en compte de cette « ville sous la ville » de Gaza. Menace permanente sur les arrières, difficultés de coordination et de communication, dangers propres aux milieux confinés, piégeage systématique, milieu d'engagement particulièrement complexe et oppressant, les tunnels exigent un effort d'adaptation auquel les FDI ont su répondre, faisant évoluer leurs solutions de manière pragmatique au fur et à mesure de leur acquisition d'expérience opérationnelle.

La maîtrise du combat interarmes, un atout pour l'agilité de la force

Le niveau d'intégration interarmes a été souligné par de nombreux experts israéliens comme un progrès majeur de *Tsahal* par rapport à ses engagements précédents¹²⁹. L'intégration systématique des unités de génie combat dans les brigades jusqu'au niveau des sections a ainsi été un facteur de succès essentiel du volet terrestre de l'opération. L'arme du génie a été sursollicitée sur tout le spectre de ses capacités : ouverture d'itinéraire, découverte et neutralisation d'IEDs et de pièges, destruction d'obstacles, ouverture d'accès dans les bâtiments pour faire progresser l'infanterie à couvert, appui à la prise en compte des tunnels, mais également réparation des conduites d'eau et expertise infrastructure pour appuyer le contrôle de la zone urbaine occupée. L'emploi systématique de bulldozers D9, les « rois du champ de bataille de Gaza¹³⁰ », en tête de la progression des unités blindées (20 D9 ont été donnés en renforcement des brigades de tête lors de la phase 1¹³¹) illustre bien la place centrale du génie.

L'agilité de la force a également été facilitée par une décentralisation marquée du commandement, notamment de la coordination interarmées (appui feu aérien, renseignement) jusque dans les unités élémentaires, augmentant significativement la réactivité de la force au prix d'un risque assumé d'erreurs¹³². À titre d'exemple, le 166^e escadron de drones, mettant en œuvre les Hermes 950 « Star » et les Hermes 450 « Zik », a développé une coordination poussée avec les brigades de la 98^e division pour la conquête de Khan Younes¹³³, afin de garantir l'appui renseignement et feu le plus précis et réactif possible au profit des unités au sol.

La « flexibilité », remède indispensable à l'effet de surprise

Selon le général de réserve Meir Finkel, auteur d'un ouvrage en 2011 sur la « flexibilité » comme moyen de la résilience d'une force face à la surprise tactique¹³⁴, l'opération « Glaives de fer » démontre comment l'armée israélienne a su faire preuve de résilience et d'adaptation pour se reprendre après la surprise massive dont elle a été victime le 7 octobre. Que ce soit en planifiant en urgence une intervention incluant une

129. Y. Amidror, « Swords of Iron – An Interim Assessment of the Gaza War », *op. cit.*

130. Entretien avec un officier général israélien du 29 avril 2025

131. J. Watling et N. Reynolds, « Tactical Lessons from Israel Defense Forces Operations in Gaza, 2023 », *op. cit.*

132. Y. Amidror, « Swords of Iron – An Interim Assessment of the Gaza War », *op. cit.*

133. A. Dombe, « IDF's "Star" Drone Squadron: Eliminating Any Threat That Disrupts the Gaza Maneuver », Israel Defense, 21 février 2024, disponible sur : www.israeldefense.co.il.

134. M. Finkel, *On Flexibility: Recovery from Technological and Doctrinal Surprise on the Battlefield*, Redwood City, Stanford University Press, 2011.

réévaluation complète de son ennemi, en équipant ses blindés pour se protéger de la menace drones ou en créant une organisation *ad hoc* pour prendre en compte l'environnement des tunnels, *Tsahal* a su s'adapter à son adversaire pour prendre l'ascendant dans Gaza.

Avec le prolongement du déploiement, la répétition de certaines procédures a pu générer une routine néfaste à l'efficacité de cette flexibilité. À titre d'exemple, l'appel systématique au génie spécialisé en cas de découverte d'entrée souterraine a pu faire perdre du temps aux unités en cas d'indisponibilité de l'appui génie. Certaines unités ont fini par apprendre à distinguer les entrées de tunnels des accès souterrains civils sans intérêt tactique et prendre à leur compte certaines tâches basiques dévolues au génie pour réserver les demandes d'appui aux cas avérés de tunnels. Un autre risque identifié réside dans la perception à temps de l'adaptation de l'ennemi et de ses mutations tactiques ou techniques pour s'adapter à temps en retour et ne pas se retrouver pris par surprise par défaut d'observation ou d'imagination. Cette logique de « compétition d'apprentissage » s'est révélée indispensable face à un ennemi mouvant comme le Hamas¹³⁵. Elle s'est traduite par la capacité de *Tsahal* d'intégrer les retours d'expérience en boucle courte de manière efficace, par exemple en adaptant la protection des véhicules à la réalité de la menace observée sur le terrain (ajout de protection anti-drones et de dispositifs antimagnétiques sur les blindés)¹³⁶.

Endurance

« Capacité à durer en opérations, à supporter l'enchaînement des sollicitations opérationnelles en encaissant des coups et à résister dans le temps dans un environnement hostile.¹³⁷ »

Bien que le succès de la mobilisation de grande ampleur opérée par *Tsahal* dans la foulée de l'attaque du Hamas prouve la fiabilité et l'efficacité du modèle de défense israélien, il n'est pas conçu pour soutenir un effort de guerre prolongé et fragilise même dangereusement l'équilibre de la société israélienne comme évoqué *supra*. Le 7 octobre bouleverse le paradigme stratégique qui a prévalu dans les opérations contre les mouvements armés palestiniens de la bande de Gaza depuis vingt ans, rendant la guerre éclair et décisive ainsi que le raid préventif limité caducs. L'objectif donné par le Premier ministre Benjamin Netanyahu aux FDI est d'attaquer et de détruire le Hamas en profondeur. L'usure des hommes et des matériels, l'attrition et la durée des opérations ont ainsi mis à rude épreuve l'endurance des FDI durant la première année d'engagement.

135. Entretien avec un officier général israélien du 5 mai 2025.

136. Entretien avec un officier français expert des forces de défense israéliennes du 4 février 2025.

137. « Action terrestre future », Armée de Terre, 2016, p. 43.

La zone urbaine : le défi de l'usure

La zone urbaine est un environnement particulièrement abrasif qui use prématurément les hommes et les équipements. *Tsahal* a placé depuis plus de dix ans la maîtrise du combat urbain au cœur de l'entraînement de ses forces terrestres, tenant compte de l'évolution de son adversaire et de la probabilité accrue d'intervention dans des zones densément urbanisées¹³⁸. Malgré tout, l'inexpérience des réservistes et les difficultés inhérentes au milieu urbain ont représenté un défi de taille pour la préservation du potentiel de la force.

La zone urbaine est avant tout un environnement en quatre dimensions à la géographie unique, dont chaque recoin peut être exploité ou tenu par l'ennemi, particulièrement dans le cas d'un adversaire asymétrique comme le Hamas. Cette menace à « 360 »¹³⁹ peut surgir d'un sous-sol, fondre depuis les étages d'un immeuble ou s'infiltrer par une rue parallèle. Chaque bâtiment est un point de défense potentiel, ce qui a été particulièrement le cas lors de la défense initiale de Gaza, les soldats israéliens faisant état de l'occupation systématique de tous les bâtiments par les combattants du Hamas¹⁴⁰. La dissémination préalable de caches d'armes ou d'accès aux tunnels dans de nombreuses habitations a permis au Hamas de transformer selon les besoins n'importe quel bâtiment en position durcie d'un système de défense très agile. Surtout, le Hamas a systématiquement piégé les bâtiments, les rues et même certains blocs de bâtiments. Chaque entrée de maison, chaque croisement de rue, chaque objet devient donc potentiellement un piège mortel. Cette menace omnidirectionnelle et permanente complexifie toute action de combat et use prématurément les unités spécialisées comme le génie dont les compétences sont requises partout.

Le combat urbain provoque également une « géométrie inversée », dans laquelle le sens traditionnel des espaces urbains est retourné : la rue, la porte d'entrée ou la fenêtre sont interdits au mouvement, les murs et les espaces clos deviennent les lieux de passage les plus sûrs¹⁴¹. Particulièrement aiguisé par l'usage asymétrique de l'espace urbain, cet effet impose un lourd tribut psychologique sur les combattants. Le Hamas a joué sur cet aspect en multipliant les embuscades et les pièges reposant sur des leurres réalistes, comme des enregistrements en hébreu simulant des otages appelant à l'aide¹⁴².

138. A. Jager, « The Transformation of the Israel Defense Forces », *Naval War College Review*, vol. 74-2, 2021, p. 6.

139. D. Rodriguez *et al.*, « The October 7 War: Observations, October 2023 – May 2024 », *op. cit.*, p. 31.

140. *Ibid.*, p. 32.

141. E. Weizman, *À travers les murs, L'architecture de la nouvelle guerre urbaine*, Paris, La Fabrique Éditions, 2008, p. 40 à 48

142. W. Booth, I. Stern et H. Balousha, « Ambushes and Booby Traps: Hamas Tactics Stir Confusion, Fear, Danger », *The Washington Post*, 22 décembre 2023, disponible sur : www.washingtonpost.com.

Ensuite, l'organisation du terrain urbain cloisonne fortement l'action dans des axes imposés et dominés par le bâti, ce qui contribue également à l'usure de la force en facilitant les actions de harcèlement adverse et en complexifiant le soutien logistique. La visibilité, la mobilité et les communications sont contraintes et ralentissent l'action ; les unités se retrouvent rapidement fractionnées et les combattants isolés. À tout cela s'ajoute une compression des distances, avec une majorité des engagements à très courte portée et une imbrication élevée avec l'adversaire. Toutes ces contraintes engendrent des difficultés de coordination et augmentent le risque de tirs fratricides, ce que *Tsahal* a éprouvé au cours des combats urbains pour le contrôle des villes de la bande de Gaza. Jusqu'à 25 % des pertes israéliennes au combat pourraient ainsi avoir été dues à des tirs fratricides¹⁴³. L'entraînement limité des réservistes et leur manque de maîtrise des effets des armes expliquent ce taux élevé¹⁴⁴. Des procédures classiques du combat urbain, comme la constitution de « zones tampons » entre les fuseaux des unités (zone bâtie entre deux axes de progression volontairement inoccupée et considérée comme une zone dangereuse tenue par l'ennemi), ont été redécouvertes et intégrées dans les retours d'expérience de *Tsahal*¹⁴⁵.

Enfin, l'opération « Glaives de fer » a rappelé une réalité de la guerre urbaine que les entraînements ne peuvent reproduire qu'imparfaitement, celle des ruines et débris provoqués par les destructions de bâtiments. En majorité due aux campagnes de frappes israéliennes, la destruction à grande échelle du bâti (63 % des infrastructures urbaines de la bande de Gaza étaient partiellement ou totalement détruites en septembre 2024¹⁴⁶) a généré de nombreux obstacles contraignants pour les hommes comme pour les véhicules. À titre d'ordre de grandeur, l'opération « Glaives de fer » a engendré un total de plus de 47 millions de tonnes de débris sur toute la bande de Gaza, à comparer avec les 2 millions de tonnes de débris comptabilisés en 2014, année de l'opération « Bordure protectrice »¹⁴⁷. 1 200 km de routes étaient détruits en août 2024, soit 63 % de l'infrastructure routière de la bande de Gaza¹⁴⁸. La complexité créée par les ruines a conduit *Tsahal* à créer une sous-catégorie du combat en zone

143. Entretien avec un officier français expert des forces de défense israéliennes du 28 avril 2025.

144. J. Watling et N. Reynolds, « Tactical Lessons from Israel Defense Forces Operations in Gaza, 2023 », *op. cit.*, p. 14.

145. J. Watling et N. Reynolds, « Tactical Lessons from Israel Defense Forces Operations in Gaza, 2023 », *op. cit.*, p. 15.

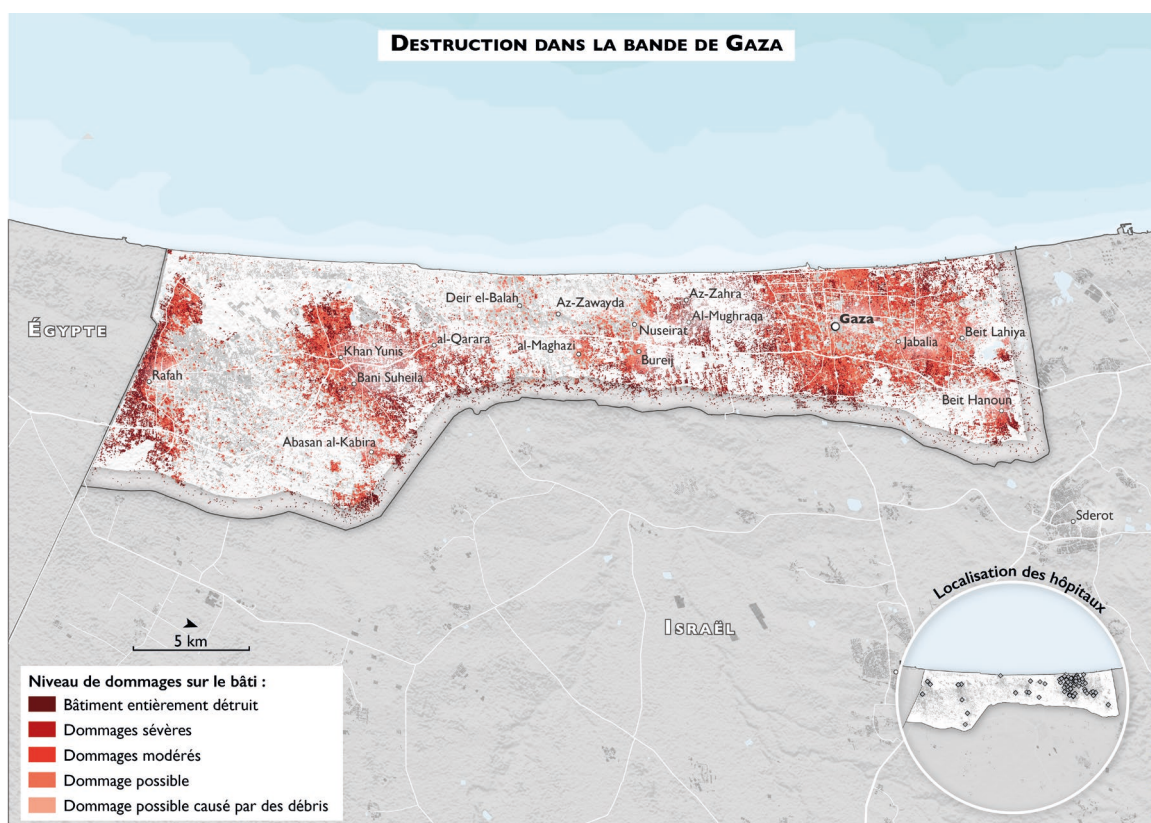
146. « Gaza Strip - Preliminary Debris Quantification: Damage Assessment Analysis: 6th September 2024 », United Nations Environment Programme, octobre 2024, disponible sur : <https://wedocs.unep.org>.

147. *Ibid.*

148. « UNOSAT Gaza Strip Road Network Comprehensive Damage Assessment », UNOSAT, 9 septembre 2024, disponible sur : <https://unosat.org>.

urbaine : le « combat en zone dévastée »¹⁴⁹. L'intégration de bulldozers D9 dans les brigades de combat s'est ainsi avérée particulièrement utile pour recréer des couloirs de mobilité et ouvrir des brèches ou combler des cratères. De même, alors que le char avait été jugé peu adapté à la guerre urbaine après 2006, sa mobilité et sa protection élevée ont pleinement réhabilité l'emploi du *Merkava* en zone urbaine¹⁵⁰.

Carte n° 5 : Destructures dans la bande de Gaza en septembre 2024



Source : AB Pictoris

La gestion des pertes et la protection du combattant

D'octobre 2023 (hors 7 octobre) à septembre 2024, les FDI ont perdu 393 soldats, ainsi que plus de 2 000 blessés au combat¹⁵¹, soit un *ratio* d'environ 1 mort et 6 blessés par jour. À titre de comparaison, lors de l'opération « Bordure protectrice », *Tsahal* avait déploré la perte de 66 tués et 725 blessés en 50 jours (1,3 mort et 14,5 blessés par jour). Malgré le bilan global, le taux de pertes de l'opération est particulièrement faible étant donné l'intensité des combats et le volume de réservistes engagés.

149. J. Watling et N. Reynolds, « Tactical Lessons from Israel Defense Forces Operations in Gaza, 2023 », *op.cit.*, p. 15.

150. Entretien avec un officier français expert des forces de défense israéliennes du 4 février 2025.

151. 2 364 blessés au 3 décembre 2024. Chiffres compilés à partir des données officielles de *Tsahal*, disponibles sur : www.idf.il et www.idf.il.

**Tableau n° 6 : Membres des FDI tués au combat (Gaza)
du 7 octobre 2023 au 27 septembre 2024**

Date	Membres des FDI tués au combat (Gaza)
07-oct	439
oct-23	53
nov-23	56
déc-23	102
janv-24	53
févr-24	18
mars-24	16
avr-24	7
mai-24	33
juin-24	25
juil-24	11
août-24	13
sept-24	6
Total (hors 7 octobre)	393
Total	832

© Pierre Néron Bancel, source : <https://www.idf.il>.

Ce faible taux est dû à plusieurs facteurs. Tout d'abord, il a été favorisé par le rythme volontairement mesuré de la progression au sol, comme détaillé *supra*.

Ensuite, l'emploi prioritaire de forces spéciales pour les opérations de combat rapproché, qu'il s'agisse de la conquête des tunnels ou des infrastructures urbaines comme l'hôpital al Shifa. À ce titre, les chiffres des pertes de l'unité du génie *Yahalom* sont édifiants : en 14 mois d'opération,

l'unité a perdu 14 soldats dont son commandant adjoint, ainsi que plusieurs centaines de blessés¹⁵².

Il faut aussi souligner l'excellence du soutien médical du combattant, en contraste net avec les défaillances relevées en 2006 pendant la guerre au Sud-Liban. Une surmédicalisation de l'avant (près de 800 personnels du domaine médical déployés à Gaza, au prix d'un volume élevé de pertes au sein des équipes médicales) a permis de tenir des délais de prise en charge inédits des blessés au combat, de l'ordre de moins de 4 minutes. Les FDI ont également pratiqué la transfusion sanguine systématique directement sur la zone d'engagement avant l'évacuation en cas d'hémorragie, ainsi que la pose de garrot. Enfin, la situation tactique a permis de prioriser les évacuations par hélicoptère pour la majorité des blessés, directement pris en charge par les hôpitaux nationaux. Le choix a été fait de prioriser la prise en charge initiale puis l'évacuation immédiate en s'affranchissant de l'étape intermédiaire de l'évacuation vers le poste de secours de la grande unité. L'amélioration de la prise en charge initiale et la réduction des délais d'évacuation ont permis de faire tomber significativement le nombre de morts à la suite d'une blessure (*died of wounds* – DOW). Le pourcentage de morts sur l'ensemble des soldats blessés (*casualty fatality rate* – CFR) est ainsi descendu à 6,5 %, alors qu'il était de 15 % lors de la deuxième guerre du Liban¹⁵³.

Enfin, l'importance accordée à la protection du combattant dans les équipements des forces terrestres permet d'expliquer le nombre limité de pertes au combat. La prééminence de véhicules fortement blindés comme le *Merkava IV* ou le *Namer* a permis de sauver les équipages lorsque le véhicule était touché, parfois à plusieurs reprises. Sur l'ensemble de la première année, moins de 5 *Merkava* semblent avoir été totalement détruits¹⁵⁴. Non seulement la protection passive de ces engins est excellente, mais en plus le système de protection active *Trophy*, permettant la neutralisation d'une munition anti-char par la projection d'une contre-mesure active, s'est révélé très efficace même à très courte distance (-50 m) dans la majorité des cas. L'enjeu reste la coopération infanterie/blindés, rendue particulièrement dangereuse avec ce type de protection. Les protections individuelles se sont révélées également très efficaces, avec de faibles taux de blessures au thorax¹⁵⁵.

152. Entretien avec un officier français expert des forces de défense israéliennes du 4 février 2025.

153. A. Pfeffer, « How the IDF is Using Lessons from Gaza to Teach the US How to Minimise Casualties », *The Jewish Chronicle*, 10 juillet 2024 ; entretien avec un officier général israélien, Tel-Aviv, avril 2025.

154. Entretien avec un officier français expert des forces de défense israéliennes du 4 février 2025.

155. Entretien avec un officier français expert des forces de défense israéliennes du 4 février 2025.

Coopération

« Faculté à agir voire à combattre conjointement avec l'ensemble des acteurs prenant part au règlement d'une crise extérieure ou intérieure.¹⁵⁶ »

L'appui aérien au service de la manœuvre terrestre

La coordination des feux air-sol en appui de la manœuvre terrestre apparaît comme l'un des aspects les plus aboutis de l'opération « Glaives de fer ». De l'avis de plusieurs experts de *Tsahal*, « Glaives de fer » représente l'intégration la plus poussée et la plus efficace du *close air support* (CAS) de toute l'histoire des engagements armés israéliens¹⁵⁷. Pour la première fois, l'appui aérien a été pensé en fonction de la manœuvre terrestre et pas indépendamment de celle-ci, comme cela avait pu être le cas en 2006 au Liban. Il s'agit d'une véritable « bascule culturelle au sein des forces aériennes, pour lesquelles le succès se mesure désormais aux progrès des unités terrestres de manœuvre¹⁵⁸ ».

Ce haut niveau de coordination est d'abord le fruit d'un ensemble d'évolutions structurelles conduites depuis les années 2010 au sein des FDI, comprenant entre autres l'établissement de cellules de coordination des feux au sein des brigades (2012), de centres d'entraînement aux actions aériennes (centre d'entraînement opérationnel Air en 2020 et « *Strike School* » en 2021), des exercices conjoints... Dès la phase de montée en puissance, des officiers de liaison ont été échangés entre composantes air et terre jusqu'au niveau des brigades¹⁵⁹.

L'acquisition du système d'information et de communication *Torch X* d'Elbit Systems¹⁶⁰ a également facilité la coordination interarmées. Enfin, les brigades disposent d'un accès direct aux forces aériennes avec une procédure d'urgence désormais éprouvée, appelée « *Flash* », qui permet d'établir une demande d'appui en boucle courte.

L'ensemble de ces facteurs a permis de diminuer les distances de sécurité du CAS de 1 000 à 250 m, voire jusqu'à 80 m¹⁶¹. Le *timing* des frappes aériennes dynamiques a aussi pu être mieux coordonné avec la manœuvre terrestre, pour éviter que les objectifs ciblés ne soient réinvestis par le Hamas avant que les troupes au sol n'aient pu les sécuriser¹⁶².

156. « Action terrestre future », Armée de Terre, 2016, p. 29.

157. M. Finkel, « Not a "War of Its Own": Offensive Air Support for the Maneuvering Forces in the Iron Swords War in Gaza. Factors of Success and Looking Ahead », *Aerospace and Defense*, n°1, novembre 2024.

158. *Ibid.*

159. Entretien de recherche avec un officier israélien, Tel-Aviv, avril 2025.

160. *Torch-X HQ*, <https://www.elbitsystems.com>, consulté le 7 mai 2025.

161. M. Finkel, « Not a "War of Its Own": Offensive Air Support for the Maneuvering Forces in the Iron Swords War in Gaza. Factors of Success and Looking Ahead », *op. cit.*

162. Entretien avec un officier général israélien le 29 avril 2025.

L'intégration inédite des forces spéciales

Comme évoqué *supra*, pour la première fois de l'histoire de *Tsahal*, des forces spéciales ont été intégrées à la manœuvre interarmes d'unités conventionnelles, subordonnées directement aux brigades. Cet apport d'unités spécialisées hautement qualifiées et entraînées s'est révélé extrêmement efficace pour conduire les opérations de combat les plus spécifiques ou les plus sensibles. Le raid sur l'hôpital al Shifa en mars et avril 2024 illustre bien la mise en œuvre de cette intégration. Cette opération de niveau brigade a vu dans un premier temps les unités blindées conquérir l'espace de manœuvre et réaliser le bouclage de la zone. Les unités conventionnelles d'infanterie se sont ensuite déployées dans la zone pour sécuriser les accès et l'intérieur de la zone, ouvrant la voie aux forces spéciales qui ont investi l'hôpital et ont procédé à la neutralisation des résistances et à la capture des objectifs. Ce sont également les forces spéciales qui ont réalisé l'ensemble des manœuvres en milieu confiné (reconnaissance et manœuvre dans les réseaux de tunnels). Malgré la différence culturelle marquée avec les unités conventionnelles, la subordination d'unités spéciales semble avoir produit des effets positifs, préservant les unités non formées aux milieux spécifiques et aux opérations rapprochées¹⁶³. De leur côté, les forces spéciales ont intégré leur nouveau rôle de fer de lance de la manœuvre interarmes dans leur doctrine d'emploi¹⁶⁴.

Le défi de la prise en compte de la manœuvre humanitaire

Intervenant dans une zone très densément peuplée, les FDI ont été confrontés dès leur entrée dans la bande de Gaza à la nécessité de tenir compte de l'aide humanitaire dans leurs opérations. Or, malgré une prise en compte réelle de la « manœuvre » de l'aide humanitaire par *Tsahal*, celle-ci a été sous-estimée et mise en œuvre de manière très insuffisante. De plus, la coordination avec les organisations humanitaires s'est révélée défailante, comme l'a tristement illustré la frappe d'un convoi de l'organisation non gouvernementale (ONG) World Central Kitchen ayant entraîné la mort de sept humanitaires le 1^{er} avril 2024¹⁶⁵. La destruction à grande échelle de l'infrastructure urbaine, comprenant entre autres les réseaux d'eau potable, d'électricité et d'évacuation des eaux usées, mais aussi les hôpitaux et centres d'ONG à but humanitaire, a rapidement exacerbé les besoins vitaux quotidiens de la population civile. À titre d'exemple, sur les 36 hôpitaux que compte la bande de Gaza, 19 étaient hors service en décembre 2024¹⁶⁶, avec

163. Entretien avec un officier général israélien, 5 mai 2025.

164. Entretien avec un officier français expert des forces de défense israéliennes du 28 avril 2025.

165. « Humanitaires tués à Gaza : sept morts après des frappes israéliennes », *France Info*, 2 avril 2024, disponible sur : <https://www.franceinfo.fr>.

166. « Gaza : survivre dans un piège mortel », Médecins sans frontières, décembre 2024, p. 8.

un pic à 24 structures hors service au cours de l'année 2024, le reste étant partiellement opérationnel¹⁶⁷. Les déplacements de population induits par les combats (90 % des 2,1 millions d'habitants de Gaza ont fui leur lieu d'habitation¹⁶⁸) n'ont fait qu'accentuer l'urgence de la prise en compte humanitaire au fur et à mesure de la progression des FDI.

Initialement, *Tsahal* s'est montré réticent à faire entrer de l'aide humanitaire dans la bande de Gaza. En effet, laisser passer des convois s'opposait à l'objectif d'isolement et de siège visé par la manœuvre d'encerclement de Gaza. De plus, il était admis au sein de la société israélienne que délivrer de la nourriture ou du carburant à la population gazaouie revenait à ravitailler directement le Hamas¹⁶⁹. Rapidement cependant, sous la pression internationale, les Israéliens ont dû autoriser les convois à entrer dans la bande de Gaza, bien que les contrôles drastiques mis en œuvre pour empêcher toute entrée d'armement aient longtemps réduit le nombre de camions largement en dessous du minimum nécessaire.

Ensuite, les FDI se sont rapidement trouvées confrontées au problème de la distribution de l'aide humanitaire. Gérer les flux de ravitaillement n'était pas suffisant, il a fallu éviter que le Hamas puisse faire main basse sur les ressources des convois et surtout qu'il puisse reprendre du pouvoir sur la population en s'arrogeant la maîtrise des opérations de distribution. Les FDI ont choisi d'armer eux-mêmes les points de distribution, offrant des cibles faciles pour leur adversaire et les mettant souvent dans une posture difficile face à une population civile n'hésitant pas à se montrer violente. Certaines opérations de distribution ont provoqué des mouvements de panique à grande échelle, comme lors du 29 février 2024 à Gaza où 112 personnes ont été tuées lors d'un mouvement de foule, instrumentalisé *a posteriori* par la communication du Hamas¹⁷⁰.

Afin de coordonner au mieux la gestion des civils avec la bonne marche des opérations, Israël s'appuie sur le Coordinateur des activités gouvernementales dans les territoires (COGAT), un organisme créé en 1967 en charge des affaires civiles dans les Territoires palestiniens occupés placé sous la responsabilité du ministère de la Défense. Sa branche « Gaza » autorise et supervise tous les mouvements d'approvisionnement terrestres, aériens et maritimes vers la bande de Gaza. Ces opérations impliquent un effort de coopération important avec les pays donateurs, les ONG, et particulièrement l'Égypte, pays par lequel transite la majorité des flux terrestres. Cinq points d'entrée sur le périmètre de Gaza ont été ouverts

167. « Peu d'hôpitaux fonctionnels à Gaza, et parfois les conditions sont "inimaginables" », *ONU Info*, disponible sur : <https://news.un.org/fr> (consulté le 20 mai 2025)

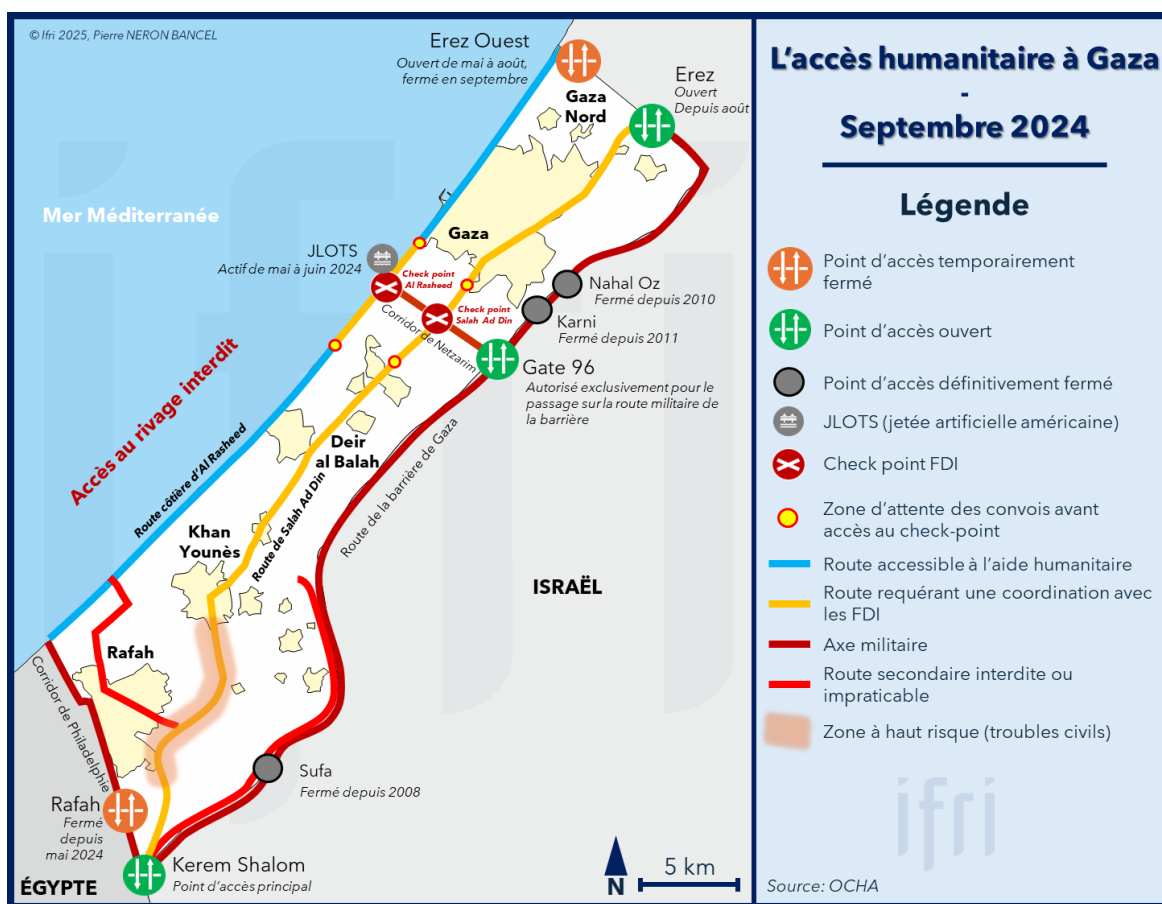
168. « Occupied Palestinian Territory », Bureau de la coordination des affaires humanitaires, disponible sur : <https://www.unocha.org> (consulté le 20 mai 2025).

169. Entretien avec des députés de la Knesset à l'Ifri, 30 janvier 2025.

170. V. Le Guen, « Ce que l'on sait sur la distribution d'aide humanitaire meurtrière à Gaza », *France Bleu*, 2 mars 2024, disponible sur : <https://www.francebleu.fr>.

pour les convois, le plus important étant celui de Keren Shalom à la frontière égyptienne. Bien que le COGAT assure que seules 15 % des demandes de transport ont été refusées pour des raisons opérationnelles¹⁷¹, les volumes d'aide délivrés auprès de la population sont demeurés très fluctuants et largement insuffisants au regard des besoins quotidiens, et Israël est accusée de bloquer les flux entrants de manière arbitraire¹⁷². Pour le mois de mars 2024 par exemple, l'ONU a estimé que seuls 26 % des convois d'aide alimentaire avaient été facilités par Israël (40 % de convois refusés et 34 % reportés ou entravés)¹⁷³.

Carte n 6 : L'accès humanitaire à la bande de Gaza - septembre 2024



© Pierre Néron Bancel.

Ainsi, malgré les moyens consentis par *Tsahal* pour inclure le volet humanitaire dans les opérations de contrôle de la bande de Gaza, la coordination avec les acteurs humanitaires s'est révélée sous-dimensionnée face à l'ampleur du défi. L'impact des destructions d'infrastructures, les déplacements répétés de la population dans des zones de regroupement

171. « Humanitarian Efforts Israel », disponible sur : <https://gaza-aid-data.gov.il> (consulté le 20 mai 2025).

172. « Gaza : survivre dans un piège mortel », Médecins sans frontières, décembre 2024.

173. « Humanitarian Access Snapshot - Gaza Strip | 1-31 March 2024 », Bureau de la coordination des affaires humanitaires, 6 avril 2024, disponible sur : <https://www.unocha.org>.

surpeuplées et les frictions autour de l'acheminement et de la distribution de l'aide ont aggravé une situation humanitaire déjà critique, dégradant la légitimité de l'action israélienne de manière significative. Cette dynamique s'est encore accentuée en 2025, lorsque la dégradation continue des conditions de vie a conduit les Nations unies à déclarer officiellement l'état de famine dans la bande de Gaza au mois d'août¹⁷⁴.

Performances stratégiques

Au terme de la première année de l'opération « Glaives de fer », Israël est-elle parvenue à convertir ses succès tactiques en résultats stratégiques durables ? L'analyse selon quatre axes — compréhension, influence, force morale et performance du commandement — permet de mesurer la cohérence entre objectifs affichés, moyens engagés et effets obtenus.

Compréhension

« Aptitude à percevoir, interpréter et apprécier un environnement opérationnel complexe et évolutif en vue de fournir le contexte, la perspicacité et la clairvoyance requis pour la prise de décision.¹⁷⁵ »

Surprise stratégique

L'une des grandes interrogations soulevées par l'opération « Déluge d'al-Aqsa » est la suivante : comment *Tsahal*, l'une des armées les plus réputées au monde, appuyée par des services de renseignement à la renommée internationale, a-t-elle pu être prise de court de manière aussi brutale par un acteur non étatique comme le Hamas, pourtant placé sous surveillance constante par Israël depuis des années ? Cette sidération rejoint la longue liste des surprises stratégiques, soit des événements qui *a priori* paraissent invraisemblables, bien qu'*a posteriori* prévisibles¹⁷⁶. C'était le cas de l'attaque japonaise contre Pearl Harbor en 1941, de l'invasion russe de l'Ukraine en 2022 mais également, dans l'histoire nationale israélienne, de la guerre du Kippour déclenchée le 6 octobre 1973, soit trente ans et un jour avant l'opération « Déluge d'al-Aqsa ».

Le gouvernement israélien n'a pour l'instant pas institué de commission d'enquête officielle évaluant les causes de la mise en échec de

174. « Famine Confirmed for First Time in Gaza », Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Unicef, Organisation mondiale de la santé (OMS) et Programme alimentaire mondial (PAM), 22 août 2025, disponible sur : www.who.int.

175. « Action terrestre future », armée de Terre, 2016, p. 25.

176. Voir C. Brustlein, « La surprise stratégique. De la notion aux implications », *Focus stratégique* n° 10, Institut français des relations internationales, 2008. L'étude note que : « Rarement défini avec précision, le concept de surprise stratégique traduit généralement l'idée d'une menace mal ou non anticipée frappant un État de manière inattendue et ébranlant ses conceptions et sa posture de sécurité. »

son appareil de sécurité, et ce en dépit d'une décision¹⁷⁷ de la Haute Cour de justice exigeant sa mise en place en mai 2025. Le pays possède pourtant une solide tradition de commissions d'enquêtes sur ses échecs sécuritaires, dont les plus connues sont la commission Agranat à la suite de la guerre du Kippour¹⁷⁸ et celle présidée en 2006 par le juge Winograd, post-guerre du Liban¹⁷⁹. La compréhension fine des manquements sécuritaires et leur correction revêtent un enjeu crucial pour Israël. Ce délai, justifié par le gouvernement par les opérations en cours, s'explique aussi par la sensibilité politique d'un établissement des responsabilités, qui pourrait mener à une série de démissions de haut niveau. Le général de brigade Yossi Sariel, commandant de l'unité 8200, a quitté ses fonctions le 12 septembre 2024¹⁸⁰, précédé en avril 2024 par le général Aharon Haliva, chef du renseignement militaire. En 2025, le chef d'état-major Herzi Halevi et le général Yaron Finkelman, commandant de la région Sud, ont également quitté leurs postes. Tous ont mis en avant leur échec à empêcher cette attaque.

Un autre point de crispation concerne la composition d'une telle commission : ses membres peuvent être nommés par le président de la Cour suprême et elle est traditionnellement dirigée par un de ses juges, dans un contexte où cette institution fait l'objet d'un feu nourri de la part du gouvernement. À l'inverse, si l'option d'une nomination directe par le Premier ministre était retenue, la capacité d'une commission à rendre un jugement impartial serait fragilisée¹⁸¹.

Ainsi, une première analyse de cette tragique erreur d'appréciation peut être faite à partir des éléments divulgués par les travaux de la commission dite civile, une initiative citoyenne qui a été mise sur pied afin de faire la lumière sur le 7 octobre 2023 dans un contexte de grande défiance vis-à-vis du gouvernement. Plus de 120 témoins ont été entendus dans ce cadre, dont des responsables militaires et politiques de premier

177. S. Ben-Nun et Y. Halfon, « Israeli Gov't Decides Against Launching State Probe into October 7 Massacre », *Jerusalem Post*, 5 mai 2025.

178. B. Sentenac, « La "Commission Agranat" et la guerre du Kippour : Qu'attendre d'une commission d'enquête sur les défaillances des services de renseignement et de l'armée ? », *Revue de défense nationale*, n° 874, novembre 2024, p. 71-82.

179. P. Razoux, « Après l'échec. Les réorientations de Tsahal depuis la deuxième guerre du Liban », *Focus stratégique*, n° 2, Institut français des relations internationales, octobre 2007.

180. En dépit de la sensibilité de ses fonctions, l'identité de ce général a été révélée par le *Guardian*. Il a en effet publié un ouvrage sur internet (sans maison d'édition), intitulé *The Human-Machine Team*, sous le nom de Brigadier General Y.S., dans le cadre d'un séjour de recherche d'un an à la US National Defense University à Washington. La page de publication était liée à son compte gmail, ce qui a permis son identification. Dans ce livre publié en 2021, il décrit la manière dont est utilisée l'IA dans un contexte militaire, notamment pour construire des « machines à cibles ». H. Davies et B. McKernan, « Top Israeli Spy Chief Exposes his True Identity in Online Security Lapse », *The Guardian*, 5 avril 2024, disponible sur : www.theguardian.com.

181. S. Forey, « En Israël, l'enquête impossible sur le fiasco sécuritaire », *Le Monde*, 6 octobre 2024, disponible sur : www.lemonde.fr.

plan¹⁸². Ces éléments sont complétés par un rapport de *Tsahal* faisant la synthèse de multiples enquêtes internes, conduites à différents échelons clés, dont les conclusions ont été dévoilées à la presse en février 2025. Le rapport établit que l'attaque du Hamas a représenté une surprise totale en dépit de signaux qui n'ont pas été compris.

Cette attaque a créé la surprise à quatre égards : le moment choisi, l'ampleur de l'assaut, la rapidité des assaillants et la violence de leurs méthodes. À ce stade, trois séries d'erreurs peuvent être notées : une surconfiance liée à l'importance accordée à la technologie, une sous-estimation de l'ennemi et un dysfonctionnement de la chaîne de commandement.

Premièrement, Israël a fait preuve d'un excès de confiance dans la technologie et est paradoxalement tombée dans le piège de la transparence, selon lequel « la clarté visuelle acquise par la technologie ne garantit pas pour autant la clarté cognitive qui permettrait de comprendre les intentions de l'adversaire, voire de prédire ses actions »¹⁸³. Ici, ce paradoxe de la transparence a joué à plein : la surveillance massive de la population gazaouie ne signifie pas nécessairement une clairvoyance et une compréhension juste de l'intention du Hamas.

Cet excès de confiance s'explique par trois facteurs. Comme expliqué en première partie, le modèle même des FDI a conduit à un investissement important dans la technologie, qui nourrit un sentiment parfois illusoire de contrôle. La barrière dite « intelligente » qui, modernisée en 2021, collecte grâce à une série de capteurs, de radars et de caméras thermiques des données a renforcé cette illusion de maîtrise de la menace à Gaza. Plus généralement, la doctrine même des FDI a progressivement évolué vers une approche où le renseignement technique a pris une place prépondérante. Le général Yossi Sariel, commandant de l'unité 8200, a ainsi expliqué dès 2021 que l'intelligence artificielle permettait une « révolution » dans le traitement des données hétéroclites qui exigeait une refonte des approches traditionnelles : « La machine a besoin d'assez de données ayant trait au champ de bataille, la population, les informations visuelles, les données cellulaires, les connexions à des réseaux sociaux, les images, les contacts téléphoniques. Plus les données sont nombreuses et variées, mieux c'est. »¹⁸⁴

Dans ce cas précis, l'effet pervers de l'accent mis sur ce type de renseignement est de marginaliser les autres signaux issus du terrain. La progressive marginalisation du renseignement humain (HUMINT) au sein de l'appréciation par le Shin Beth et *Tsahal* de la menace s'est accentuée par

182. S. Sokol, « Échecs du 7 octobre : L'enquête civile blâme Netanyahu, mais que... », *The Times of Israel*, 26 novembre 2024, disponible sur : <https://fr.timesofisrael.com>.

183. G. Garnier et P. Néron-Bancel, « “De l'autre côté de la colline”. Atouts et fausses promesses de la transparence du champ de bataille », *Focus stratégique*, n° 118, Institut français des relations internationales, mai 2024.

184. Y. S., *The Human-Machine Team*, auto-edition, 2021.

la difficulté croissante à recruter des sources humaines, du fait des efforts du Hamas pour verrouiller la branche militaire de l'organisation. Débuté depuis le désengagement israélien de la bande de Gaza en 2005 et la prise de pouvoir par le Hamas en 2007, ce désinvestissement dans le HUMINT n'a fait que s'accélérer après la prise en main du mouvement par Yahya Sinwar en 2017. Son itinéraire politique est à cet égard éloquent : né dans le camp de réfugiés de Khan Yunès après que ses parents, originaires d'Ashkelon, ont fui en 1948, il se fait connaître en créant le premier service de renseignement du Hamas, nommé « al-Majd », consacré à la traque des Palestiniens collaborant avec Israël¹⁸⁵.

Deuxièmement, des biais de perception ont conduit à une sous-estimation de l'ennemi. Cette erreur d'évaluation intervient à la fois dans les intentions du Hamas dans sa volonté d'attaquer Israël en dépit d'un rapport de force défavorable, et également dans ses capacités. Sur le premier volet, l'évaluation dominante était celle d'un Hamas « contenu », notamment par les transferts financiers qataris, cherchant davantage à assurer la gouvernance à Gaza. La ligne politique portée par le gouvernement de Netanyahu était de renforcer le Hamas pour affaiblir l'Autorité palestinienne, et ce faisant diviser les Palestiniens entre Cisjordanie et Gaza afin d'empêcher la création d'un État palestinien¹⁸⁶. Cette vision avait d'ailleurs été brièvement entérinée par l'administration Trump I, qui, dans son « *deal of the century* » proposé par Jared Kushner, avait émis l'idée d'une indépendance de la bande de Gaza et de la reconnaissance de la légalité de la colonisation en Cisjordanie¹⁸⁷. Sur le second volet ayant trait à la méconnaissance des capacités du Hamas, la fixation israélienne sur les tunnels a détourné l'attention d'une possibilité d'une attaque sur terre, à l'aide de bulldozers, et par air, à l'aide de parapentes (le succès tactique de la manœuvre par la mer du Hamas étant anecdotique). L'utilisation de drones et le niveau de renseignement dont disposaient les brigades *Izz al-Din al-Qassam*, de fait assez précis quant au ciblage des capteurs israéliens, ont créé la surprise. Le mouvement était perçu comme incapable de mener une attaque conventionnelle d'envergure, *a fortiori* pour un acteur non étatique ne disposant pas de blindés, ni d'aviation, ni de marine, sans profondeur stratégique ni mobilité.

Ces différents biais ont conduit à ne pas prendre la mesure des signaux d'alerte, pourtant rétrospectivement clairs. Par exemple, le Shin Beth et *Tsahal* disposaient des plans d'une attaque intitulée « Mur de Jericho », dont la similarité frappe avec l'opération « Déluge d'al-Aqsa ». D'après le

185. S. Forey, « Yahya Sinouar, chef militaire et politique radical du Hamas, architecte de l'attaque du 7-October, est mort », *Le Monde*, 17 octobre 2024, disponible sur : www.lemonde.fr.

186. T. Schneider, « Pendant des années, Netanyahu a soutenu le Hamas. Aujourd'hui, on en paie le prix », *The Times of Israel*, 8 octobre 2023.

187. U. Dekel, A. Kurz et N. Shusterman, « The Deal of the Century: Where Does it Lead? », Institute for National Security Studies, 24 février 2020.

New York Times, qui a révélé cette information et a pu consulter le document, le mode opératoire décrit est celui du 7 octobre : barrage de roquettes forçant les soldats à rester dans leurs abris, drones neutralisant les caméras de sécurité et les systèmes de défense automatisés, combattants du Hamas traversant à pied, en voiture ou en parapente, prise massive d'otages¹⁸⁸.

De même, les unités postées à la frontière et chargées de l'observation, dites de guetteuses (« *tatzpitaniot* ») du Corps de défense des frontières, ont émis des alertes très régulières à leur hiérarchie, à propos d'activités telles que l'augmentation des entraînements du Hamas et de nombreux déplacements en pick-up d'hommes armés. Ces alertes, faites par des unités exclusivement féminines, transmettant leurs informations en temps réel – ce qui leur vaut leur surnom « les yeux de l'armée » –, ont été ignorées. Ces signaux, qualifiés de « faibles », posent la question de la distinction même entre signaux faibles et forts dans l'analyse. Par ailleurs, ces soldates n'avaient pas reçu de formation en cas d'invasion et ne disposaient pas d'armes en dépit de leur extrême proximité avec Gaza, ce qui ne leur a pas permis de résister à l'attaque le moment venu. Leurs témoignages font également état de caméras cassées qui n'avaient pas été réparées et de ballons de surveillance défectueux, pourtant censés couvrir des angles morts. Le témoignage du père de l'une des soldates est à cet égard éclairant. Sa fille lui avait parlé des caméras défectueuses. À la commission d'enquête civile, ce dernier témoigne : « J'ai écouté mais je n'ai pas agi. Je lui ai dit que nous avons la meilleure et la plus forte armée du monde.¹⁸⁹ »

L'utilisation imprudente des réseaux sociaux par les FDI elles-mêmes a été mise à profit par le Hamas. En septembre 2023, alors qu'une des guetteuses de la base de Nahal Oz célèbre son anniversaire, des membres du Hamas érigent une grande banderole derrière la barrière indiquant en hébreu « Bon anniversaire » suivi du nom de la soldate – tuée le 7 octobre. Par l'étude des photos postées sur les réseaux sociaux, les membres du Hamas connaissaient la base, avec ses éléments clés tels que la localisation de l'armurerie, la chambre du commandant et l'emplacement des abris¹⁹⁰. Les FDI ont ainsi trouvé une réplique de la base lors de leur entrée à Gaza, destinée à permettre l'entraînement du Hamas.

Ces biais de perception sont complétés par des biais organisationnels liés à une chaîne décisionnelle dysfonctionnelle. La question de la non-prise en compte d'avis considérés comme moins importants du fait de la hiérarchie ou du genre constitue un premier problème. Ainsi, en juillet

188. R. Bergman et A. Goldman, « Israel Knew Hamas's Attack Plan More Than a Year Ago », *The New York Times*, 30 novembre 2023.

189. S. Sokol, « Des Tatzpitaniot témoignent de problèmes et de manque d'entraînement avant le 7 octobre », *The Times of Israel*, 18 septembre 2025, disponible sur : <https://fr.timesofisrael.com>.

190. R. Rérolle, « Après le 7-October, le père d'une guetteuse israélienne devenu figure de proue des familles endeuillées », *Le Monde*, 15 avril 2025, disponible sur : www.lemonde.fr.

2023, une sous-officier de l'unité 8200 a alerté sa hiérarchie qu'un exercice du Hamas reproduisait exactement le plan « Mur de Jéricho » mentionné précédemment, et a multiplié les avertissements à différents échelons. La 143^e division territoriale *Firefox* en charge de la bande de Gaza a rédigé un mémo interne évoquant une attaque majeure accompagnée de la prise de 250 otages¹⁹¹. Une des commandantes de la base de Nahal Oz, parce qu'elle était intimement convaincue qu'un raid se préparait et qu'elle lançait de multiples alertes à ce sujet, avait même été surnommée « raid » par ses frères et sœurs d'armes¹⁹². Ces alertes ont toutefois été considérées comme « imaginaires » ou « irréalistes » par leurs hiérarchies. Enfin, le système central de gestion de l'information instauré par le général Yossi Sariel, et géré par des algorithmes, a bloqué le rapport de cette sous-officier¹⁹³.

Israël dispose pourtant de mécanismes destinés à challenger les analyses dominantes, comme l'unité *Ipcha Mistabra (Red Team)* d'Aman (le renseignement militaire israélien). Le chef d'*Ipcha Mistabra* a affirmé avoir émis quatre alertes dans les trois semaines précédant le 7 octobre, en soulignant que le Hamas estimait, du fait des troubles politiques internes, qu'Israël était dans une position de faiblesse que le mouvement était en mesure d'exploiter. Deux de ses rapports auraient été largement diffusés aux échelons politiques et militaires¹⁹⁴. Les analyses émises par cette unité ont dans ce cas précis souffert de limites bien connues : plus le rôle de l'avocat du diable tend à devenir ritualisé, plus il est perçu comme marginal car souvent erroné. La commission d'enquête civile a également souligné la politisation de cette unité, utilisée dans la lutte de pouvoir instaurée entre le Premier ministre et les agences de renseignement comme un instrument de délégitimation de ces dernières plutôt que comme source de contestation authentique.

Du fait de ces différents biais et dysfonctionnements, la réaction des FDI à l'opération « Déluge d'al-Aqsa » a été tardive. Dans la nuit du 6 au 7 octobre, une activation massive de cartes SIM israéliennes à Gaza a été détectée. Cependant, ce cas de figure avait déjà eu lieu, laissant penser qu'il pouvait s'agir d'une fausse alerte. Le directeur du Shin Bet, Ronen Bar, et les responsables du commandement Sud ont bien été alertés. À 4 heures du matin, le chef d'état-major Herzi Halevi a participé à une réunion d'évaluation. *Tsahal* a choisi de relever discrètement le niveau d'alerte dans les airs et en mer mais pas au sol, craignant que le Hamas ne détecte ce changement et le considère comme une provocation. Finalement, le

191. « 3 weeks before Oct. 7, IDF Gaza Division warned of Hamas plan to attack, take 250 hostages », *Times of Israel*, 17 juin 2024.

192. R. Rérolle, « Après le 7-Octobre, le père d'une guetteuse israélienne devenu figure de proue des familles endeuillées », *op. cit.*

193. « Un haut responsable des services secrets israéliens sur la sellette », France Inter, 8 avril 2024, disponible sur : www.radiofrance.fr.

194. « Head of IDF Devil's Advocate Unit Tried Repeatedly in September to Warn of Possible Hamas Attack », *Times of Israel*, 6 janvier 2024.

secrétaire militaire du Premier ministre Netanyahu, le général Avi Gil, n'a été informé de la situation qu'à 6h15, soit 15 minutes avant le début de l'attaque.

L'attaque du 7 octobre illustre donc le cas typique d'un paradoxe du risque, tel que défini par Michael Handel : plus une attaque semble improbable, moins elle est prise au sérieux, ce qui accroît paradoxalement ses chances de réussite¹⁹⁵. Face à un ennemi asymétrique, Israël a été victime d'une *hubris* technologique, de biais cognitifs, de mécanismes internes inefficaces et d'une gouvernance sécuritaire affaiblie.

Le ciblage : des assassinats ciblés à grande échelle

La notion de « pureté des armes » (*Tohar HaNeshek*), qui consacre un principe de retenue dans l'emploi de la force, constitue le pilier moral de l'armée israélienne, en même temps qu'un élément central de son récit identitaire. Les FDI ont donc développé au fil des ans, pour des raisons morales autant que stratégiques, un savoir-faire mondialement reconnu dans le domaine du ciblage¹⁹⁶.

Ce savoir-faire repose à la fois sur la prééminence du renseignement dans les opérations, avec une identification individuelle des membres des forces ennemies, ici du Hamas, et un principe d'économie des moyens, puisque le modèle d'armée d'Israël n'est pas fondé sur la masse mais bien sur la supériorité technologique, rendant de ce fait incontournable un armement de précision.

Israël a adopté de longue date une politique de SIKUM – acronyme de *sikul memukad*, littéralement « prévention ciblée » –, qui vise à éliminer des individus considérés comme posant une menace, principalement par l'utilisation de l'arme aérienne. Le fondateur même du Hamas, le Cheikh Ahmed Yassine, a été tué dans un assassinat ciblé conduit par les FDI en 2004. Popularisée depuis vers d'autres armées occidentales, *a fortiori* après les avancées technologiques dans le domaine des drones, cette approche concernait uniquement des cibles dites à haute valeur, donc stratégiques. Les commandants des brigades *Izz al-Din al-Qassam*, par exemple, ont ainsi tous été tués dans le cadre de SIKUM. Le ciblage était principalement cantonné aux cibles de nature militaire et était conduit en veillant à minimiser les « dommages collatéraux », en utilisant des armes de

195. Cette analyse est développée dans l'excellente note de Michel Wyss, « The October 7 Attack : An Assessment of the Intelligence Failings », *CTC Sentinel*, octobre 2024.

196. L'expression « pureté des armes », véritable boussole morale de *Tsahal*, apparaît avant la création de l'État, lors d'un discours prononcé par Berl Katzenelson en 1939 : « La retenue signifie que nos armes demeurent pures. Nous apprenons l'usage des armes, nous les portons, nous faisons face à nos ennemis. Mais nous ne voulons pas que nos armes soient tachées du sang d'innocents. » S. Cohen, *Tuer ou laisser vivre. Israël et la morale de la guerre*, Paris, Flammarion, 2025, p. 21.

précision dans une volonté de respect du droit international, bien que la pratique en elle-même soit controversée¹⁹⁷.

De l'aveu même des FDI, la riposte au 7 octobre a conduit à rompre avec cette exigence de précision. Comme le déclare Daniel Hagari, le porte-parole de *Tsahal*, le 9 octobre 2023 : « L'accent est mis sur les destructions, pas sur la précision. » Ainsi, l'opération « Glaives de fer » s'est traduite par une application de la doctrine des SIKUM à une échelle sans précédent. En lien avec l'objectif assigné par le Premier ministre à l'armée israélienne d'« éradication totale » du Hamas, « jusqu'à la racine »¹⁹⁸, *Tsahal* a conduit des opérations d'élimination systématique de tous les Palestiniens associés au Hamas ou au Djihad islamique. Comme le déclare le Premier ministre Benjamin Netanyahu le 11 octobre 2023 : « Tous les membres du Hamas sont des hommes morts.¹⁹⁹ »

Une telle ambition, encore chimérique il y a quelques années, a été rendue possible d'une part par la masse considérable de données collectées par les FDI et les agences de renseignement, et d'autre part par la puissance de calcul de l'IA mise au service du ciblage. Développés pour la *Target Division* et issus de l'unité 8200, au moins six logiciels ont été recensés dans l'opération « Glaives de fer » : *Alchemist*, pour calculer la trajectoire adéquate d'interception des roquettes ; *Gospel* (en hébreu *Habsora*), pour détruire des infrastructures ; *Depth of Wisdom*, pour la localisation des tunnels ; *Fire Factory* pour l'élaboration en temps réel de plans de frappes ; *Lavender* pour l'identification des cibles humaines ; et *Where's Daddy* pour leur localisation²⁰⁰.

La caractéristique de l'opération « Glaives de fer » est donc un ciblage intensif, à la fois au vu du nombre inédit de cibles générées mais aussi de par l'extension de la nature de ces cibles, qui ne relèvent pas toutes du champ militaire. Selon les autorités israéliennes, plus de 15 000 cibles auraient été frappées au cours des 35 premiers jours du conflit à Gaza – soit trois fois plus qu'au cours de l'opération « Bordure protectrice » en 2014 (51 jours) – et près de la moitié d'entre elles correspondent à des « cibles de puissance » (que l'on pourrait traduire par « cibles stratégiques »), dont des universités, des lieux religieux, des offices gouvernementaux²⁰¹.

197. A. Férey, *Assassinats ciblés, critique du libéralisme armé*, Éditions du CNRS, 2020 ; R. Bergman, *Lève-toi et tue le premier, L'histoire secrète des assassinats ciblés commandités par Israël*, Paris, Grasset, 2020.

198. « Gaza : Benyamin Netanyahu jure d'éliminer le Hamas "jusqu'à la racine" », *Le Figaro*, 3 juillet 2025, disponible sur : www.lefigaro.fr.

199. « Joint statement by PM Netanyahu and MK Benny Gantz », Gouvernement d'urgence israélien, 11 octobre 2023.

200. L. de Roucy-Rochegonde et A. Férey, « De Gaza à l'Ukraine : l'intelligence artificielle en guerre », *Politique étrangère*, vol. 89, n° 3, 2024.

201. Selon les déclarations du porte-parole de l'armée israélienne, Daniel Hagari. Voir : Y. Abraham, « Inside Israel's Mass Assassination Factory », *+972 Magazine*, 30 novembre 2023, disponible sur : www.972mag.com.

**Tableau n° 7 : Évolution du nombre de cibles traité
par l'armée israélienne par opération**

Nom de l'opération	Durée du conflit en nombre de jours	Nombre de cibles	Nombre de cibles par jour en moyenne
Glaives de fer (2023)	35	15 000	429
Gardiens des murs (2021)	11	1 500	136
Bordure protectrice (2014)	51	5 748 (estimation moyenne)	112
Pilier de Défense (2012)	8	1 500	187
Plomb durci (2008)	22	3 400	155

Source : Y. Abraham, [+972](#).

Quatre catégories de cibles peuvent être répertoriées. Premièrement, les FDI ont traité des cibles tactiques, c'est-à-dire des lieux d'entraînement du Hamas, des caches d'armes, des sites de lancement de roquettes.

Deuxièmement, le ciblage israélien s'est concentré sur les cibles souterraines, donc les tunnels, avec des frappes aériennes pour entraîner l'effondrement des maisons au-dessus ou à proximité de leurs entrées et sorties.

Troisièmement, des cibles dites « de puissance » (*matarot otzem*) ont été identifiées, parmi lesquelles des immeubles de grande hauteur et des tours résidentielles, dont le Hamas aurait pu se servir comme poste d'observation. Ces pratiques avaient déjà été expérimentées lors de l'opération « Gardiens des murs » en 2021. Les FDI avaient cependant pris soin d'évacuer l'immeuble en amont de la frappe, évacuation dont l'efficacité avait été vérifiée à l'aide de drones²⁰². Cela n'a pas été systématiquement le cas lors de l'opération « Glaives de fer », augmentant *de facto* les dommages collatéraux de manière significative, beaucoup de personnes se trouvant ensevelies sous les ruines. Les cibles de puissance concernent également des bâtiments publics, comme des universités ou des bureaux gouvernementaux. L'objectif de ces cibles, dans la

202. Y. Abraham, *op. cit.* L'immeuble abritant les locaux d'Associated Press et d'Al-Jazira avait déjà été détruit par l'armée israélienne en 2021 et faisait, d'après l'article, partie des « cibles de puissance ».

droite ligne des théories de Giulio Douhet²⁰³, est d'inciter la population à se révolter devant les souffrances qu'elle endure et à faire pression sur son gouvernement, en l'occurrence le Hamas, pour stopper la guerre.

Enfin, dernière catégorie de cibles, les cibles humaines. Elles concernaient auparavant, dans la lignée des SIKUM, des personnes haut placées dans la hiérarchie du Hamas (des « *senior commanders* »). Le fait de les tuer avec leur famille était perçu par les FDI comme « particulièrement brutal », d'où un principe de parcimonie et de prudence dans la désignation des cibles et la réalisation des opérations. Lors de l'opération « Glaives de fer », les FDI ont fait le choix de généraliser ce ciblage à tous les membres du Hamas, qu'ils soient *senior* ou *junior*. La production d'un nombre aussi important de cibles humaines (l'algorithme en a proposé près de 37 000) a été rendue possible par le logiciel *Lavender*, qui fusionne et agrège des données hétéroclites telles que les biodata (nom, prénom, âge), leurs données de communication, leurs présences sur les réseaux sociaux, des images captées par des drones ou des vidéos de surveillance. À partir de l'étude croisée de ces données, *Lavender* classe les Gazaouis en leur attribuant une note qui évalue la probabilité d'appartenance au Hamas. Le facteur décisif ici est bien la vitesse de calcul pour déterminer qu'une cible est valide, grâce à la capacité de l'IA à identifier des *patterns* ou schémas qui permettent de catégoriser la cible. C'est donc la corrélation entre l'amplitude de la base de données et la vitesse de traitement de ces dernières qui est permise par l'IA. Ce type de logiciel automatise la production des dossiers d'objectifs par le croisement des données issues de multiples sources, sur un modèle proche des *signature strikes* américaines. Les cibles peuvent ainsi être sélectionnées en fonction de schémas de vie déduits par les algorithmes, sans confirmation formelle de leur identité. Par exemple, changer fréquemment de téléphone ou de domicile, allumer son téléphone à certains moments de la journée, être sur un groupe WhatsApp dans lequel est un autre membre du Hamas ou posséder un téléphone ayant appartenu à un membre du Hamas, sont autant d'indices qui augmentent la probabilité de faire partie du mouvement.

Cette liste de noms est ensuite importée dans un autre logiciel, intitulé *Where's daddy?*, qui a pour fonction de localiser les personnes désignées lorsqu'elles sont dans leur maison avec leur famille, de manière à maximiser les chances de les tuer. D'après les témoignages d'officiers recueillis par le journaliste Yuval Abraham, lorsqu'il s'agissait de « *garbage target* », c'est-à-dire de personnes à faible valeur tactique (des « *juniors operatives* »), des munitions non guidées ont été le plus souvent utilisées, du fait de la pénurie sur les kits de guidage, qui font régulièrement l'objet de tractations avec les États-Unis²⁰⁴.

203. G. Douhet, *La maîtrise de l'air*, 1921 ; R. Pape, *Bombing to Win: Air Power and Coercion in War*, Ithaca, Cornell University Press, 1996.

204. Y. Abraham, « Inside Israel's Mass Assassination Factory », *op. cit.*

Du ciblage non ciblé ?

Une extension aussi massive des éliminations ciblées dans l'opération « Glaives de fer » comporte deux faiblesses principales.

D'une part, le taux d'erreur de *Lavender* a mené à des erreurs massives de ciblage. Avant son déploiement dans l'opération « Glaives de fer », un échantillon a été collecté et vérifié manuellement, relevant un taux d'erreur de 10 %. Or, si l'on fait un calcul rapide, pour 37 000 cibles, soit ce que *Lavender* a identifié comme membre du Hamas au début du conflit, 3 700 personnes auraient été ciblées par erreur. Enfin, si l'on postule avec les connaissances obtenues sur le logiciel *Where's daddy?* que ces personnes sont ciblées dans leur environnement familial avec en moyenne 5 personnes autour d'eux, on arrive donc à 18 500 civils tués, soit plus ou moins le nombre de morts estimé après 35 jours de conflit.

Deuxième erreur, les mesures de précaution prises pour épargner les « dommages collatéraux », c'est-à-dire les personnes qui se trouvent dans la proximité immédiate de cibles militaires, ont été drastiquement réduites. Leur mort n'est pas en contradiction avec les prescriptions du droit international humanitaire, à condition 1/ qu'elles ne soient pas visées intentionnellement ; 2/ que tous les efforts soient faits pour les sauver (principe de précaution) ; et que 3/ l'objectif militaire le justifie (principe de proportionnalité)²⁰⁵. Les FDI ont ainsi consacré des efforts importants à l'information de la population, par le biais de posts sur les réseaux sociaux, mais aussi par l'envoi de messages directement sur les téléphones des Gazaouis et par le largage de tracts (en avril 2024, l'armée israélienne déclarait en avoir largué 16 millions²⁰⁶) pour les informer de bombardements et les renseigner sur la localisation des « *safe zones* ». Des drones diffusant des messages en arabe ont également été mis à contribution. Cependant, d'autres procédures plus rigoureuses mises en place dans les précédentes opérations des FDI, comme le « *knock on roof* »²⁰⁷ – qui commande d'envoyer une première charge « frappant au toit », suffisamment faible pour ne pas détruire le bâtiment, afin d'informer les habitants qu'ils ont 5 minutes pour partir car leur immeuble va être bombardé –, n'ont pas été appliquées²⁰⁸. Comme l'a déclaré le chef de l'armée de l'air israélien, le général Omer Tishler, ces procédures ne sont plus la norme pour l'opération « Glaives de fer » : « Nous agissons précisément et professionnellement mais plus chirurgicalement. Je ne parle

205. Voir G. S. Corn et A. Férey, « Droit humanitaire et combats urbains : entretien avec Geoffrey S. Corn ; entretien avec Amélie Férey », CESA, *Vortex*, n° 7, « Varia », 2025, disponible sur : www.calameo.com.

203. S. Hegarty et A. Nour, « Gaza Evacuation Warnings from IDF Contain Many Errors », BBC, 5 avril 2024.

207. « Le “roof knocking” ou comment Israël évite les victimes civiles à Gaza », *Times of Israel*, 20 mai 2021, disponible sur : <https://fr.timesofisrael.com>.

208. « Senior Israeli Source: Gaza will not be Hamastan; “Roof Knocking” Policy no Longer Norm », *Times of Israel*, 9 octobre 2024, disponible sur : www.timesofisrael.com.

pas d'une, de dizaines ou de centaines de frappes. On parle de milliers de munitions.²⁰⁹ », indiquant par là un arbitrage fait dans l'allocation de l'arsenal disponible, les munitions de précision étant d'abord réservées à la confrontation possible avec le Hezbollah et l'Iran, et donc avec des cibles d'importance stratégique.

Ainsi, les FDI ont élargi leur ciblage à l'ensemble des membres du Hamas, tout en accordant une moindre priorité à la limitation des dommages collatéraux. Cette évolution s'est traduite par un niveau de pertes civiles particulièrement élevé, largement relevé par la communauté internationale. Dans un contexte marqué par une intense guerre informationnelle, Israël, soucieux de préserver sa légitimité, a fait le choix d'infléchir sa posture habituelle de retenue et de précision. La violence de l'attaque initiale du Hamas a contribué à déplacer le cadre du conflit vers une dynamique plus émotionnelle, faisant peser un risque d'altération du discernement stratégique dans la conduite des opérations.

Influence

« Capacité à agir sur les perceptions à un degré équivalent aux actions cinétiques et classiques.²¹⁰ »

L'opération « Glaives de fer » a montré que les succès tactiques sur le terrain ne peuvent faire l'économie de succès sur le plan de la guerre des opinions. Afin de mener à bien son effort de guerre, Israël est dépendant de la communauté internationale, et principalement des États-Unis. Le soutien de Washington lui est nécessaire pour financer son effort de guerre, reconstituer ses stocks d'équipements et de munitions, mais également pour assurer sa position stratégique. La densité du positionnement militaire des États-Unis dans la région en fait un partenaire incontournable et un allié de poids. Les 40 000 soldats américains postés au Moyen-Orient, ainsi que la mobilisation de plusieurs porte-avions américains dans une posture de réassurance vis-à-vis du Hezbollah et de l'Iran après l'attaque du 7 octobre, sont des données fondamentales de la posture stratégique israélienne. La menace d'un arrêt partiel de livraisons faite de manière récurrente par l'administration Biden²¹¹ démontre que la confrontation militaire classique se joue aussi sur le terrain de l'opinion internationale.

Israël n'a pas découvert la nécessité de penser conjointement les opérations cinétiques et non cinétiques lors de l'opération « Glaives de fer ». Les efforts de communication pour légitimer ses opérations militaires sont ancrés dans une histoire qui remonte à la création de l'État, actant le

209. E. Fabian, « Air Force Say it's Hitting Gaza on a Unprecedented Scale », *Times of Israel*, 11 octobre 2023, disponible sur : www.timesofisrael.com.

210. « Action terrestre future », Armée de Terre, 2016, p. 51.

211. « Biden décide de l'arrêt de livraisons d'armes offensives vers Israël », *Le Monde*, 9 mai 2024, disponible sur : www.lemonde.fr.

principe que jouir d'une bonne image à l'international afin de sécuriser ses alliances militaires et politiques avec des puissances étrangères participe pleinement de l'effort de guerre. En Israël, la question de l'influence est abordée sous au moins deux prismes distincts : la *hasbara* (« l'explication »), menée par l'échelon politique, et la guerre cognitive, menée par l'échelon militaire. À des fins de compréhension pour un public français, ces catégories ne sont que partiellement reprises ici, puisqu'elles sont dissoutes dans les catégories françaises de communication stratégique, communication opérationnelle et opérations psychologiques²¹². Enfin, Israël a également mobilisé le droit dans une approche de *lawfare* pour répondre aux critiques auxquelles elle a fait face, mais aussi limiter les différentes procédures pénales lancées à son encontre.

Communication stratégique : la *hasbara*

Les efforts conduits au niveau politique pour justifier les opérations militaires d'Israël et sa position vis-à-vis de la Palestine en général participent de ce que les Israéliens appellent la *hasbara*. De l'hébreu *laasbir*, qui signifie expliquer, la *hasbara* se situe à mi-chemin entre la diplomatie publique et la propagande, et vise à présenter les actions de l'État sous un angle rationnel, en explicitant les raisons les sous-tendant.

Sans entrer dans l'histoire de la traduction institutionnelle de la *hasbara*, notons que dans le cadre de l'opération « Glaives de fer » elle a été reprise en main par Benjamin Netanyahu dès les premiers jours du conflit. Le 12 octobre 2023, la ministre en charge de la Diplomatie publique Galit Distal-Atbaryan démissionne, estimant qu'elle ne pouvait pas faire son travail tant le Premier ministre était impliqué dans les décisions, ce qui rendait de fait son ministère « redondant »²¹³. Le choix est fait de créer un *National public diplomacy directorate*²¹⁴, directement rattaché au Bureau du Premier ministre, qui sera au cœur de plusieurs campagnes clés qui révolutionnent la manière traditionnelle de faire de la *hasbara*.

Premièrement, après le 7 octobre, afin que la communauté internationale prenne la mesure de l'ampleur de l'attaque du Hamas, les FDI montent une vidéo de 48 minutes à partir des images recueillies par les vidéos de caméras surveillance, par les victimes, par les membres des commandos eux-mêmes et par des Gazaouis ayant pénétré sur le territoire israélien à leur suite pour mettre à sac Israël. Ce film retrace la chronologie de l'attaque et ses différentes phases (prise des bases militaires, des *kibboutzim*, du festival Nova), jusqu'à ce que les FDI reprennent le contrôle

212. R. Mielcarek, « La défense française, en retard dans le domaine de la communication stratégique », *Les Champs de Mars*, n° 30, 2018, p. 37-45.

213. A. Spiro, « La ministre de la Diplomatie publique démissionne, invoque un “gaspillage de fonds publics” », *The Times of Israel*, 13 octobre 2023, disponible sur : <https://fr.timesofisrael.com>.

214. « Israel's Legal and Factual Justification for its Actions against Hamas in Gaza », Government of Israel, 10 avril 2024, disponible sur : www.gov.il.

du territoire. C'est un réserviste travaillant dans le cinéma qui a proposé de monter les images. Afin de ne pas ajouter de l'horreur à l'horreur, Israël fait le choix de ne le diffuser qu'à un public choisi composé de « relais d'opinion », principalement dans les pays occidentaux²¹⁵. Le *National public diplomacy directorate* met en œuvre cette diffusion, parfois avec l'aide de personnalités de premier plan, et sous le contrôle des FDI. Le film est ainsi montré à des membres de la représentation nationale de plusieurs pays alliés, ce qui permet de souder cette même communauté autour d'Israël et de susciter une adhésion à son offensive terrestre, tout en détournant l'attention des controverses sur le nombre de victimes civiles tuées par les FDI à Gaza. Plusieurs journalistes sont ainsi conviés, ce qui permet de cadrer le débat sur le 7 octobre et non sur l'opération en cours.

Le deuxième grand coup du *National public diplomacy directorate* au tout début de sa création est de mener une campagne autour du mot d'ordre « HAMAS=ISIS », élaborée pour des audiences européennes qui, elles aussi victimes de terrorisme, sont ainsi encouragées à s'identifier avec Israël. Ce choix de narratif montre que la *hasbara* traditionnelle, centrée sur la production d'argumentaires qui visent à convaincre, a été supplantée par une approche plus cognitive, cherchant à s'adresser aux émotions et à susciter l'empathie

Cette campagne « HAMAS=ISIS » est aussi conduite de manière novatrice, sous la forme de publicités diffusées sur les réseaux sociaux ou sur des jeux en ligne tels que le populaire Candy Crush. Le contraste entre l'image enfantine et la dureté du message est saisissant.

Image diffusée par le National Directorate of Hasbara sur l'application Candy Crush



Source : National Directorate of Hasbara, Youtube.

215. Ce film a été visionné par l'un des auteurs de cette étude, à l'ambassade d'Israël à Paris.

Enfin, le *National public diplomacy directorate* est également venu en appui des opérations sur le terrain pour contrer les accusations de génocide. La vidéo « *Come visit beautiful Gaza* », diffusée en janvier 2024, montre une succession d'images générées par IA montrant ce que pourrait être la bande de Gaza sans contrôle par le Hamas. La voix off, en anglais, célèbre « de superbes plages et de charmantes promenades », « ses hôtels cinq étoiles », « le meilleur de la cuisine moyen-orientale » et sa « vie nocturne animée », reprenant les codes d'une vidéo touristique. La vidéo se termine avec le texte suivant : « Voilà ce que Gaza aurait pu être si le Hamas n'avait pas bâti une nation de terreur au lieu d'une nation de paix.²¹⁶ » « *Come visit beautiful Gaza* » impute ainsi la responsabilité de la destruction actuelle de la bande de Gaza au Hamas, et non à l'armée israélienne. Cette vidéo pèsera, un an plus tard, sur la vision de Trump de la bande de Gaza matérialisée par une vidéo outrancière dite de la « riviera », produite par l'agence EyeMix virtual, qui montre des images de synthèse où Donald Trump, Elon Musk et Benjamin Netanyahu dansent à Gaza, dépeint en une sorte de Dubaï sous stéroïdes²¹⁷.

Vidéo « *Come Visit Gaza!* », produite par le *National public diplomacy directorate*, Youtube.



Come Visit Gaza!



מערך ההסברה הלאומי
4,03 k abonnés

Abonné

575



Partager



49 k vues il y a 1 an

A glimpse into what Gaza could have been like, without Hamas. Free Gaza from Hamas.

Production: @NationalHasbara ...afficher plus

Source : *National directorate of Hasbara*, [Youtube](#).

216. « Come Visit Gaza! », מערך ההסברה הלאומי - יחד ננצח, Youtube. 21 janvier 2024. Disponible sur : www.youtube.com.

217. Y. Roblin, « C'était une blague : les créateurs de la vidéo Trump Gaza générée par IA se défendent », TF1/LCI, 7 mars 2025.

L'aspect innovant de la *hasbara* israélienne repose sur un réseau d'organisation civiles qui peuvent servir de relais, tout en proposant des contenus perçus comme plus authentiques ou plus viraux car cassant les codes de la communication institutionnelle, paradoxalement perçue comme peu fiable. Cela permet également de garder une forme de préservation des acteurs étatiques puisque ce ne sont pas eux qui agissent. La responsabilité du gouvernement israélien n'est donc pas engagée.

Depuis le lancement de l'opération « Glaives de fer », le *National public diplomacy directorate* s'est appuyé alternativement sur des ONGs, des initiatives civiles plus ou moins spontanées, et plus directement sur des influenceurs, dont certains dans des domaines très éloignés du champ militaire, comme des influenceurs culinaires. Selon le ministère des Affaires étrangères israélien, près d'un millier d'influenceurs de toutes nationalités ont été approchés²¹⁸.

En décembre 2023, deux mois après les attaques du 7 octobre, l'Institute for National Security Studies propose une cartographie des initiatives civiles de *hasbara*. Ses chercheurs dénombrent 120 « *operations rooms* », avec 40 organisations développant des outils technologiques spécifiques, dont une centaine de bases de données servant à recenser les éléments de langage du gouvernement israélien et pouvant soutenir un narratif pro-israélien. Sur ces forums de discussion permettant de se concerter sur des modes d'action, 72 sont bénévoles. 13 d'entre elles émanent d'organisations qui existaient avant la guerre, comme les organisations Stand With Us²¹⁹ ou DiploAct.

COMOPS : l'unité de porte-parolat de Tsahal

L'armée israélienne produit une importante quantité de ressources et d'informations sur la guerre qui l'oppose au Hamas. Le compte X des FDI est par exemple décliné en sept langues : hébreu, anglais, français, espagnol mais aussi russe, farsi et arabe. Par ce canal, *Tsahal* commente en direct des opérations militaires menées dans la bande de Gaza, publie des informations en continu, partage des témoignages de soldats israéliens, afin de donner un visage humain à la guerre. Sur les réseaux sociaux, elle critique avec virulence les dirigeants du Hamas et traque les fausses informations que le mouvement diffuse. Avec une *newsroom* qui fonctionne vingt-quatre heures sur vingt-quatre, l'unité de porte-parolat, qui assure la communication opérationnelle

218. T. Lefèvre, « Des influenceurs franco-israéliens au service de la propagande de l'État hébreu », France inter, 14 mars 2024, disponible sur : www.radiofrance.fr.

219. L'organisation StandWithUS a été fondée en 2001 à Los Angeles. Elle se définit comme non partisane et se donne pour mission d'éduquer le public sur Israël, de combattre l'antisémitisme et de corriger ce qu'elle considère comme des informations erronées ou un discours biaisé à propos d'Israël. Elle dispose en 2021 d'un budget aux alentours de 15 millions de dollars. « Supporting Israel and Fighting Antisemitism Around the World », juillet 2025, disponible sur : www.standwithus.com.

avec des effectifs de plus d'un millier, a également la charge de répondre aux sollicitations des journalistes.

La communication opérationnelle de *Tsahal* s'articule autour de deux volets : l'un tourné vers la population de Gaza, pour l'informer des bombardements ou des manœuvres, l'autre vers l'extérieur, afin de justifier les opérations.

Le premier volet a déjà été évoqué en ce qui concerne le ciblage. Les FDI ont fait des efforts pour communiquer vers les civils afin que ceux-ci puissent s'éloigner des zones de combat. Cette communication a pris la forme de tracts mais aussi de communication sur les réseaux sociaux, en arabe, *via* des communiqués de *Tsahal*, qui s'est répliquée au Liban et même en Iran.

En revanche, le deuxième volet mérite une analyse plus détaillée en ce qu'il illustre l'aspect original de *Tsahal* dans sa communication. Les FDI se sont historiquement démarquées d'autres armées occidentales par leur transparence et leur audace dans leur manière de communiquer. Elles ont été parmi les premières à « *live-poster* » des opérations en direct, notamment des frappes de drones. À cet égard, la comparaison avec l'armée ukrainienne est riche d'enseignement pour la France, tant ces deux armées se sont pleinement approprié les codes de communication issus des réseaux sociaux (memes, utilisation de l'humour, de la provocation, dialogue et utilisation de la communauté OSINT).

La capacité du porte-parolat de *Tsahal* à utiliser les innovations technologiques dans la sphère des télécommunications et à casser les codes de la communication institutionnelle lui donne une visibilité particulière. Elle est ainsi venue en appui des opérations sur le terrain, pour préparer une phase tactique anticipée comme pouvant susciter de fortes réactions à l'international.

Par exemple, le 27 octobre, les FDI ont diffusé sur leur compte officiel X une modélisation 3D d'un réseau complexe de tunnels et de bunkers situés sous l'hôpital al-Shifa, pour démontrer que le Hamas s'en servait comme centre de commandement²²⁰. Selon cette vidéo, l'hôpital représenterait le « cœur battant » du dispositif de commandement du Hamas et plusieurs de ses bâtiments étaient implantés directement au-dessus de tunnels accessibles depuis les installations hospitalières, une version qui a ensuite été contestée après la prise de l'hôpital²²¹. Alors que les hôpitaux bénéficient d'une protection spéciale en droit international, cette vidéo permettait de « prouver » la finalité militaire de l'opération, alors même qu'elle est artificielle – il s'agit d'une création et non de vraies images. Ici, le rapport à l'image est décisif puisqu'il induit un biais cognitif s'appuyant sur le vieux principe : il faut le voir pour le croire.

220. Disponible sur : www.youtube.com.

221. « L'hôpital Al-Shifa, centre de commandement du Hamas ? Ce que montrent les images », *Le Monde*, 3 décembre 2023.

Modélisation du centre de commandement du Hamas diffusé par les FDI



Home to Hamas' Headquarters, This is an IDF 3D Diagram of the Shifa Hospital:



Israel Defense Forces
1,43 M d'abonnés

S'abonner

3,2 k



Partager



Source : Israel Defense Forces, [Youtube](#).

Lawfare

Enfin, une dernière manière de faire de l'influence est d'utiliser le droit. L'opération « Glaives de fer » a été très commentée au niveau juridique et il ne s'agit pas ici de rendre compte en détail de la teneur de la controverse, mais plutôt d'analyser la manière dont le droit devient une composante essentielle d'un conflit.

Les deux points d'attention juridiques les plus importants ont été la procédure pour rupture de la Convention des Nations unies pour la prévention et la répression du génocide à la Cour internationale de justice (CIJ) et la procédure pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité à la Cour pénale internationale (CPI).

• **La Cour internationale de justice**

Le 29 décembre 2023, l'Afrique du Sud saisit la CIJ, invoquant la Convention des Nations unies pour la prévention et la répression du génocide de 1948, accusant Israël de commettre ou de préparer un génocide contre les Palestiniens de la bande de Gaza. L'Afrique du Sud sollicite notamment des mesures conservatoires urgentes.

La CIJ est l'organe de justice des Nations unies. Contrairement à la CPI, elle s'attache à évaluer la licéité du comportement des États et non des individus. En conséquence, elle ne dispose pas d'un appareil d'application des peines.

L'importance de la procédure de la CIJ prise sous l'angle stratégique est principalement discursive : du fait des audiences publiques qui se sont déroulées à La Haye les 11 et 12 janvier 2024, avec une retransmission en direct par vidéo, cette procédure a alimenté un discours sur l'opération prise sous l'angle du droit et à l'aune de la notion de génocide.

Alors que pour les précédentes procédures intentées à la CIJ contre Israël, dont celle sur l'illégalité de la barrière de sécurité de 2002, Israël n'avait jamais dépêché d'équipe sur place, considérant que la Cour en elle-même était illégitime, Benjamin Netanyahu fait le choix pour la première fois en 2023 d'envoyer une équipe juridique²²². Cette rupture peut s'expliquer par la volonté de ne pas laisser s'installer un discours très critique vis-à-vis d'Israël sans contradiction. Par ailleurs, en plus du panel de juges permanents siégeant à la CIJ, chaque partie (ici Israël et l'Afrique du Sud) a le droit de nommer un juge. Benjamin Netanyahu a dépêché Aharon Barak, ancien président de la Cour suprême israélienne, qui jouit d'un grand prestige à l'international.

Dans sa décision préliminaire du 26 janvier 2024, la CIJ ordonne des mesures conservatoires qui demandent qu'Israël autorise l'accès de l'aide humanitaire à la population de Gaza, prévienne et punisse toute incitation au génocide, et rende compte à la CIJ de ces mesures dans un délai d'un mois. Sans demander un cessez-le-feu, la CIJ estime que les allégations de l'Afrique du Sud sont plausibles et que la Cour a compétence pour juger l'affaire, mais précise qu'elle ne rendra un jugement final qu'après un examen plus approfondi. Les éléments retenus comme fondant cette décision sont la destruction du patrimoine culturel de Gaza, la situation humanitaire (déplacements forcés, famine et destruction d'infrastructures médicales), le discours et les incitations de l'échelon politique à la destruction des Palestiniens dans leur ensemble²²³. Outre ces répercussions symboliques, cette décision complique les exportations d'armes vers Israël pour les pays incluant dans leur contrôle export le respect des normes du droit international humanitaire.

• *La Cour pénale internationale*

La deuxième procédure en cours est celle de la CPI. Pour rappel, la CPI est une instance que les États peuvent rejoindre volontairement en adhérant au Statut de Rome, qui examine la responsabilité individuelle des personnels politiques et militaires au regard du droit international humanitaire. Ainsi, Israël et les États-Unis n'adhèrent pas à la CPI. La Palestine a elle signé le Statut de Rome en 2015, après avoir été reconnue comme État par

222. L. Imbert, « Guerre Israël-Hamas : l'ancien juge Aharaon Barak sorti de sa retraite pour défendre l'État hébreu devant la Cour internationale de justice », *Le Monde*, 11 janvier 2024.

223. L. Bronner, « En Israël, les discours de déshumanisation des Palestiniens et d'éradication de la bande de Gaza se sont banalisés depuis le 7 octobre 2023 », *Le Monde*, 21 mai 2025, disponible sur : www.lemonde.fr.

l'Assemblée générale des Nations unies, ce qui ouvre à la Cour une compétence sur les crimes commis sur le territoire palestinien²²⁴.

La mobilisation de la CPI sur le conflit israélo-palestinien ne date pas de l'opération « Glaives de fer ». Dès 2011, dans une tribune au *New York Times*, Mahmoud Abbas déclare vouloir faire du conflit un conflit juridique et non seulement politique²²⁵. En 2019, la procureure de la Cour Fatou Bensouda, de nationalité gambienne, déclare la CPI compétente sur ce dossier, ce qui lui vaut d'être mise sous sanctions par l'administration Trump et de subir des menaces de la part du Mossad²²⁶.

Le Britannique Karim Khan lui succède et devient procureur de la Cour en 2021. Il se rend célèbre pour avoir émis pour la première fois dans l'histoire de la CPI un mandat d'arrêt contre Vladimir Poutine au titre de sa responsabilité individuelle dans la déportation d'enfants ukrainiens, alors même que le conflit est en cours et s'inscrit par là dans une vision plutôt interventionniste de la CPI. En novembre 2024, Karim Khan émet des mandats d'arrêt à destination de trois dirigeants du Hamas, Yahya Sinwar, Mohamed Deif et Ismaël Haniyeh, ainsi que contre deux dirigeants israéliens, le ministre de la Défense Yoav Gallant et le Premier ministre Benjamin Netanyahu, pour des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre²²⁷.

Outre ses répercussions symboliques, cette décision a des effets concrets. Elle exclut en principe des visites sur le territoire des États parties au Statut de Rome pour ces personnes. Elle complique juridiquement les exportations d'armes pour les pays qui incluent le respect du droit international dans leur contrôle export. En outre, elle donne des motifs pour des procédures juridiques dans les instances nationales, qui visent notamment des soldats israéliens à la double nationalité. Par exemple, en France, le parquet doit instruire de nombreuses procédures intentées contre des soldats franco-israéliens déployés à Gaza²²⁸. Autre exemple, au Brésil, un soldat israélien en vacances a dû quitter le territoire en catastrophe car il avait été repéré par une ONG spécialisée dans la poursuite judiciaire des soldats des FDI. Ses propres posts sur les réseaux sociaux ont facilité son identification et sa localisation, soulignant une fois de plus la vulnérabilité que peut créer l'usage des réseaux sociaux pour des personnels militaires²²⁹.

224. A. Férey, « La Cour pénale internationale, nouvelle arène du conflit israélo-palestinien ? », *Brève stratégique de l'Irsem*, Institut de recherche stratégique de l'École Militaire, 2021.

225. M. Abbas, « The Long Overdue Palestinian State », *The New York Times*, 16 mai 2011, disponible sur : www.nytimes.com.

226. H. Davies, « Revealed: Israeli Spy Chief "Threatened" ICC Prosecutor Over War Crimes Inquiry », *The Guardian*, 28 mai 2024, disponible sur : www.theguardian.com.

227. « Déclaration du Procureur de la CPI, Karim A.A. Khan KC : dépôt de requêtes aux fins de délivrance de mandats d'arrêt concernant la situation dans l'État de Palestine », Cour pénale internationale, 20 mai 2024, disponible sur : www.icc-cpi.int.

228. Entretien de recherche, juin 2025.

229. J. Brabant, « Un soldat israélien visé par un mandat d'arrêt lors de vacances au Brésil », *Mediapart*, 5 janvier 2025, disponible sur : www.mediapart.fr.

Force morale

« Aptitude individuelle ou collective à dynamiser des facultés morales et physiques pour faire face à l'adversité et la surmonter.²³⁰ »

Du fait de son histoire, la société israélienne a construit une forte résilience face à la guerre, menée de manière constante depuis la création de l'État en 1948. Le patriotisme des Israéliens en même temps que leur résilience sont entretenus par la conscription des jeunes hommes et femmes. Au sein des FDI, le commandement du Front intérieur, créé en 1992 lors de la guerre du Golfe, a la charge de préparer et d'assister la population en cas de conflit ou de désastre. Il est chargé d'alerter la population civile en cas d'attaques et de prendre la décision de restreindre ou d'interdire certaines activités (comme l'école) selon la situation sécuritaire. Lors de l'opération « Glaives de fer », le commandement du Front intérieur a mis en place une application prévenant la population israélienne des alertes et l'informant lorsque celle-ci devait se rendre dans un endroit sécurisé. Cette application a été améliorée en 2025, avec une alerte mobile anticipée (3 à 5 minutes avant l'impact) pour les missiles à longue portée. Avant, l'alerte pouvait être donnée avec très peu de préavis (de l'ordre de 90 secondes)²³¹.

La mobilisation de la réserve à l'épreuve du temps long

Outre l'unité et la résilience dont Israël a fait preuve depuis le 7 octobre 2023, deux sujets sont toutefois intensément débattus et fragilisent la concorde nationale.

Premièrement, l'absence de conscription des *haredim* (religieux orthodoxes) est un point de crispation récurrent. Traditionnellement exemptés du service militaire, ces derniers représentent près de 66 000 hommes en âge de servir sous les drapeaux (ils constituent 14 % de la population juive d'Israël, soit près de 1,3 million d'habitants). Après une décision de la Cour suprême exigeant leur conscription, le gouvernement tergiverse à faire passer une loi en ce sens, car la coalition actuelle repose sur le soutien de deux partis *haredim* : le Shas et le Judaïsme unifié de la Torah. Les FDI ont cependant fait des efforts pour accommoder les juifs pratiquants rejoignant les rangs, en créant par exemple des unités spécifiques respectant les règles du judaïsme (type de textile pour les vêtements, respect du Shabbat).

230. « Action terrestre future », Armée de Terre, 2016, p. 47.

231. E. Fabian, « Commandement du Front intérieur : nouveau système d'alerte mobile avertissant des missiles à longue portée », *The Times of Israel*, 17 avril 2025, disponible sur : <https://fr.timesofisrael.com>.

Deuxièmement, la mobilisation de la réserve pour poursuivre l'effort de guerre pèse à la fois sur le moral et sur l'économie du pays. La réserve a toujours été un élément central du modèle de défense israélien. Établie par Ben Gourion, son importance reste cruciale 75 ans plus tard. Après le 7 octobre, un véritable élan a été constaté, avec des Israéliens vivant à l'étranger revenant au pays pour servir sous les drapeaux. Mais ce soutien de la population à l'effort de guerre s'érode progressivement, du fait d'un processus lent nourri par une fatigue physique et psychique, des pressions familiales, professionnelles et financières, ainsi qu'une méfiance vis-à-vis du gouvernement. Le modèle même de la réserve encourage cette érosion et n'est pas nécessairement adapté à une guerre de longue durée : une partie importante des réservistes est renvoyée chez elle après un service prolongé puis remobilisée, ce qui les pousse à affronter une anxiété familiale, des ruptures professionnelles, une gestion du stress au combat et des incertitudes liées au retour ou non à l'emploi²³².

Par ailleurs, les officiers supérieurs – tous issus de l'armée de carrière – considèrent les réservistes comme une main-d'œuvre acquise. Avant le 7 octobre 2023, le corps de la réserve souffrait d'un sous-financement chronique, avec des compétences inégales et un équipement médiocre, notamment pour l'armée de terre.

En octobre 2023, plus de 300 000 réservistes sont engagés, sans préparation ni temps pour organiser leur départ. De nombreux dons civils ont permis de combler les lacunes en équipement (gilets pare-balles, casques, mais aussi drones) et en logistique (alimentation, fournitures de base). En dépit de la très forte mobilisation et du sentiment patriotique, beaucoup de soldats exprimaient une forme de colère et de déception envers le gouvernement et l'armée, accusés d'avoir failli face au Hamas. Cette mobilisation, combinée aux multiples périodes d'alerte et à la déscolarisation massive, a eu pour conséquence de diminuer significativement la population active.

Par ailleurs, la transition d'opérations de manœuvre terrestres de grande ampleur vers des opérations *standoff*, qui nécessitent moins de troupes, est appelée à se poursuivre. Les FDI vont également devoir construire de nouvelles lignes de défense dans le Néguev, ce qui pose la question de la durabilité de ce recours intense à la réserve sur le temps long.

Comment financer l'effort de guerre ?

Déjà fragilisée au début de l'année 2023 par l'instabilité politique et les tensions suscitées par la réforme judiciaire, l'économie israélienne a subi une dégradation après l'attaque du 7 octobre. La guerre prolongée a

232. D. Scheindlin, « The Military is in Crisis, Despite a Cease-Fire », *Haaretz*, 16 janvier 2025.

provoqué une série de chocs simultanés : chute du produit intérieur brut (PIB) par habitant, baisse des exportations, repli de la consommation et des investissements, ainsi qu'une augmentation du déficit public. Les moteurs traditionnels de la croissance israélienne – la *high-tech*, les exportations et les flux d'investissements étrangers – ont été ralentis. Le seul indicateur légèrement positif en 2024 est la consommation privée, en hausse de +2,6 % par tête, notamment soutenue par des achats de biens durables, dans un contexte d'incertitude croissante²³³.

L'économie réelle a également été lourdement affectée par le départ massif de 250 000 travailleurs étrangers, dont une large part de Palestiniens (150 000), ce qui a paralysé des secteurs essentiels comme l'agriculture, le BTP et les services. Ces travailleurs représentaient une main-d'œuvre indispensable dans des domaines à faible coût salarial, que l'économie israélienne peine à substituer en dépit de l'arrivée de travailleurs indiens. En parallèle, la hausse des dépenses militaires (+43 % en 2024) a été financée au détriment des dépenses sociales, avec des coupes nettes dans l'éducation et la santé, accentuant les inégalités sociales²³⁴.

Sur le plan fiscal, le Premier ministre Benjamin Netanyahu a refusé d'augmenter l'impôt sur le revenu, préférant une hausse de la TVA, passée de 17 % à 18 %. Ce choix a un effet régressif, touchant davantage les classes moyennes et populaires. En conséquence, le déficit public a atteint 6,9 % du PIB en 2024 et la dette publique est montée à 69 % du PIB, alors qu'elle oscillait autour de 60 % avant-guerre.

Autre signe inquiétant : l'immigration juive (*aliyah*), traditionnellement un pilier stratégique de la politique démographique israélienne, est en recul. En 2024, 82 700 Israéliens ont quitté le pays, contre seulement 23 800 « *alyah* » (littéralement « montée » vers la terre d'Israël, terme désignant l'immigration juive dans le pays), soit une perte nette de 59 000 personnes. Cette émigration concerne souvent des citoyens qualifiés, éduqués et fortunés, affaiblissant les perspectives de croissance future. Ce climat d'incertitude a conduit l'agence de notation Moody's, puis Fitch, à dégrader la note d'Israël²³⁵.

Dans ce contexte, l'effort de guerre israélien repose aujourd'hui sur trois piliers : le budget national de la défense, la dette publique et l'aide militaire américaine.

Le budget de la défense a augmenté, atteignant 5,5 % du PIB en 2025, contre moins de 5 % en 2022. Cela représente environ 30 milliards de dollars, dont une part significative est directement allouée à la

233. J. Bendelac, « Israël, une économie en guerre à bout de souffle », *Aerion24.news*, 14 juin 2025.

234. *Ibid.*

235. S. Wrobel, « Les échecs “sans fin” du gouvernement à l'origine de la dégradation de la note par Fitch – économistes », *The Times of Israel*, 13 août 2024, disponible sur : <https://fr.timesofisrael.com>.

modernisation et au maintien en condition opérationnelle des FDI. En comparaison, on reste loin des sommets atteints après la guerre du Kippour, lorsque les dépenses militaires représentaient jusqu'à 30 % du PIB, déclenchant une spirale inflationniste et la crise économique des années 1980 – ce que les économistes israéliens qualifient encore aujourd'hui de « décennie perdue ».

La dette publique couvre une part croissante des dépenses exceptionnelles liées au conflit, notamment la mobilisation prolongée de la réserve, les indemnités, la reconstruction d'infrastructures et les aides aux entreprises. Cette dynamique pose la question de la soutenabilité à moyen terme du modèle israélien, en particulier en cas de prolongation du conflit.

Enfin, l'aide militaire américaine a été essentielle pour soutenir l'effort opérationnel. Depuis octobre 2023, Washington a accordé à Israël plus de 22 milliards de dollars en soutien militaire, logistique et matériel. Cette aide massive reste cependant conditionnée à des équilibres géopolitiques fragiles et à la perception internationale du conflit²³⁶.

L'arme psychologique des otages

Parmi les nombreux défis rencontrés par Israël dans le cadre de l'opération « Glaives de fer », la question des otages s'est imposée comme l'un des plus sensibles sur les plans moral, politique et stratégique²³⁷. Le Hamas a intégré l'enlèvement de civils et de militaires israéliens dans sa stratégie, non seulement comme levier de négociation, mais surtout comme outil de guerre psychologique. L'objectif était clair : exploiter les divisions internes de la société israélienne, délégitimer le leadership politique et accentuer la pression de l'opinion publique sur le gouvernement pour l'obliger à faire des concessions.

Ce levier a été utilisé avec un degré de sophistication élevé. Le Hamas a rapidement proposé un échange baptisé « tous pour tous », exigeant la libération de l'ensemble des otages détenus à Gaza contre des milliers de prisonniers palestiniens en Israël. Cette rhétorique faisait écho aux stratégies de bombardement stratégique classiques : frapper le moral de l'adversaire non par la force brute mais par la pression intérieure, en s'attaquant au lien entre la population et son gouvernement.

Cette guerre psychologique a d'abord été menée par l'image. Le Hamas a diffusé, de manière sélective et calibrée, des vidéos montrant des

236. J.P. Filiu, « Jamais les États-Unis n'ont soutenu aussi massivement une guerre d'Israël », *Le Monde*, novembre 2024, disponible sur : www.lemonde.fr.

237. Pour approfondir la manière dont les otages peuvent être utilisés dans une guerre psychologique, voir : E. Dignat, *La Rançon de la terreur, Gouverner le marché des otages*, Paris, PUF, 2023. L'ouvrage offre une réflexion comparative sur les manières dont les gouvernements se positionnent vis-à-vis des otages.

otages appelant en hébreu à un cessez-le-feu, critiquant la politique du Premier ministre ou « remerciant » le Hamas de leurs « bons traitements ». Le cas de Liri Albag, soldate de 19 ans capturée sur la base de Nahal Oz, est emblématique. Forcée de s'exprimer devant la caméra, elle appelle son gouvernement à stopper les bombardements. Ces séquences sont conçues pour être virales, provoquer l'émotion et alimenter les fractures politiques internes.

Le Hamas a également joué sur les symboles. Plusieurs otages libérés ont été filmés portant des pendentifs à l'effigie d'une Palestine sur tout le territoire historique ou des bracelets aux couleurs du drapeau palestinien – des éléments retouchés numériquement par les chaînes israéliennes à leur retour aux couleurs d'Israël.

Le gouvernement israélien, pris dans ce piège émotionnel et politique, a tenu une ligne de fermeté, oscillant entre leviers diplomatiques et militaires pour obtenir leurs libérations. Depuis le 7 octobre, deux accords de libération ont vu le jour. Le 22 novembre 2023, un premier accord est trouvé : 50 otages sont libérés contre 150 prisonniers palestiniens, en échange d'un cessez-le-feu temporaire. Dans les jours suivants, de nouvelles libérations ont lieu : le 24 novembre, 24 otages (dont 13 Israéliens, 10 Thaïlandais, et 1 Philippin) ; le 30 novembre, 81 Israéliens et 14 ressortissants étrangers. Ces échanges restent toutefois partiels.

En 2024, plusieurs opérations de sauvetage ont été menées par les FDI avec des résultats contrastés. Le 11 février, deux otages sont libérés à Rafah, au prix de près d'une centaine de morts côté palestinien. Le 8 juin, une opération à Nuseirat permet de récupérer quatre otages mais provoque la mort de 274 Palestiniens. Si ces actions renforcent l'image d'une armée capable de protéger ses citoyens, elles alimentent aussi les critiques sur le coût humain de telles interventions.

Au bilan, à travers cette stratégie, le Hamas a démontré sa capacité à intégrer le facteur psychologique comme levier stratégique majeur. Pour Israël, la gestion de ces pressions internes, sous le regard constant des médias et de l'opinion mondiale, a représenté un casse-tête permanent. Comment détruire les capacités militaires du Hamas sans compromettre la vie des otages ? Comment maintenir la cohésion nationale face à une guerre qui divise autant qu'elle mobilise ? Dans ce contexte, la maîtrise de l'image devient un champ de bataille en soi, et la communication militaire doit composer avec des impératifs moraux, politiques et stratégiques parfois difficilement conciliables.

Performance du commandement

« Direction optimisée des opérations par la prise en compte de quatre impératifs interdépendants [...] : l'intelligence des situations, l'accélération des décisions, la plasticité des organisations et la réduction des vulnérabilités.²³⁸ »

Selon la doctrine militaire française, la « performance du commandement » repose sur la combinaison de quatre impératifs : l'intelligence des situations, l'accélération des décisions, la plasticité des organisations et la réduction des vulnérabilités, qui conditionnent la supériorité opérationnelle. Or, si l'on passe l'opération « Glaives de fer » au prisme de ces catégories, la tension permanente entre efficacité militaire et cohérence politico-stratégique apparaît pleinement. La libération des otages, l'affaiblissement des capacités militaires du Hamas, la protection des populations civiles et la gestion du « jour d'après » pour la bande de Gaza révèlent à la fois des réussites tactiques ponctuelles et des limites structurelles. Ces dernières tiennent moins à la puissance des moyens engagés qu'à la difficulté de traduire l'action militaire en avantage politique durable.

Libération des otages

Un an après le 7 octobre, sur les 253 otages capturés par le Hamas, 117 ont été libérés. Ces libérations sont majoritairement le résultat de négociations menées au niveau diplomatique. En particulier, l'accord de cessez-le-feu de novembre 2023, qui permit la libération de cinquante otages, constitue le plus grand succès. Plus marginalement, des opérations militaires à haut risque, telles que « Main dorée » (février 2024) ou celle de Nuseirat (juin 2024), sont parvenues à libérer des otages. En parallèle, 37 corps ont été restitués, tandis que 66 personnes demeurent captives et que 32 corps restent aux mains du Hamas.

Ce bilan traduit à la fois une réussite partielle et une limite structurelle : début octobre 2024, Israël n'a pas pu imposer par la force la libération massive des otages, et la survie politique du Hamas dépend encore largement de sa capacité à les instrumentaliser comme levier de négociation.

238. « Action terrestre future », Armée de Terre, 2016, p. 57.

Tableau n° 9 : Libération d'otages depuis octobre 2023

Date	Nombre d'otages	Conditions de libération
20 octobre	2	Négociation
23 octobre	2	Négociation
30 octobre	1 (Ori Megidish)	Opération militaire
24-30 novembre	50 otages	négociation
17 octobre 2024	4 otages	Opération militaire à Nuseirat
Bilan	59 sur 253	

Sources : *Haaretz*, *INSS*.

L'éradication du Hamas

Le second objectif d'éradication du Hamas a suscité de nombreuses critiques du fait de son ambiguïté : s'agit-il seulement de détruire les capacités militaires du Hamas ou de faire également s'écrouler le mouvement politiquement ? Les déclarations politiques issues du cabinet de guerre ne lèvent pas cette ambiguïté. Le ministre de la Défense Yoav Gallant déclare ainsi lors d'une conférence de presse le 11 octobre : « Nous allons anéantir cette chose appelée Hamas— ISIS-Gaza — de la surface de la terre. Elle cessera d'exister.²³⁹ »

Sur le plan strictement militaire, les capacités du Hamas un an après l'intervention sont extrêmement dégradées. D'après les estimations des FDI, sur les 24 bataillons du Hamas, 22 ont été démantelés (membres tués, infrastructures et arsenaux détruits). 90 % de son arsenal de roquettes est estimé détruit, ce qui se traduit par une baisse significative des tirs depuis Gaza. Enfin, environ 17 000 combattants – soit près de la moitié de l'organisation – auraient été tués²⁴⁰. De plus, plusieurs figures emblématiques du Hamas ont été tuées, parmi lesquelles le chef des brigades *Izz al-Din al-Qassam* Mohammed Deif, le chef du mouvement Ismaël Haniyeh et le chef du Hamas à Gaza, Yahya Sinwar²⁴¹.

²³⁹ « Israel's New War Cabinet Vows to Wipe Hamas Off the Earth », Reuters, 12 octobre 2023, disponible sur : www.reuters.com. ("We will wipe this thing called Hamas, ISIS-Gaza, off the face of the earth. It will cease to exist.")

²⁴⁰. « Swords of Iron, Real time Tracker », *INSS data lab*, Institute for National Security Studies consulté en juin 2025, disponible sur : www.inss.org.il.

²⁴¹. S. Forey, « La mort de Yahya Sinouar porte un coup sévère au Hamas », *Le Monde*, 18 octobre 2024.

Cependant, ces résultats ne suffisent pas à effacer l'ambiguïté stratégique dans laquelle se place l'opération. Le Hamas continue d'exister comme acteur politique incontournable, précisément parce que la détention des otages en fait un interlocuteur nécessaire. En d'autres termes, la contradiction entre l'objectif de détruire le Hamas et la nécessité de lui parler pour sauver les vies des otages reste entière, ce qui fragilise la cohérence de l'opération.

**Tableau n° 10 : L'élimination des dirigeants du Hamas
par les FDI depuis octobre 2023**

Date	Identité de la cible	Poste	Lieu
2 janvier 2024	Saleh al-Arouri	Vice-chef politique	Beyrouth, Liban
10 mars 2024	Marwan Issa	N° 2 militaire (Brigades al-Qassam)	Nuseirat, Gaza
13 juillet 2024	Mohammed Deif	Commandant des Brigades al-Qassam	Khan Younis, Gaza
31 juillet 2024	Ismail Haniyeh	Chef politique du Hamas	Téhéran, Iran
17 octobre 2024	Yahya Sinwar	Leader politique & militaire à Gaza	Sud de la bande de Gaza

La menace sécuritaire : un recul tangible mais inachevé

Sur le plan sécuritaire, les résultats sont plus mesurés. Après plus de 13 000 roquettes tirées depuis Gaza entre octobre 2023 et septembre 2024, le rythme des attaques a considérablement diminué : seulement 26 projectiles recensés en septembre 2024, contre plusieurs centaines chaque mois au cours de la première moitié de l'année²⁴². Cette baisse traduit un net affaiblissement des capacités offensives du Hamas. Néanmoins, la sécurité des populations civiles israéliennes n'est pas pleinement rétablie. Dans le Sud, environ 7 000 personnes demeurent déplacées, logées chez des proches ou bien à l'hôtel, incapables de réintégrer leurs localités proches de Gaza. Au nord d'Israël, à la frontière avec le Liban, près de 70 000 Israéliens ont également été évacués de chez eux²⁴³, du fait des tirs de roquettes menés par le Hezbollah et de la crainte d'un deuxième 7 octobre, des tunnels ayant également été construits par la milice libanaise en direction du territoire israélien pour y conduire des raids. Ainsi, le retour à une normalité sécuritaire pour les Israéliens reste compromis, ce qui souligne les limites d'une victoire strictement militaire.

242. Voir : www.inss.org.il.

243. « The Israel-Hezbollah war by the numbers », Associated Press, 27 novembre 2024.

La gestion politique et institutionnelle de la guerre

Les dissensions politiques très marquées avant l'attaque du 7 octobre 2023 ont été provisoirement suspendues lors de la première année de la guerre.

Benjamin Netanyahu a mis en place une structure bicéphale devant permettre de créer une légitimité pour ses décisions politiques en rassemblant les différentes factions composant la politique israélienne.

En complément du traditionnel cabinet de sécurité, dans lequel siègent les ministres les plus influents du gouvernement, dont Itamar Ben Gvir et Bezalel Smotrich, Netanyahu crée le 12 octobre 2023 un cabinet de guerre trans-partisan, intégrant des figures de l'opposition comme les deux anciens chefs d'état-major Benny Gantz et Gadi Eisenkot. Ce dispositif, instituant de fait une structure bicéphale, organise un trouble sur la réelle instance de décision, ce qui permet *in fine* au Premier ministre de s'assurer de larges marges de décision.

**Tableau n° 11 : Cabinet de guerre et cabinet de sécurité
lors de l'opération « Glaives de fer »**

Caractéristique	Cabinet de guerre	Cabinet de sécurité
Nature	Organe <i>ad hoc</i> créé le 12 octobre 2023	Organe institutionnel prévu par la loi
Rôle	Direction resserrée des opérations militaires Peut agir rapidement sans l'aval du Parlement	Définit les grandes orientations sécuritaires et supervise la défense nationale
Composition	<u>3 membres titulaires</u> Benjamin Netanyahu (Premier ministre, Likud) Yoav Gallant (ministre de la Défense, Likoud) Benny Gantz (ministre sans portefeuille, Unité nationale) <u>2 observateurs</u> Gadi Eisenkot (ancien chef d'état-major, ministre sans portefeuille, Unité nationale) Ron Dermer (ministre des Affaires stratégiques, Likoud)	Large, inclut les ministres clés de la coalition gouvernementale Benjamin Netanyahu Yoav Gallat Ron Demer Benny Gantz Bezalel Smotrich Itamar Ben Gvir

Objectif politique	Faire preuve de l'unité nationale en temps de guerre ; éviter que les décisions militaires ne soient influencées par les ministres les plus radicaux Mais manque de légitimité	Représenter l'ensemble du gouvernement dans les décisions sécuritaires, refléter les rapports de force politiques internes
Évolution	Crée un consensus mais dissous en juin 2024 après la double démission de Gantz et Eisenkot	Reprenant du poids après la dissolution du cabinet de guerre, permettant à des ministres radicaux d'influer davantage sur la stratégie

De plus, les fuites récurrentes des contenus des discussions, faisant état de profondes divergences entre les membres de ces instances, alimentent un sentiment de chaos.

En juin 2024, la double démission de Benny Gantz et de Gadi Eisenkot a mis en lumière les fractures internes, notamment l'absence de vision claire sur « l'après-guerre ». Cette crise illustre la difficulté pour le gouvernement Netanyahu de maintenir la cohésion politique tout en poursuivant une opération militaire de longue durée.

L'impasse du « jour d'après »

La question centrale demeure celle de la finalité de l'opération « Glaives de fer », soit celle du projet politique pour la bande de Gaza une fois l'opération achevée. Cette vision, dite du « jour d'après », ne sera explicitée qu'à l'été 2025, lorsque le Premier ministre annonce son intention d'occuper la bande de Gaza. En 2023-2024, derrière les proclamations sur la destruction du Hamas, se profile donc une ambiguïté stratégique qui anime la chaîne de commandement israélienne : s'agit-il de détruire une organisation militaire, y compris sa branche politique ? La bande de Gaza a-t-elle vocation à être gouvernée par l'Autorité palestinienne ? Ou s'agit-il d'imposer une occupation israélienne sur l'enclave, projet qu'une partie de la classe politique israélienne appelle de ses vœux avant même le 7 octobre ? Ce dernier projet, encore non assumé en 2024, devient clairement revendiqué par le gouvernement à l'été 2025²⁴⁴. L'absence de projet politique clair a été critiquée tant à l'intérieur du pays qu'à l'international, notamment au sujet de l'aide humanitaire et de la gestion

244. L. Bronner, « Israël se prépare à occuper toute la bande de Gaza », *Le Monde*, 8 août 2025, disponible sur : www.lemonde.fr.

des territoires. Cette indétermination nourrit l'idée que la victoire militaire, si elle est mesurable sur le terrain, ne garantit pas une stabilisation politique durable. En ce sens, l'opération « Glaives de fer » apparaît moins comme une guerre de destruction que comme une guerre de redéfinition des rapports de force, dont les conséquences à long terme restent profondément incertaines.

Tableau n° 12 : Évaluation des objectifs tactiques de l'opération « Glaives de fer » en octobre 2024

Nature	Description	Réalisation (en octobre 2024)
Buts de guerre (politiques)	Détruire le Hamas en tant qu'entité combattante et politique	En partie
	Supprimer la menace terroriste contre le territoire d'Israël depuis la bande de Gaza	Non
	Libérer les otages du Hamas	En partie
	Protéger les frontières du pays et les citoyens	En partie
EFR militaire	Les capacités militaires du Hamas sont démantelées, et l'organisation n'a plus de capacité d'exercer son <i>leadership</i> politique dans la bande de Gaza ni de menacer le territoire israélien.	En partie
Objectifs militaires	Conquête de la bande de Gaza et des principaux bastions urbains	Oui
	Nettoyage et sécurisation des mûles de défense	En grande partie (à l'exception des camps du Centre)
	Destruction des combattants, des capacités et infrastructures de combat, avec un effort sur les infrastructures souterraines et l'armement	En grande partie
	Libération des otages, morts ou vivants	En partie
Conditions décisives opérationnelles (partielles)	Le Hamas est neutralisé militairement (objectif quantitatif)	En grande partie
	Le Hamas n'est plus capable de tirer un nombre significatif de roquettes en territoire israélien	Oui

	Le Hamas n'est plus capable de conduire une action tactique organisée d'ampleur (niveau bataillon) (objectif qualitatif)	Oui
	Le gouvernement de Gaza par le Hamas s'effondre	Non
	Les otages sont localisés et libérés	En partie
	L'infrastructure souterraine de la bande de Gaza est cartographiée et neutralisée	En partie
	Le territoire de la bande de Gaza est sous contrôle et les frontières avec Israël sont sécurisées	Oui
	La population israélienne peut retourner dans la zone évacuée autour de la bande de Gaza	Non
	Le Hamas est délégitimé auprès de la population gazaouie	Non
	Le Hamas est coupé de son soutien international et de ses sources d'approvisionnement	Non
	Une alternative politique et crédible au Hamas pour administrer la bande de Gaza est identifiée	Non

Conclusion

L'opération « Glaives de fer », déclenchée par Israël en réaction au choc de l'attaque menée par le Hamas le 7 octobre 2023, marque une rupture nette par rapport aux nombreuses opérations militaires menées dans l'enclave. D'un point de vue tactique, les FDI ont démontré leur capacité à mobiliser rapidement une masse critique de forces terrestres notamment *via* la réserve, à structurer une manœuvre urbaine méthodique et à intégrer étroitement les moyens de renseignement, d'appui-feu et d'unités spécialisées. L'articulation des unités blindées, des forces spéciales, du génie militaire (notamment pour la neutralisation des tunnels) et de leur intégration inédite avec la mise en œuvre de la puissance aérienne a permis une conquête progressive de zones urbaines clés, malgré l'intensité des combats, les pertes et la pression médiatique constante.

Sur le plan stratégique, plusieurs enseignements majeurs se dégagent. Tout d'abord, la dissuasion par la technologie, aussi avancée soit-elle (barrière « intelligente », Dôme de fer, SIGINT), ne suffit pas à prévenir une surprise stratégique lorsque la volonté politique, la préparation et la doctrine d'emploi sont en décalage avec la réalité de la menace. Ensuite, la prépondérance donnée à l'offensive dans la culture militaire israélienne, tempérée ces dernières années par une posture de *containment* vis-à-vis du Hamas, a été brutalement réactivée, révélant à la fois ses forces (capacité de réaction) et ses limites (usure prolongée, coût humain, incertitude politique).

Pour l'analyse militaire *stricto sensu*, l'opération israélienne « Glaives de fer » confirme des tendances observées dans d'autres conflits. Le combat urbain aujourd'hui doit intégrer pleinement les dimensions souterraines, informationnelles et juridiques du champ de bataille. La coordination interarmes, le commandement décentralisé mais synchronisé, et la résilience des chaînes logistiques en milieu urbain complexe deviennent des priorités structurelles. La maîtrise du récit opérationnel, dans un contexte de forte médiatisation des conflits, doit également être pensée comme une capacité à part entière. Enfin, le lien entre objectifs politiques et conduite militaire doit être constamment réévalué : une campagne tactiquement réussie mais stratégiquement ambiguë peut rapidement perdre son effet dans une guerre asymétrique prolongée.

L'opération « Glaives de fer » représente donc un combat urbain d'une ampleur inédite, marqué par de nets succès tactiques obtenus au prix d'un niveau de destruction massif et assumé. La première année voit le démantèlement des capacités militaires du Hamas, contraint de passer du statut de force paramilitaire organisée à celui d'une guérilla pratiquant des

attaques brèves et ciblées (« *hit and run* »), exploitant au maximum la détention des otages israéliens. Ce succès tactique de l'opération « Glaives de fer » ouvre la voie à une régionalisation du conflit avec, dès octobre 2024, la bascule opérée par les FDI vers le Liban. Cette régionalisation concerne également l'Iran avec l'opération « Jours de repentance » en octobre 2024, qui vise la destruction des batteries antiaériennes iraniennes, puis l'opération « Réveil du lion » déclenchée le 13 juin 2025 contre les installations nucléaires.

Au printemps 2025, le déclenchement de l'opération « Charriots de Gédéon », une offensive aéro-terrestre visant à prendre le contrôle de la bande de Gaza, montre le basculement de l'État hébreu dans une autre phase que celle de la réponse militaire au 7 octobre 2023, caractérisée par l'officialisation de la volonté d'occuper durablement la bande de Gaza – qui se heurte toutefois à l'opposition internationale suscitée par ce projet et par la présence d'otages toujours détenus par le Hamas dans l'enclave.



27 rue de la Procession 75740 Paris cedex 15 – France

Ifri.org